

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE OUEST AFRICAINE

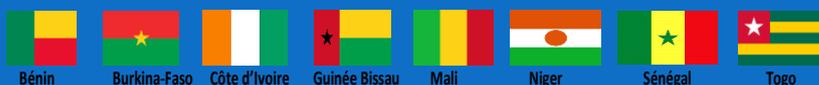
LA COMMISSION

Département des Politiques Economiques
et de la Fiscalité Intérieure



***NOTE DE CADRAGE MACROECONOMIQUE
2024-2028 DE L'UNION***

5^{ème} EDITION



Bénin

Burkina-Faso

Côte d'Ivoire

Guinée Bissau

Mali

Niger

Sénégal

Togo



Octobre 2024

Avant-propos

La « Note de cadrage macroéconomique de l'Union » est une publication périodique du Département des Politiques Économiques et de la Fiscalité Intérieure (DPE) de la Commission de l'UEMOA, dirigé par **Monsieur Mahamadou GADO** depuis mai 2021.

Elle analyse les perspectives macroéconomiques pour les huit (08) États membres de l'UEMOA et l'Union. A cet effet, elle constitue une contribution importante à l'exercice de la surveillance multilatérale stipulée à l'Article 4, aliéna 2, du Traité de l'UEMOA et au suivi des économies nationales sur le court et le moyen terme, notamment à travers la formulation de recommandations de politiques économiques. Les résultats présentés dans cette présente « *Note de cadrage macroéconomique de l'Union* » correspondent aux prévisions macroéconomiques des États membres et de l'Union vues à date par les services techniques de la Commission.

La présente publication, qui constitue la cinquième (5^{ème}) édition expose les résultats de cadrage macroéconomique 2024-2028 de l'Union élaborés par la Commission en septembre 2024.

Il en ressort que l'année 2023 a été marquée, au niveau international, par : (i) la poursuite des perturbations des cours des matières premières induites par la guerre en Ukraine, (ii) le niveau toujours élevé de l'inflation, bien qu'en repli par rapport à 2022, (iii) le maintien du durcissement des conditions financières engagé depuis le second semestre 2022 par les banques centrales pour juguler l'inflation, (iv) l'approfondissement de la fracture géopolitique nourrie par l'enlisement de la guerre en Ukraine et le début, en octobre 2023, du conflit entre Israël et le Hamas, au Moyen Orient. Au niveau régional, la persistance de la crise sécuritaire et les conséquences des bouleversements institutionnels dans les pays du Sahel dont celui intervenu au Niger le 26 juillet 2023 font partie, entre autres, des faits marquants qui ont pesé sur l'activité économique de 2023 et accentué les incertitudes sur les perspectives de la période 2024-2028.

Au cours du premier semestre 2024, les facteurs ayant influencé négativement l'activité économique de l'Union en 2023 dont les tensions géopolitiques internationales et les menaces sécuritaires au niveau de la région ne sont pas significativement atténués. Néanmoins, les indicateurs conjoncturels laissent présager une accélération de la croissance en 2024 bien qu'à un rythme moindre que celle des prévisions antérieures de la Commission.

En somme, la croissance économique de l'Union, estimée à 5,3% en 2023, soit 0,6 point de pourcentage (pp) en dessous de celle projetée en avril 2023, devrait ressortir à 6,1% en 2024. Elle est, ainsi, révisée en baisse de 0,9 pp par rapport aux dernières prévisions de la Commission. Sur la période 2025-2028, les perspectives de croissance semblent relativement favorables pour l'Union et la croissance économique ressortirait en moyenne à 6,5%. Ces perspectives macroéconomiques, quoique bonnes, restent sujettes à d'importantes incertitudes, notamment la dégradation de l'environnement international, l'intensification de la crise sécuritaire dans l'Union et des difficultés dans l'exploitation pétrolière au Niger et au Sénégal

La « *Note de cadrage macroéconomique 2024-2028* » a été rédigée par une équipe de la Direction de la Prévision et des Études Économiques (DPEE), composée des Messieurs :

- **Kalidou THIAW**, Directeur de la Prévision et des Études Économiques ;
- **Soumana HAROUNA IDE**, Chef de la Division de la Prévision Économique ;

- **Abiboulaye MOUSSA**, Chef de la Division des Etudes Economiques ;
- **Totas Antonio Joao CORREIA**, Chargé des Prévisions et des Études Économiques ;
- **Diabel DIOP**, Chargé des Prévisions et des Études Économiques ; et
- **Yao Eric KOUAKOU**, Chargé de l'Analyse d'Impact des Politiques et Programmes.

Table des matières

Contexte et rappel des objectifs de la note de cadrage macroéconomique de l'Union	9
Messages clés.....	10
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL.....	12
1.1. Perspectives de croissance des principaux partenaires commerciaux de l'Union.....	12
1.2. Evolution des cours internationaux des matières premières agricoles, produits miniers d'exportation et de taux de change de l'Union.....	14
1.3. Evolution de la conjoncture économique internationale et régionale et les risques sur les perspectives mondiales.....	17
II. SITUATION ECONOMIQUE RECENTE ET PERSPECTIVES 2024-2028 DE L'UNION.....	19
2.1. Situation économique récente.....	19
2.2. Perspectives économiques 2024-2028 de l'Union.....	22
III. EVOLUTION RECENTE ET PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES 2024-2028 DES ETATS MEMBRES.....	28
3.1. BENIN.....	28
3.2. BURKINA FASO.....	32
3.3. CÔTE D'IVOIRE.....	36
3.4. GUINEE-BISSAU.....	41
3.5. MALI.....	44
3.6. NIGER.....	48
3.7. SENEGAL.....	52
3.8. TOGO.....	57
Conclusion.....	61
SOURCES DE DONNEES.....	62

Liste des encadrés

Encadré 1 : Mettre un frein à la dette.....	17
Encadré 2 : « Rapport sur l'Indice mondial du terrorisme 2024 » : en 2023, le nombre de décès lié au terrorisme est au plus haut depuis 2017.....	20
Encadré 3 : Méthode de calcul des agrégats de l'Union	23

Liste des tableaux

Tableau 1: Evolution de la production céréalière brute dans l'UEMOA (en %).....	19
Tableau 2: Perspectives de croissance 2024-2028 de l'Union et des Etats membres (en %)	25
Tableau 3 : Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2021-2023 du Bénin	28
Tableau 4 : Agrégats de la BDP et de la monnaie du Bénin (en mds FCFA)	31
Tableau 5 : Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2021-2023 du Burkina Faso	32
Tableau 6 : Agrégats de la BDP et de la monnaie du Burkina Faso (en mds FCFA).....	35
Tableau 7 : Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2021-2023 de la Côte d'Ivoire	36
Tableau 8 : Agrégats de la BDP et de la monnaie de la Côte d'Ivoire (en mds FCFA).....	40
Tableau 9 : Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2021-2023 de la Guinée Bissau ...	41
Tableau 10 : Agrégats de la BDP et de la monnaie de la Guinée Bissau (en mds FCFA)....	44
Tableau 11 : Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2021-2023 du Mali.....	45
Tableau 12 : Agrégats de la BDP et de la monnaie du Mali (en mds FCFA)	47
Tableau 13 : Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2021-2023 du Niger.....	48
Tableau 14 : Agrégats de la BDP et de la monnaie du Niger (en mds FCFA)	51
Tableau 15 : Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2021-2023 du Sénégal	53
Tableau 16 : Agrégats de la BDP et de la monnaie du Sénégal (en mds FCFA)	56
Tableau 17 : Evolution des indicateurs macroéconomiques 2021-2023 du Togo.....	57
Tableau 18 : Agrégats de la BDP et de la monnaie du Togo (en mds FCFA)	59

Liste des graphiques

Figure 1 : Croissance économique des partenaires.....	12
Figure 2: Evolution des cours de l'or (\$/toz)	14
Figure 3: Evolution des cours du pétrole (\$ US/baril)	14
Figure 4: Evolution des cours du coton (en \$ US/Kg).....	15
Figure 5: Evolution des cours de la fève de cacao (\$/Kg).....	15
Figure 6 : Evolution des cours du café arabica et robusta (\$/Kg)	16
Figure 7 : Evolution du taux de change (F cfa/\$, naira, yuan)	16
Figure 8: Evolution du solde global de la BDP et de la masse monétaire.....	21
Figure 9: Evolution des exportations et importations de l'Union (en mds).....	22
Figure 10: Contribution des secteurs à la croissance 2023-2028 de l'Union (en points)	24
Figure 11: Evolution des agrégats des finances publiques et de la dette (en % du PIB) sur la période 2023-2028.....	26
Figure 12: Evolution de la croissance et du taux d'inflation du Bénin (en %)......	30
Figure 13: Contribution des secteurs à la croissance du Bénin (en points)	30
Figure 14: Agrégats des finances publiques (en % du PIB).....	31
Figure 15: Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB).....	31
Figure 16: Evolution de la croissance et du taux d'inflation au Burkina Faso (en %)......	34
Figure 17: Contribution des secteurs à la croissance du Burkina Faso (en points)	34
Figure 18 : Agrégats des finances publiques (en % du PIB).....	35
Figure 19: Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB).....	35
Figure 20 : Evolution de la croissance et du taux d'inflation en Côte d'Ivoire (en %)......	38
Figure 21 : Contribution des secteurs à la croissance de la Côte d'Ivoire (en points).....	38
Figure 22 : Agrégats des finances publiques (en % du PIB).....	39
Figure 23: Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB).....	39
Figure 24 : Evolution de la croissance et du taux d'inflation en Guinée-Bissau (en %)	42
Figure 25 : Contribution des secteurs à la croissance de la Guinée-Bissau (en points).....	42
Figure 26 : Agrégats des finances publiques (en % du PIB).....	43
Figure 27: Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB).....	43
Figure 28 : Evolution de la croissance et du taux d'inflation au Mali (en %)	46
Figure 29 : Contribution des secteurs à la croissance du Mali (en points).....	46
Figure 30 : Agrégats des finances publiques (en % du PIB).....	47
Figure 31: Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB).....	47
Figure 32: Evolution de la croissance et du taux d'inflation au Niger (en %)	50
Figure 33: Contribution des secteurs à la croissance du Niger (en points).....	50
Figure 34: Agrégats des finances publiques (en % du PIB).....	51
Figure 35: Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB).....	51

<i>Figure 36: Evolution de la croissance et du taux d'inflation au Sénégal (en %)</i>	54
<i>Figure 37: Contribution des secteurs à la croissance du Sénégal (en points)</i>	54
<i>Figure 38: Agrégats des finances publiques (en % du PIB)</i>	55
<i>Figure 39: Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB)</i>	55
<i>Figure 40: Evolution de la croissance et du taux d'inflation au Togo (en %)</i>	58
<i>Figure 41: Contribution des secteurs à la croissance du Togo (en points)</i>	58
<i>Figure 42: Agrégats des finances publiques (en % du PIB)</i>	59
<i>Figure 43: Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB)</i>	59

SIGLES ET ABBREVIATIONS

BCEAO	Banque Centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest
BDSM	Base de Données de la Surveillance Multilatérale
BDP	Balance des Paiements
CNPE	Comités Nationaux de Politique Economique
COVID-19	Maladie à Coronavirus 2019
DPE	Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure
DPEE	Direction de la Prévision et des Etudes Economiques
FEC	Facilité Elargie de Crédit
FMI	Fond Monétaire International
INS	Institut National de la Statistique
MAPS	Modèle d’Analyse, de Prévision et de Simulation
MQC	Modèle Quasi-Comptable de Prévision de la Commission
PEF	Programme Economique et Financier
PCSCS	Pacte de Convergence, de Stabilité, de Croissance et de Solidarité
PIB	Produit Intérieur Brut
PNDES	Plan National de Développement Economique et Social
PSE	Plan Sénégal Emergent
RSM	Rapport Semestriel d’Exécution de la Surveillance Multilatérale
TRE	Tableau Ressources-Emplois
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
WEO	World Economic Outlook

Contexte et rappel des objectifs de la note de cadrage macroéconomique de l'Union

La Commission de l'UEMOA, dans le cadre de sa mission de coordination des politiques budgétaires de ses Etats membres, en cohérence avec la politique monétaire commune, pilote le dispositif de la surveillance multilatérale. Défini par le Traité de l'UEMOA en son article 63 et renforcé par l'Acte additionnel n°04/99 du 08 décembre 1999 portant Pacte de Convergence, de Stabilité, de Croissance et de Solidarité (PCSCS), ledit dispositif évalue les performances des Etats membres à travers des rapports semestriels d'exécution de la surveillance multilatérale et au moyen d'indicateurs macroéconomiques appelés critères de convergence. Ce cadre est resté en vigueur jusqu'à la suspension temporaire de l'application du PCSCS, le 27 avril 2020, par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union. Depuis lors, la Commission poursuit l'exercice de sa mission de surveillance multilatérale à travers l'analyse des rapports semestriels sur les perspectives économiques et financières à moyen terme des Etats membres, conformément aux dispositions de la Recommandation N°02/2020/CM/UEMOA du 26 juin 2020 relative aux modalités d'exercice de la surveillance multilatérale.

Le cadrage macroéconomique de l'Union, élaboré par les services de la Commission, vise à renforcer le mécanisme d'évaluation des performances des Etats membres, notamment à travers l'analyse, sur une base quantitative et qualitative, de la cohérence interne et externe des rapports semestriels d'exécution de la surveillance multilatérale (RSM). A cet effet, il est élaboré au cours du premier semestre de l'année et révisé en fin de la même année afin d'actualiser les données historiques et de mieux prendre en compte les évolutions de la conjoncture économique internationale et régionale. L'horizon de projection est aligné sur celui du dernier rapport d'exécution de la surveillance multilatérale (RSM) et les analyses concernant la période récente reposent sur les données officielles transmises à date à la Commission par les Etats membres.

La présente note s'appuie ainsi sur les données du rapport de la surveillance multilatérale de décembre 2023 et juin 2024, les hypothèses des derniers cadrages macroéconomiques des Etats membres reçues de la part des correspondants nationaux désignés au sein des Directions en charge de la prévision macroéconomique et les données conjoncturelles internationales et régionales disponibles à fin septembre 2024. De ce fait, la note de cadrage macroéconomique de l'Union 2024-2028 évalue la pertinence des résultats annoncés par les Etats membres, au regard des performances antérieures, des réformes économiques et financières, des programmes de développement mis en œuvre par les Etats membres et des évolutions récentes de l'environnement international. Elle a pour objectif de contribuer à l'amélioration du dialogue entre la Commission et les Etats membres sur leurs prévisions macroéconomiques, dans un contexte de plus en plus marqué par la multiplicité des chocs (sanitaire, économique, sécuritaire, géopolitique, climatique, etc.) qui accentue l'incertitude sur les perspectives à court et moyen terme.

Bref aperçu de l'UEMOA

Indicateurs	2021	2022	2023* ¹
Population (en millions)	137,2	141,4	145,3
Croissance du PIB réel (en %)	6,0	5,5	5,3
PIB nominal (mds FCFA)	100962,9	111158,3	120550,4
Solde budgétaire global (en % du PIB)	-5,6	-6,9	-5,2
Taux d'inflation (en %)	3,6	7,4	3,7
Taux d'endettement (en %)	54,0	57,7	59,1
Taux de pression fiscale (en %)	13,6	13,7	14,3
Masse salariale (en % des recettes fiscales)	40,8	40,2	39,3
Taux d'investissement (en %)	25,6	27,7	28,1
Solde global BDP (mds FCFA)	475,7	-3343,1	-3530,4
Masse monétaire (mds FCFA)	41 458,8	46 162,1	47 779,8

Messages clés

- La croissance économique de l'Union ressortirait à 6,1%² en 2024, contre 5,3% en 2023.** Par rapport aux prévisions d'avril 2023 de la Commission, cette croissance de 2024 est révisée en baisse de 0,9 point de pourcentage (pp), en lien entre autres, avec la dégradation de l'environnement économique international et régional. L'activité économique devrait maintenir sa dynamique à moyen terme, avec une progression de 7,0% en 2025 ensuite à 6,6% en 2026 et respectivement à 6,2% et 6,0% en 2027 et 2028. Toutefois, ces perspectives reluisantes de croissance économique pour l'Union restent tributaires de l'évolution du contexte international et régional, troublé par les conséquences de l'enlisement de la guerre en Ukraine, le risque d'escalade du conflit entre Israël et le Hamas au Moyen Orient, ainsi que l'intensification des menaces terroristes dans le Sahel et son extension dans certains pays du Golfe de Guinée.
- Le déficit budgétaire global de l'Union rapporté au PIB passerait de 5,2% en 2023 à 4,8% en 2024 et devrait tomber en dessous de 3,0% à partir de 2027, grâce aux multiples réformes de consolidation budgétaire entreprises dans le domaine des finances publiques au niveau des Etats membres.** Cette évolution dudit déficit repose principalement sur une hypothèse de mise en œuvre efficace des mesures d'amélioration du recouvrement des recettes fiscales, de rationalisation des dépenses fiscales et de maîtrise des dépenses courantes dans les Etats membres. En outre, les réformes menées, dans le cadre de la mise en œuvre des programmes économiques et financiers appuyés par le Fonds Monétaire International (FMI)³, y contribueraient, vu que tous les Etats membres se sont engagés à poursuivre les efforts de consolidation budgétaire avec l'objectif d'atteindre un déficit de 3,0% du PIB au plus tard en 2027.
- Le taux d'endettement public de l'Union ressortirait à 62,7% en 2024, soit 3,6 pp au-dessus de sa valeur de 2023.** Les banques centrales, dont la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), ont poursuivi le durcissement de leurs politiques monétaires en 2023 et la détente des prix enregistrée au cours de l'année permettrait leur relâchement sur la période 2024-2028. Ainsi, la baisse des taux directeurs des banques

¹ Estimation.

² Avec les données des Etats membres reçues dans le cadre de la préparation du RSM de décembre 2023, le taux de croissance de l'Union serait de 7,5%, le déficit budgétaire global de 4,4% du PIB et le taux d'endettement de 58,3%.

³ Cinq (05) Etats membres (Bénin, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Niger et Sénégal) sont déjà en programme avec le FMI, le Conseil d'administration de l'institution a approuvé le programme du Burkina Faso en septembre 2023 et le Togo a conclu ses discussions en décembre 2023, en vue d'une probable approbation en février 2024.

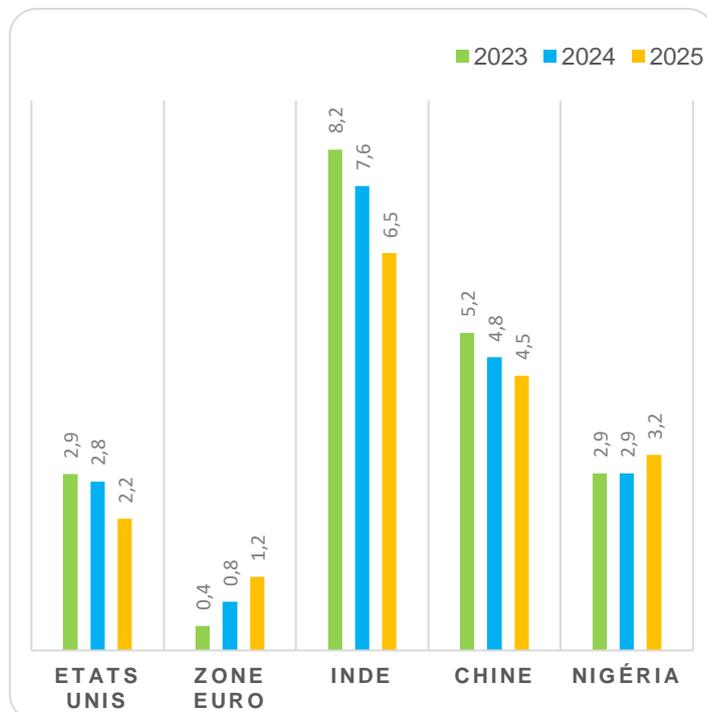
centrales, combinée à la réduction du déficit budgétaire global, contribuerait à réduire le taux d'endettement à partir de 2025, tout en maintenant son niveau au-dessus de celui d'avant la crise de la Covid-19.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1.1. Perspectives de croissance des principaux partenaires commerciaux de l'Union

Une activité économique des pays partenaires commerciaux de l'Union qui ne s'améliorerait significativement pas en 2024 dans un contexte international difficile et des perspectives de plus en plus incertaines.

Figure 1 : Croissance économique des partenaires (en %)



Source : FMI, *Perspectives de l'économie Mondiale (WEO)*, Octobre 2024.

La stabilité de l'activité économique mondiale s'expliquerait par les divergences de production au niveau des pays. En effet, la croissance aux États-Unis serait de 2,8% en 2024 et 2,2% en 2025, contre 2,9% en 2023.

Dans la Zone euro, la croissance ressortirait à 0,8% en 2024 et 1,2% en 2025, après 0,4% en 2023. Cependant, les faiblesses persistantes de l'industrie manufacturière laissent présager une reprise plus lente dans des pays comme l'Allemagne dont la croissance passerait de -0,3% en 2023 à 0,0% en 2024 et 0,8% en 2025.

En ce qui concerne les « Pays émergents et Pays en développement », leur croissance économique serait de 4,2% en 2024 et 2025, après 4,4% en 2023, soutenue par une activité plus forte en Asie, en particulier en Chine et en Inde. En effet, la croissance économique chinoise ressortirait à 4,8% en 2024 et 4,5% en 2025, contre 5,2% en 2023. À moyen terme, il est attendu que cette croissance continue de se décélérer, en lien avec l'effet du vieillissement de la population et du ralentissement de la croissance de la productivité.

Pour ce qui est de l'Afrique subsaharienne, sa croissance resterait stable à 3,6% en 2024 comme en 2023 avant de remonter à 4,2% en 2025. Le taux de croissance du Nigéria se maintiendrait à 2,9% en 2024 identique à celui de 2023 pour passer à 3,2% en 2025. En ce qui concerne l'Afrique du Sud, la croissance ressortirait respectivement à 1,1% et 1,5% en 2024 et 2025 après 0,7% en 2023.

Selon le FMI, la croissance de l'économie mondiale resterait relativement stable et décevante, à moyen terme, avec un taux de 3,2% en 2024 et en 2025 contre 3,3% en 2023. Ce profil de croissance s'explique, d'après l'institution, par plusieurs forces qui freinent sa reprise dont, d'une part, celles liées aux conséquences à long terme de la pandémie de Covid-19, à la guerre en Ukraine et à la fragmentation géoéconomique accrue. D'autre part, les facteurs qui plombent la croissance mondiale sont conjoncturels relevant, notamment, des effets du durcissement de la politique monétaire pour réduire l'inflation, de la suppression de l'aide budgétaire en faveur des pays à faible revenu dans un contexte d'endettement élevé et des phénomènes météorologiques extrêmes.

D'après le FMI, les perspectives de l'économie mondiale ne sont toujours pas à l'abri de risques de correction à la baisse sur fond de grande incertitude autour des politiques économiques. Il s'agit notamment :

- des poussées de volatilité soudaines sur les marchés financiers, comme au début du mois d'août qui pourraient durcir les conditions financières et peser sur l'investissement et la croissance, en particulier dans les pays en développement où les importants besoins de financement extérieur à court terme pourraient entraîner des sorties de capitaux et un surendettement ;
- d'autres perturbations dans le processus de désinflation, potentiellement déclenchées par de nouvelles flambées des prix des produits de base dans un contexte de tensions géopolitiques persistantes, qui pourraient empêcher les banques centrales d'assouplir leur politique monétaire, ce qui compliquerait grandement la politique budgétaire et menacerait la stabilité financière ;
- d'une contraction plus longue et plus forte que prévu du marché immobilier chinois, en particulier si elle conduit à une instabilité financière, qui pourrait affaiblir la confiance des consommateurs et avoir des répercussions mondiales, compte tenu de la place importante qu'occupe la Chine dans le commerce international ;
- d'un recours accru aux politiques protectionnistes qui exacerberait les tensions commerciales, réduirait l'efficacité des marchés et perturberait davantage les chaînes d'approvisionnement ;
- de la montée des tensions sociales qui pourrait provoquer des troubles civils, nuire à la confiance des consommateurs et des investisseurs et potentiellement retarder l'adoption et la mise en œuvre des réformes structurelles nécessaires.

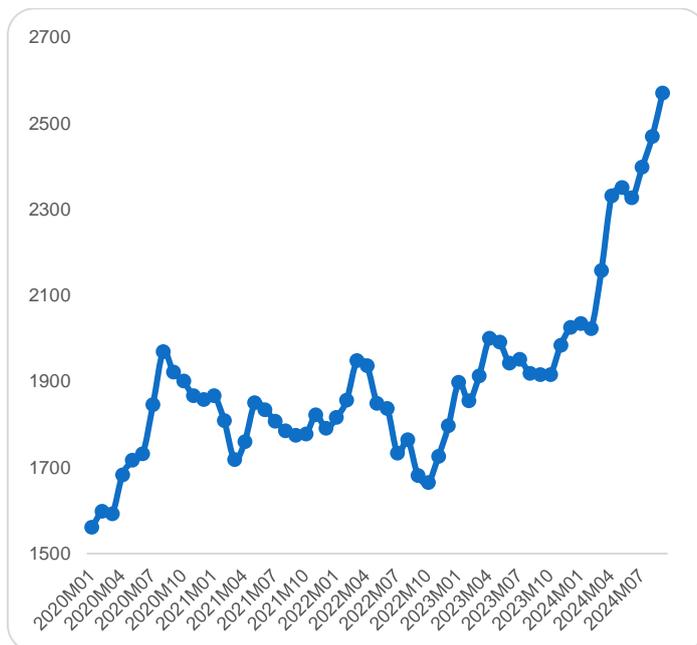
Au regard, des principaux risques identifiés, le FMI recommande, entre autres :

- un changement de conduite de la politique budgétaire de toute urgence dans de nombreux pays, pour garantir la viabilité de la dette publique et pour reconstituer les marges de manœuvre budgétaires avec un rythme d'ajustement adapté à la situation de chacun ;
- des réformes structurelles pour améliorer les perspectives de croissance à moyen terme, mais il convient de continuer à aider les personnes les plus vulnérables et à préserver les dispositifs de protection sociale ;
- la nécessité d'une coopération multilatérale pour accélérer la transition écologique et soutenir les efforts de restructuration de la dette ;
- d'atténuer les risques de fragmentation géoéconomique et de renforcer les cadres multilatéraux fondés sur des règles pour que tous les pays puissent tirer pleinement parti de la croissance future.

1.2. Evolution des cours internationaux des matières premières agricoles, produits miniers d'exportation et de taux de change de l'Union

Une détente globale des principaux cours internationaux des matières premières en 2023, après leur envolée de 2022.

Figure 2: Evolution des cours de l'or (\$/toz)

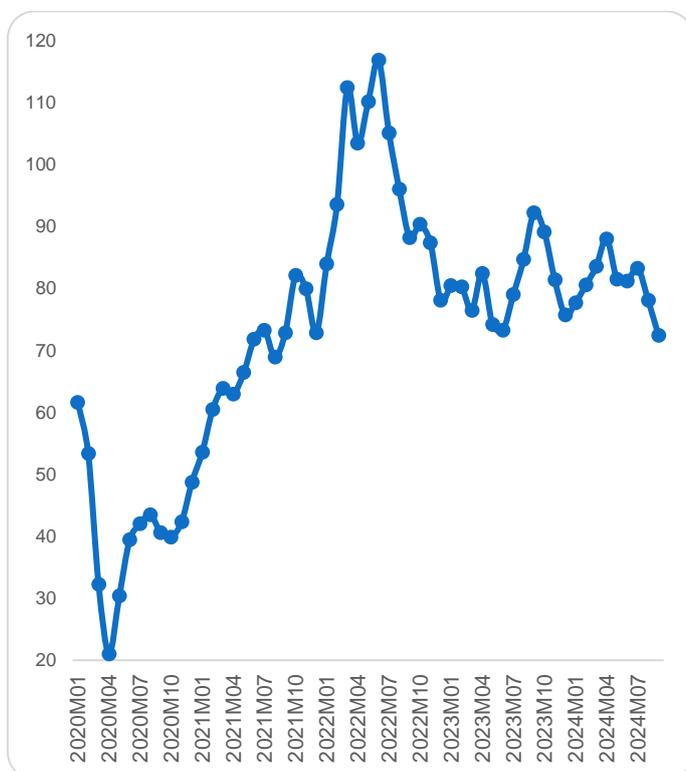


Source : Banque mondiale, *Pink Sheet*, octobre 2024.

En 2023, le cours moyen de l'or est ressorti à 1942,67\$ l'once, soit une hausse de 7,9% par rapport à 2022. Durant cette année, le cours de l'or a enregistré une tendance baissière de mai à octobre 2023, après avoir affiché son niveau le plus élevé jamais atteint depuis 2010 en avril 2023 (1999,8 \$/once). En 2024, l'envolée des cours de l'or s'est poursuivie ressortant à 2295,91 \$ l'once en moyenne sur les neuf (09) mois de l'année 2024, soit une hausse de 18,9% en glissement annuel. En perspectives, le cours de l'or devrait rester encore largement au-dessus de sa valeur avant la crise Covid-19, en raison des fortes tensions géopolitiques actuelles, du maintien du resserrement des politiques monétaires des banques centrales et de sa demande continue en tant qu'actifs refuges. Ces perspectives resteraient ainsi favorables pour les pays de l'Union qui sont de grands exploitants de l'or.

Figure 3: Evolution des cours du pétrole (Moyenne)

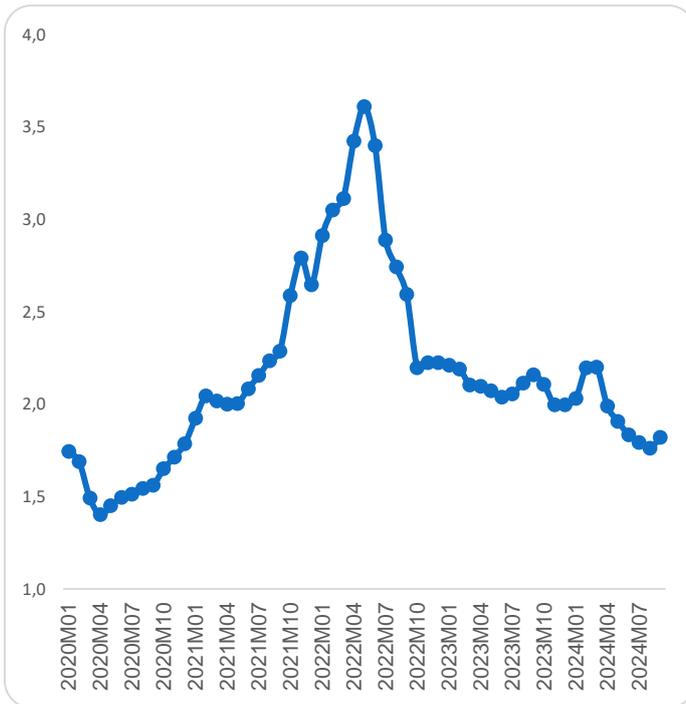
des cours « Dated Brent », « West Texas intermediate », et « Dubai Fateh », en \$ US



Source : Banque mondiale, *Pink Sheet*, octobre 2024.

En 2023, le cours moyen du baril de pétrole a été de 80,6 \$, soit une baisse de 16,4% comparativement à 2022. Cette situation s'explique principalement par la dégradation du contexte économique mondial en relation avec le ralentissement de l'activité économique compromettant la demande de brut tout en contrecarrant l'effet d'une baisse de l'offre, consécutive aux sanctions occidentales contre la Russie. En moyenne sur les neuf (09) mois de l'année 2024, le cours du pétrole a été de 80,69 \$/baril soit une hausse de 0,5% en glissement annuel. Cette hausse s'explique entre autres par la baisse de l'offre, d'environ 2,2 millions de barils par jour, opérée par l'OPEP+ au courant de l'année 2024 et qui devrait se poursuivre jusqu'à fin 2025 pour soutenir les cours de pétrole qui font face à de nombreuses incertitudes économiques et géopolitiques. En 2024 et 2025, selon le FMI, le cours moyen annuel du baril de pétrole ressortirait respectivement à 81,3 \$/baril et 72,8 \$/baril.

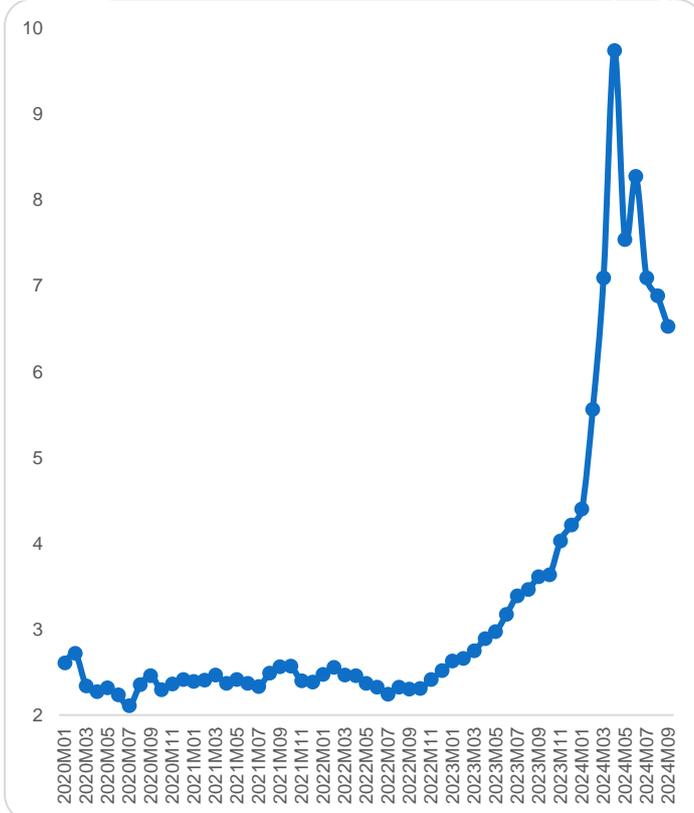
Figure 4: Evolution des cours du coton (en \$ US/Kg)



Source : Banque mondiale, *Pink Sheet*, octobre 2024.

En 2023, le prix moyen du Kg de Coton a été de 2,10\$, soit une chute de 26,9% par rapport à 2022 en raison de la sécheresse dans le plateau du Dekkan en Inde, pays qui fait partie des principaux producteurs mondiaux, liée au phénomène El Niño. Ainsi, après l’envolée de 2021 et 2022, les cours internationaux du coton devraient revenir à leur valeur historique. En moyenne, sur les neuf (09) mois de l’année 2024, le cours du coton a été de 1,95 \$/Kg soit une baisse de 8,0% en glissement. En dépit de la hausse de la production marquée par une reprise, au Brésil, aux États-Unis et en Australie, l’essoufflement de la demande mondiale n’augure pas des perspectives de redressement à court terme.

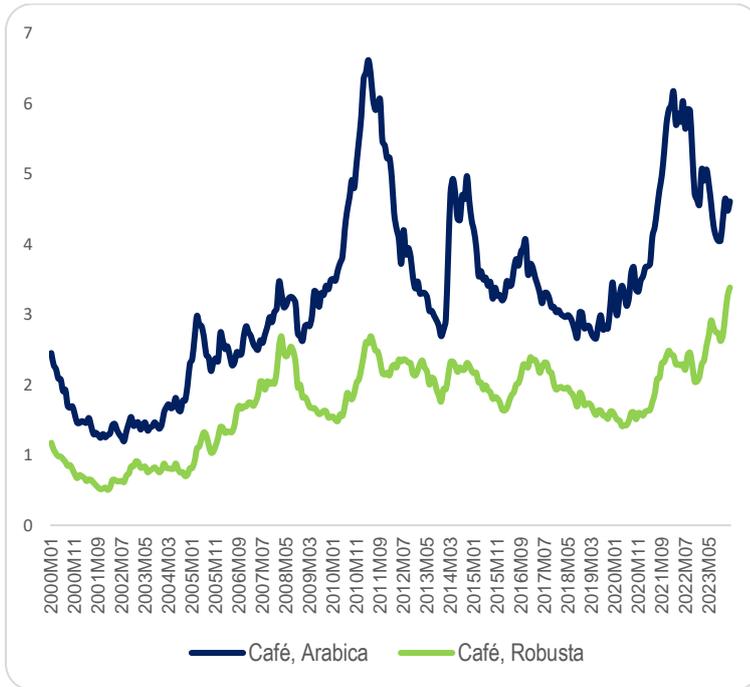
Figure 5: Evolution des cours de la fève de cacao (\$/Kg)



Source : Banque mondiale, *Pink Sheet*, octobre 2024.

En 2023, les cours moyens de la fève de cacao ont été de 3,28\$/Kg, soit en hausse de 37,1%, comparativement à 2022. Entre septembre et octobre 2023, le cours du cacao a atteint des niveaux records de 3,61\$/Kg et 3,63\$/Kg jamais atteints depuis 40 ans, en lien avec un déséquilibre entre l’offre et la demande sur le marché mondial, en conséquence des phénomènes météorologiques particulièrement défavorables et des pluies intenses qui ont perturbé la production en Côte d’Ivoire et au Ghana qui représentent à eux deux 60% de la production mondiale. En moyenne, sur les neuf (09) mois de l’année 2024, les cours de la fève de cacao a été de 7,01 \$/Kg, soit une hausse de 129,4% en glissement annuel et un pic historique de 8,27 \$/Kg, atteint en juin 2024. Le déséquilibre entre l’offre et la demande ne devant pas se résorber à court terme, la tendance haussière des cours devrait se maintenir en 2025.

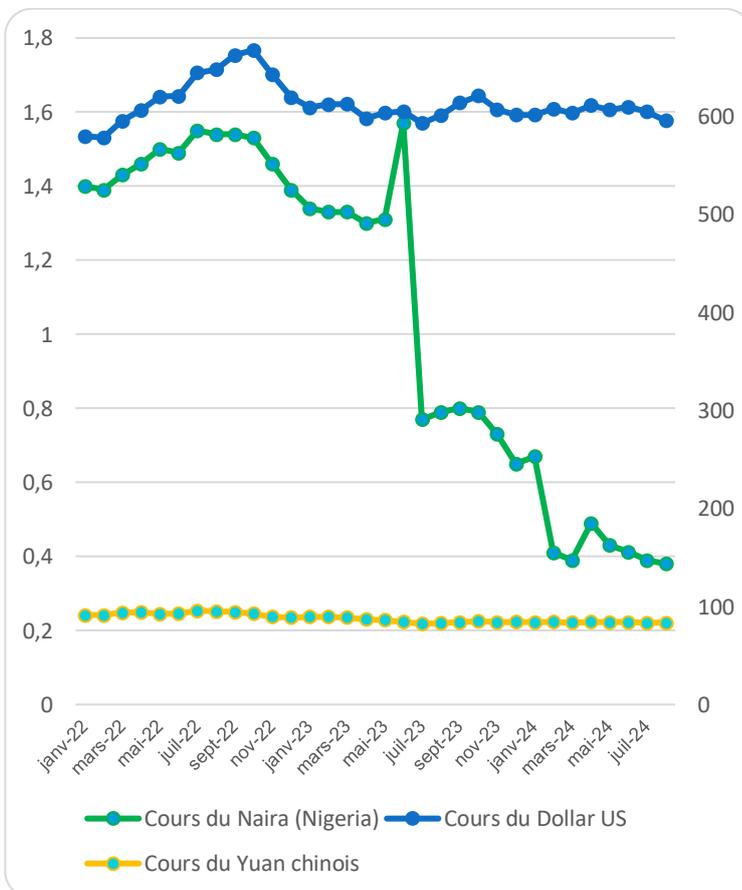
Figure 6 : Evolution des cours du café arabica et robusta (\$/Kg)



Source : Banque mondiale, *Pink Sheet*, octobre 2024.

En 2023, les cours moyens des cafés *Arabica* et *Robusta* sont ressortis à 4,54\$/Kg et 2,63\$/Kg, soit respectivement, une baisse de 19,4% et une hausse de 12,5% en glissement annuel, en raison des conditions météorologiques mitigées. En moyenne, sur les neuf (09) mois de l'année 2024, les cours des cafés *Arabica* et *Robusta* sont ressortis à 5,23 \$/Kg et 4,21 \$/Kg, correspondant respectivement à une hausse en glissement annuel de 3,6% et 63,2%. Cette hausse des cours du café s'explique entre autres par les problèmes de production, en particulier au Brésil principal producteur, auxquels s'ajoute une situation mondiale d'approvisionnement limité.

Figure 7 : Evolution mensuelle du taux de change (F CFA/\$, naira, yuan)



Source : BCEAO, base de données.

Selon la BCEAO, en moyenne, sur l'année 2023, le FCFA s'est apprécié par rapport au Dollar américain, le Yuan chinois et le Naira. En effet, un (01) dollar américain s'est échangé, en moyenne, pour 606,56 FCFA, contre 623,76 FCFA en 2022.

Pour ce qui est du yuan chinois et du Naira du Nigéria, leur unité s'échangeait, en moyenne, sur l'année, respectivement contre 85,71 FCFA et 1,06 FCFA en 2023, après 92,70 FCFA et 1,47 FCFA en 2022.

En moyenne sur les huit (08) premiers mois de l'année 2024, le FCFA l'appréciation du FCFA s'est poursuivie avec un (01) dollar américain pour 605,63 FCFA, et l'unité du naira et du yuan chinois s'échangent respectivement pour 0,41 FCFA et 83,89 FCFA. Comparativement à la même période de 2023, le FCFA s'est déprécié de 0,3% par rapport au dollar américain et apprécié de 65,5% et 2,4% respectivement par rapport au naira et yuan chinois.

1.3. Evolution de la conjoncture économique internationale et régionale et les risques sur les perspectives mondiales

Escalade du conflit au Moyen Orient, nouvelle flambée des prix, amplification de la fragmentation géoéconomique tels sont quelques-uns des risques négatifs sur les perspectives mondiales.

L'environnement économique internationale a continué à se dégrader, en 2023, en lien entre autres, avec l'enlisement de la guerre en Ukraine et le déclenchement en octobre 2023 du conflit entre Israël et le Hamas au Moyen orient. Par ailleurs, la cascade de crises (sanitaire et géopolitique) a contribué à détériorer la situation d'endettement des pays à revenu faible et intermédiaire, en dépit des actions internationales dont l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD)⁴ avec un fort risque d'aboutir à une crise de la dette internationale.

Encadré 1 : *Mettre un frein à la dette.*

La dette publique mondiale est très élevée. Le niveau d'endettement devrait dépasser les 100 000 milliards de dollars (soit 93% du PIB mondial) en 2024 et continuer à augmenter jusqu'à la fin de la décennie, atteignant près de 100% du PIB d'ici à 2030. Même si, selon les projections, la dette devrait se stabiliser ou reculer dans environ deux tiers (2/3) des pays du monde, elle restera largement supérieure aux prévisions établies avant la pandémie. Les pays où le niveau d'endettement n'est pas prévu de se stabiliser contribuent à plus de la moitié de la dette mondiale et à environ deux tiers (2/3) du PIB mondial. Il y a plusieurs raisons d'estimer que les niveaux d'endettement futurs pourraient dépasser ce qui est envisagé aujourd'hui. Ces dernières décennies, le discours politique sur les finances publiques privilégie de plus en plus l'augmentation des dépenses publiques. L'incertitude entourant la politique budgétaire est plus marquée et les lignes rouges en matière de fiscalité se figent. Les tensions montent sur les dépenses pour accompagner la transition écologique, faire face au vieillissement de la population et aux problèmes de sécurité, et relever les défis de longue date du développement. Il apparaît en outre que les projections tendent systématiquement à sous-estimer les niveaux d'endettement : les ratios dette/PIB réalisés trois ans plus tard sont, en moyenne, supérieurs de 6 points de pourcentage du PIB aux projections.

Les mesures d'ajustement budgétaire envisagées actuellement sont très insuffisantes pour qu'il soit fortement probable de parvenir à stabiliser (ou réduire) la dette. L'heure est venue de reconstituer les marges de manœuvre budgétaire. Dans un contexte de ralentissement de l'inflation et d'assouplissement attendu de la politique monétaire des banques centrales, les pays sont mieux armés pour absorber les répercussions économiques d'un resserrement budgétaire. De plus, adopter une posture attentiste peut coûter cher : dans les pays où il est prévu que la dette continue à augmenter, comme l'Afrique du Sud, le Brésil, la France, les États-Unis, l'Italie et le Royaume-Uni, reporter les mesures rendra l'ajustement nécessaire encore plus élevé. Tout atermolement est risqué : l'expérience de certains pays montre qu'une dette élevée peut déclencher des réactions négatives sur les marchés et limiter la marge de manœuvre budgétaire en cas de chocs négatifs. Les principaux éléments du rééquilibrage nécessaire des finances publiques sont les suivants :

- Déterminer l'ampleur : un ajustement budgétaire cumulé qui représente 3,0 à 4,5% du PIB en moyenne est nécessaire pour que les probabilités de parvenir à stabiliser ou réduire la dette soient élevées.

⁴ Dans le contexte de la crise sanitaire de Covid-19, la Banque mondiale et le FMI ont appelé les pays du G20 à mettre en place l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD). L'ISSD aide les pays à concentrer leurs ressources sur la lutte contre la pandémie et à protéger la vie et les moyens de subsistance de millions de personnes vulnérables. Depuis son entrée en vigueur le 1^{er} mai 2020, elle a permis d'alléger la dette de plus de 40 pays, pour un montant total d'environ 5 milliards de dollars. La période de suspension, dont la fin était initialement prévue le 31 décembre 2020, a été prolongée jusqu'à juin 2021. Tous les Etats membres de l'UEMOA, à l'exception du Bénin, ont participé à l'ISSD.

- Définir la composition : un ajustement budgétaire minutieusement pensé peut empêcher les pays de connaître une longue phase de croissance anémique.
- Adapter le rythme : un ajustement graduel mais soutenu nécessiterait de trouver un équilibre entre maîtrise des vulnérabilités liées à l'endettement et maintien de la vigueur de la demande privée.
- Gagner en crédibilité : les États doivent formuler des projets budgétaires délibérés, définis dans des cadres à moyen terme crédibles et des systèmes modernes de gestion des finances publiques pour fixer leur trajectoire d'ajustement et réduire l'incertitude entourant la politique budgétaire. Les pouvoirs publics peuvent gagner en crédibilité grâce à un contrôle budgétaire rigoureux et indépendant.
- Améliorer la gouvernance budgétaire : les pays doivent éviter la dette non identifiée. À cet égard, il est primordial d'évaluer et de surveiller étroitement les passifs conditionnels, y compris ceux associés aux entreprises publiques. Remédier au surendettement. Les pays en situation de surendettement ou dont la dette n'est pas viable devraient recourir sans tarder à une restructuration adéquate, ainsi qu'à un ajustement budgétaire, pour rétablir la viabilité de la dette.

Source : FMI, octobre 2024.

L'inflation dont la hausse a été l'un des faits marquants de l'année 2022 s'est réduite en 2023, même si elle reste à un niveau encore élevé. En effet, le taux d'inflation annuel de la zone euro, qui a été de 9,2% en 2022, s'est établi à 2,9% sur un an en décembre 2023, grâce notamment à la chute des prix de l'énergie. Aux États-Unis, l'inflation annuelle, qui a été de 6,5% en 2022, a ralenti à 3,4% sur un an en décembre 2023, notamment en lien avec la baisse des prix à la pompe de l'essence. En Chine, l'un des rares pays du monde à être épargné par la hausse des prix, l'inflation a été de 0,2%, en moyenne, sur l'année 2023, contre 2% en 2022 en liaison avec la chute des prix de l'énergie et de l'alimentation. En Afrique de l'Ouest, en 2022, le Ghana a été le pays le plus touché par l'inflation avec un taux record de 54,1%, en moyenne annuelle. En 2023, l'inflation a baissé, même si elle reste toujours élevée avec un taux de 23,2%, en moyenne annuelle, en décembre⁵. Quant au Nigéria, il a enregistré, en 2022, un taux d'inflation annuel moyen de 18,9%⁶. En 2023, les prix à la consommation ont, en moyenne, augmenté de 28,9%.

Au cours de l'année 2024, l'inflation est restée contenue dans la majeure partie du monde. Ainsi, le taux d'inflation annuel de la zone euro a baissé à 2,2% en août 2024 en glissement annuel soit son niveau le plus bas depuis plus de trois (03) ans. Sur une base mensuelle, l'indice global de la zone euro a légèrement augmenté de 0,2%, après une stagnation en juillet. De même aux États Unis, l'indice des prix est tombé à 2,5% en août 2024 sur un an, au plus bas depuis février 2021. Cependant, en Chine, l'inflation quoique toujours faible a légèrement augmenté de 0,6% sur un an en août 2024. Ce niveau est surtout le plus élevé depuis février, où la Chine est sortie de déflation. Par ailleurs, au Nigéria, après que l'inflation a grimpé à un niveau inédit en mars 2024 avec un taux de 33,20% en glissement annuel, marquant le 15^{ème} mois consécutif de hausse. En août 2024, l'inflation du Nigéria a légèrement reculé à 32,15% en glissement annuel. Pour ce qui est du Ghana, les pressions inflationnistes sont restées fortes même si même si le taux d'inflation a baissé à 20,4% en août 2024 par rapport à la même période de 2023. Cette baisse de l'inflation laisse présager de probables baisses des taux directeurs de certaines grandes banques centrales dont déjà la réserve fédérale américaine (FED) qui a abaissé en septembre 2024 son taux directeur de 0,5 point, une première depuis le printemps 2020.

⁵ <https://www.statsghana.gov.gh/>

⁶ <https://www.nigerianstat.gov.ng.>

II. SITUATION ECONOMIQUE RECENTE ET PERSPECTIVES 2024-2028 DE L'UNION

2.1. Situation économique récente

2.1.1. Secteur réel et prix

Une année 2023 marquée par un ralentissement de l'activité économique et une détente de l'inflation dans un contexte d'accentuation des menaces sécuritaires.

La croissance économique de l'Union ressortirait à 5,3% en 2023, contre 5,5% en 2022, soutenue par le dynamisme de l'ensemble des secteurs d'activités. Au niveau du secteur primaire, selon les données des Etats membres reçues dans le cadre du Système d'Information Agricole Régionale (SIAR) de la Commission de l'UEMOA, la production céréalière de la campagne 2022/2023 de l'Union est estimée à 32,6 millions de tonnes, soit une légère baisse de 0,6% par rapport à la campagne précédente qui a enregistré une hausse de 16,4%. Toutefois, selon la BCEAO (avril 2024), la production de rente a globalement baissé en lien avec la chute du Cacao (-15,1%) et du Café (-37,3%) en lien avec les conditions météorologiques défavorables ainsi que le vieillissement des plantations. Quant à la production du Coton graine, elle a baissé de 14,4% en raison des attaques persistantes de jassides, ravageurs de la culture cotonnière en Côte d'Ivoire et à la faible performance de la filière au Burkina Faso en dépit du regain de la filière au Mali.

Tableau 1: Evolution de la production céréalière dans l'UEMOA (en %)

Etats membres	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Bénin	13,8	2,4	3,3	0,9	4,5	-0,4	19,30
Burkina Faso	-11,2	27,6	-4,6	4,9	-10,0	10,9	-0,6
Côte d'Ivoire	4,1	-2,1	-2,2	-10,5	5,0	3,7	16,7
Guinée Bissau	-8,7	4,8	9,1	8,3	3,8	11,1	2,1
Mali	5,1	9,2	2,9	0,2	-15,9	14,5	-1,2
Niger	1,6	6,0	-13,5	9,9	-40,8	69,1	-15,1
Sénégal	18,3	14,7	-4,2	31,4	-4,4	5,2	16,1
Togo	0,8	3,1	2,2	-1,5	3,7	2,1	8,4
UEMOA	2,8	9,5	-2,7	4,4	-14,0	16,8	-0,6

Source : Commission de l'UEMOA, SIAR, avril 2024.

L'inflation de l'Union qui a été au plus haut depuis 2008, en 2022, avec un taux de 7,4% s'est réduite en 2023 à 3,7% grâce à la détente des prix des denrées alimentaires et des produits énergétiques. L'inflation a été en dessous de 3% dans trois (03) Etats membres en 2023 alors qu'elle ne l'a été que dans un en 2022. Par Etat membre, le taux d'inflation en moyenne annuelle s'est respectivement établi à 2,7% au Bénin, 0,7% au Burkina Faso, 4,4% en Côte d'Ivoire, 7,2% en Guinée Bissau, 2,1% au Mali, 3,7% au Niger, 5,9% au Sénégal, 5,3% au Togo.

Pour lutter contre l'inflation, la BCEAO a procédé, comme la plupart des banques centrales du monde, à un durcissement de sa politique monétaire en réhaussant ses taux directeurs afin de favoriser le retour progressif de l'inflation dans la zone cible. Ainsi, en décembre 2023, le Comité de Politique Monétaire (CPM) a décidé de relever de 25 points de base les taux directeurs de la BCEAO. Le taux d'intérêt minimum de soumission aux appels d'offres d'injection de liquidité passe de 3,25% à 3,50% et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal de 5,25% à 5,50%. Ce relèvement des taux directeurs de la BCEAO est la troisième au cours de l'année 2023 et la sixième depuis 2022.

L'année 2023 a été également marquée par l'accentuation de la crise sécuritaire dans le Sahel (Burkina Faso, Mali et Niger) et son extension à certains Etats membres, notamment le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Togo avec un niveau record de 11 643 morts attribués au terrorisme dans la région du Sahel, soit une augmentation de 43% par rapport à 2022 selon le Centre d'Etudes Stratégique de l'Afrique (30 janvier 2024). En outre, le Coup d'Etat militaire

intervenu, au Niger, le 26 juillet 2023 a conduit les institutions régionales à prendre des sanctions économiques et financières le 30 juillet 2023 à l'encontre du pays notamment la fermeture des frontières terrestres.

Encadré 2 : « Rapport sur l'Indice mondial du terrorisme 2024 » : en 2023, le nombre de décès lié au terrorisme est au plus haut depuis 2017.

Selon l'Institut pour l'Economie et la Paix, dans son dernier rapport de « Indice mondial sur le terrorisme 2024 », en 2023, les décès dus au terrorisme ont augmenté de 22% par rapport à 2022 pour atteindre 8 352 décès soit son plus haut niveau depuis 2017, bien qu'ils restent inférieurs de 23% au pic de 2015. Au niveau régional, l'impact du terrorisme est plus élevé en Afrique subsaharienne qui compte à elle seule un peu moins de 59% des décès.

L'épicentre du terrorisme s'est désormais définitivement déplacé du Moyen-Orient vers la région centrale du Sahel en Afrique subsaharienne avec un peu moins de 4 000 morts liés au terrorisme en 2023, soit 47% du total au niveau mondial. Le Burkina Faso, le Mali et le Niger enregistrent la plupart des morts du terrorisme dans la région.

Au niveau mondial, sur les 89 pays classés en 2023, le Burkina Faso occupe la première place, le Mali et le Niger sont respectivement au troisième et dixième rang. Les autres Etats membres touchés par le terrorisme à savoir le Bénin, le Togo et la Côte d'Ivoire sont classés 24^{ème}, 25^{ème} et 46^{ème}.

Comparativement au classement 2022, le Burkina Faso, le Mali ont monté d'un rang, le Bénin et le Togo de trois et cinq respectivement. La Côte d'Ivoire a perdu cinq places et le Niger a maintenu sa position.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution du classement des dix (10) premiers pays actuellement les plus touchés par le terrorisme dans le monde parmi lesquels se trouvent le Burkina Faso, le Mali et le Niger.

Evolution du classement des 10 premiers pays selon l'indice mondial sur le terrorisme

Etats membres	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Burkina Faso	114	113	111	110	52	30	21	15	7	6	4	2	1
Israël	22	18	22	23	29	31	33	31	34	34	35	26	2
Mali	40	22	19	21	16	13	10	9	8	7	7	4	3
Pakistan	2	2	2	2	4	4	5	5	5	8	9	7	4
Syrie	19	4	4	5	6	7	7	8	6	5	6	5	5
Afghanistan	3	3	3	4	3	3	2	2	1	1	1	1	6
Somalie	5	7	7	7	8	5	3	3	3	3	3	3	7
Nigéria	8	5	5	3	2	2	4	4	4	4	5	8	8
Birmanie	17	20	23	29	41	43	40	42	23	24	10	9	9
Niger	50	60	45	34	19	19	18	19	14	12	8	10	10

Source : Institut pour l'Economie et la Paix, « Rapport Indice mondial sur le terrorisme 2024 ».

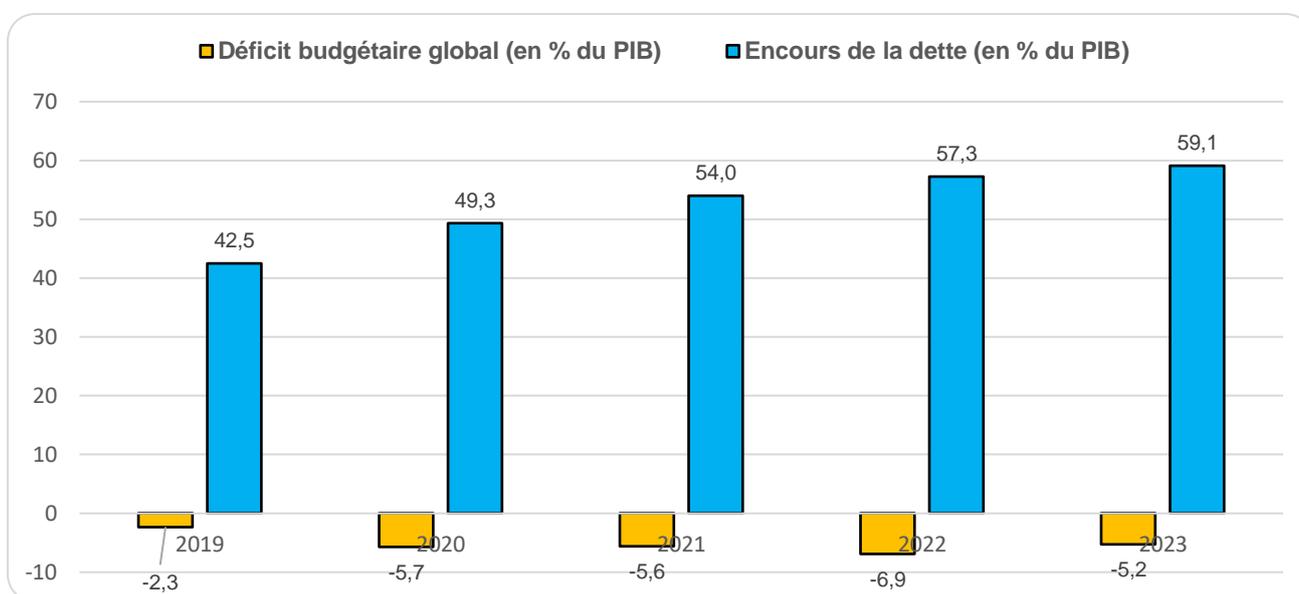
2.1.2. Finances publiques et dette

Une réduction du déficit budgétaire global, en 2023, suite, entre autres, à une bonne maîtrise des dépenses publiques, malgré une poursuite de l'augmentation de la dette publique résultant du durcissement des conditions financières.

En 2023, le déficit budgétaire global de l'Union serait de 5,2% du PIB, après 6,9% en 2022. La mobilisation des recettes (11,8%, contre 9,9% en 2022) s'est améliorée grâce à la poursuite des réformes de modernisation des régies financières. Le taux de pression fiscale est ressorti à 14,3% en 2023, contre 13,7% en 2022. Quant aux dépenses publiques totales, elles ont augmenté de 3,3% en 2023, contre 16,4% en 2022, résultant de la rationalisation des subventions accordées, aux ménages pauvres, l'année précédente pour lutter contre la vie chère.

En ce qui concerne la dette publique, le taux moyen de l'Union s'est établi à 59,1% du PIB en 2023, soit 1,8 pp de PIB de plus que par rapport à l'année 2022. Le durcissement des conditions financières a, entre autres facteurs, contribué à alourdir davantage son service.

Figure 8 : Evolution du solde budgétaire global et de l'encours de la dette de l'Union (en % du PIB)



Source : Commission de l'UEMOA.

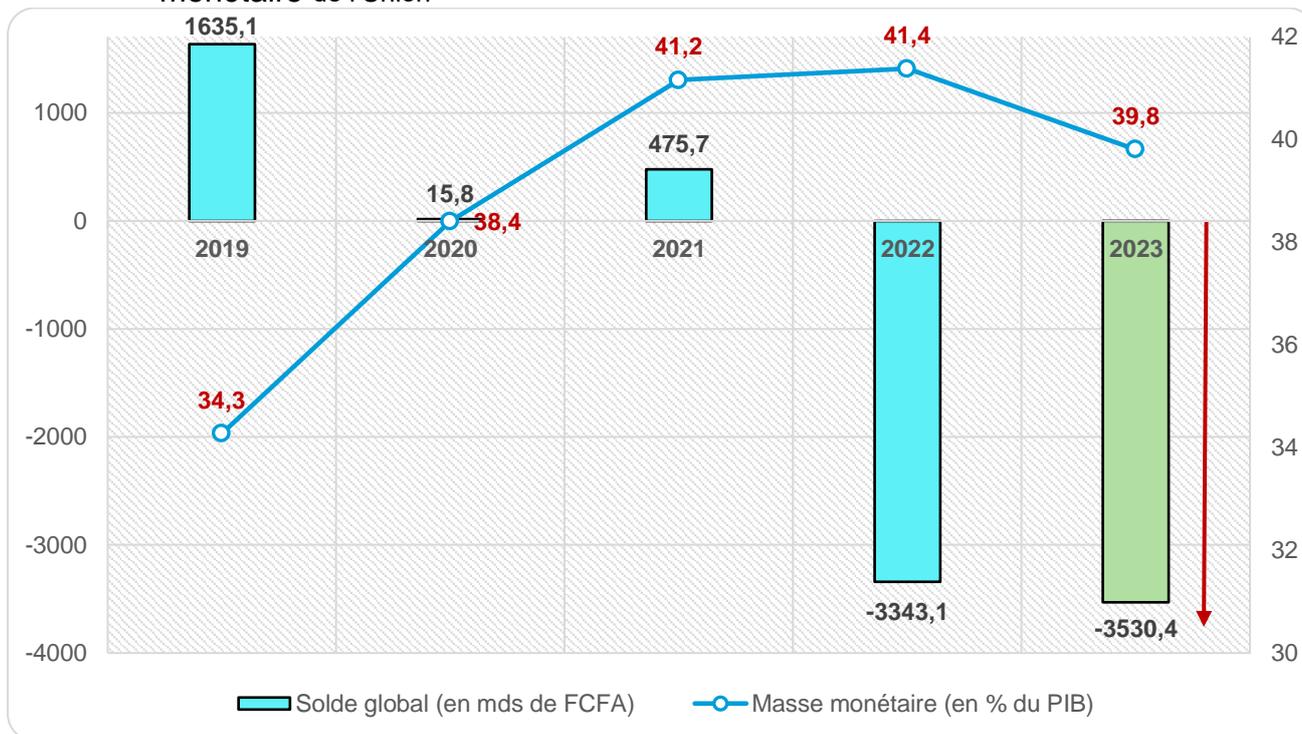
2.1.3. Secteur extérieur et monnaie

Seconde année consécutive d'aggravation du déficit du solde budgétaire de la balance des paiements en lien avec l'insuffisance des entrées nettes au titre du compte financier pour couvrir le déficit courant à la suite du durcissement des conditions internationales de financement.

Les échanges extérieurs de l'Union ont affiché un solde global déficitaire estimé à 3 530,4 milliards en 2023, après celui de 3 343,1 milliards en 2022. Cette poursuite de la détérioration du solde global de la balance des paiements est en lien avec la baisse des entrées de capitaux au titre du compte financier qui n'ont pas pu combler le déficit courant bien que ce dernier se soit atténué avec l'allègement des prix des produits énergétiques et alimentaires.

La situation monétaire de l'Union à fin décembre 2023, comparée à celle à fin décembre 2022, est caractérisée par un accroissement de la masse monétaire, consécutif à la hausse des créances intérieures (+12,2%) et atténué par la forte dégradation des actifs extérieurs nets (AEN) (-74,2%). La masse monétaire est ressortie à 47 778,4 mds en 2023, contre 46 162,1 mds en 2022 soit une hausse de 3,5%.

Figure 9 : Evolution du solde global de la balance des paiements et de la masse monétaire de l'Union



Source : à partir des données de la BCEAO.

2.2. Perspectives économiques 2024-2028 de l'Union

Les perspectives macroéconomiques de l'Union restent reluisantes quoiqu'elles soient fortement tributaires de l'évolution de l'environnement international et régional.

2.2.1. Hypothèses de prévision

Les hypothèses qui sous-tendent les prévisions sur la période 2024-2028 pour l'Union reposent principalement sur :

- l'amélioration progressive de l'environnement international avec la poursuite de la baisse de l'inflation et l'adoucissement des conditions financières mondiales ;
- l'apaisement des menaces sécuritaires, grâce à une meilleure coordination des actions de lutte contre le terrorisme dans la région ;
- la tenue globalement satisfaisante de la production agricole, soutenue par la mise en œuvre efficace des programmes et projets structurants nationaux et communautaires de développement du secteur ;
- le démarrage de la production pétrolière au Sénégal à partir 2024 et celle gazière en 2025 ainsi que la mise en service effective du pipeline Niger-Bénin sur la période 2024-2028 ;
- la conduite efficace des réformes dans le domaine des finances publiques et en matière de gestion de la dette publique dans les Etats membres soutenues, entre autres, par les programmes économiques et financiers (PEF) appuyés par le FMI : amélioration de la mobilisation des recettes, meilleure maîtrise des dépenses courantes, amélioration de l'efficacité des dépenses d'investissement, endettement prudent et mise en œuvre des mesures visant sa soutenabilité à moyen terme.

Encadré 3 : Méthode de calcul des agrégats de l'Union

Les perspectives de l'Union sont dégagées à partir de celles des Etats membres. Ainsi, les agrégats de l'Union exprimés en valeur, notamment le PIB nominal et les agrégats des finances publiques, sont obtenus par la simple somme des valeurs observées au niveau des Etats membres. La démarche présente des limites, particulièrement pour les finances publiques dont la méthodologie de production des données n'est pas toujours harmonisée dans la pratique (différences de champs et de manuels de référence).

En revanche, pour les comptes nationaux, tous les Etats membres ont, aujourd'hui, procédé à la revalorisation de leurs PIB, avec comme nouvelles années de base 2014 pour le Sénégal, 2016 pour le Togo et 2015 pour les autres, ainsi qu'à la migration du Système de Comptabilité Nationale (SCN) de 1993 vers le SCN de 2008. Toutefois, le Mali n'a pas encore commencé à élaborer ses prévisions sur la base des nouveaux comptes nationaux et poursuit ses travaux de cadrage avec 1999 comme année de base. A cet effet, la nouvelle année de base des comptes nationaux à prix constants de l'Union est passée de 1999 à 2015 et pour élaborer les agrégats et indicateurs régionaux à prix constants, les comptes de tous les Etats sont ramenés à cette base, à partir de leurs PIB à prix courants et déflateurs, tout en conservant le taux de croissance national.

2.2.2. Secteur réel

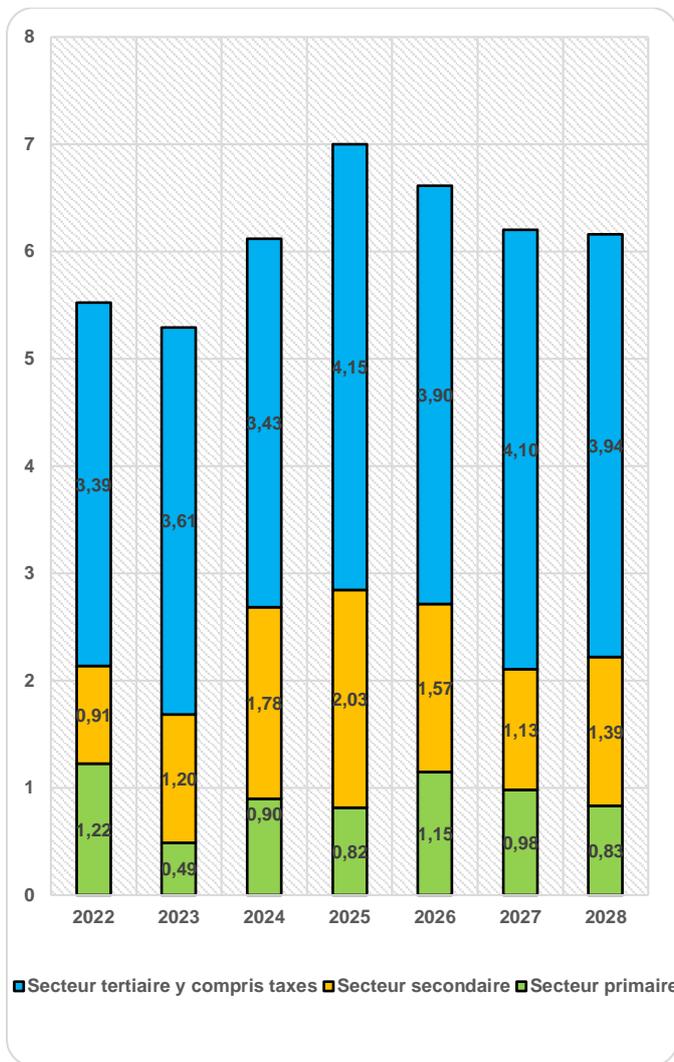
Après un fléchissement en 2023, la croissance économique de l'Union trouverait ses niveaux d'avant crise de Covid-19 sur la période 2024-2028, quoique soumise à d'importants risques.

La croissance économique de l'Union ressortirait à 6,1% en 2024, contre 5,3% en 2023, en lien avec la bonne tenue de l'ensemble des secteurs d'activité dont le secondaire qui devrait se revigorer avec la production pétrolière au Niger et au Sénégal. La progression de l'activité économique de l'Union de l'année 2024 s'établirait ainsi à 0,9 pp en dessous des dernières prévisions de la Commission au regard de la conjoncture internationale et régionale toujours difficile bien que relativement meilleure que celle de fin 2023.

La contribution du secteur primaire à la croissance serait de 0,9 pp en 2024, après 0,5 pp en 2023, à la suite des résultats relativement bons de la campagne agricole au sein des Etats membres, et celle du secteur secondaire passerait de 1,2 point en 2023 à 1,8 pp en 2024, grâce à la vigueur de l'ensemble des branches. En ce qui concerne le secteur tertiaire (y compris les taxes nettes sur les produits), sa contribution baisserait à 3,4% en 2024 soutenue principalement par les activités des services marchands.

En 2025, la croissance économique serait de 7,0%, soit une révision à la hausse de 1,0 pp par rapport aux prévisions antérieures. Globalement cette révision résulte de l'effet de décalage de la production pétrolière au Niger et au Sénégal ainsi que l'accélération de certains grands projets d'investissement dans les Etats membres. En effet, la production pétrolière dans ces deux (02) pays s'étendrait sur toute l'année civile et la situation sécuritaire devrait également connaître une amélioration, grâce à une meilleure coordination des actions régionales et à une reprise des activités dans les zones fortement touchées par le terrorisme en lien avec le retour progressif des populations déplacées.

Figure 10 : Contribution des secteurs à la croissance 2022-2028 de l'Union (en points)



Source : Commission de l'UEMOA.

Sur la période 2025-2028, la contribution du secteur primaire à la croissance de l'Union serait relativement stable, en raison de la forte incertitude sur la production agricole qui demeurerait irrégulière du fait des conséquences du dérèglement climatique. Pour ce qui est du secteur secondaire, il bénéficierait de la dynamique des branches « construction » et « activités extractives » avec la mise en œuvre efficace des projets structurants d'investissement public inscrits dans les plans nationaux de développement. Quant au secteur tertiaire (y compris les taxes nettes sur les produits), il serait particulièrement vigoureux, grâce à l'ensemble de ses branches, notamment le commerce et le transport. Cependant, les principaux risques de dégradation des perspectives de l'Union sont assez élevés et liés à la possible détérioration de la situation sécuritaire et au retard éventuel dans la mise en œuvre des projets d'investissements publics. Par ailleurs, au cours de la période 2024-2028, plusieurs Etats membres tiendraient des élections présidentielles avec des risques à ne pas exclure.

L'inflation est ressortie, en moyenne annuelle à juin 2024, avec un taux de 3,1% au niveau régional. Dans les Etats membres de l'Union, par ordre décroissant, ces taux d'inflation sont de 8,3% au Niger, 3,9% en Côte d'Ivoire, 3,8% au Togo, 3,7% en Guinée-Bissau, 2,7% au Sénégal, 1,1% au Burkina Faso, 1,0% au Bénin et de 0,2% au Mali. Ainsi, la moitié des Etats ont un taux d'inflation moyen supérieur à celui de l'Union. En somme, au niveau régional, l'inflation devrait se situer à 3,0%, au maximum, sur la période 2024-2028, grâce à la poursuite de la détente sur les prix des produits alimentaires mondiaux observée en 2023 et les effets des mesures de politique monétaire prises par la BCEAO.

Les perspectives de croissance de l'Union et des Etats membres sont résumées dans le tableau ci-après :

Tableau 2: Perspectives de croissance 2024-2028 de l'Union et des Etats membres (en %)

ETAT MEMBRE	CROISSANCE (en %)						DIFFERENCE PAR RAPPORT A AVRIL 2023 (en point de pourcentage)				
	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2023	2024	2025	2026	2027
BENIN	6,4	6,0	6,3	6,1	6,0	6,2	-0,2	-0,3	+0,1	-0,2	-0,1
BURKINA FASO	3,0	4,2	5,3	5,6	5,2	5,1	-1,9	-0,7	+1,3	+1,0	+0,4
CÔTE D'IVOIRE	6,5	6,9	6,7	6,6	6,8	6,7	-0,1	0,0	0,0	-0,2	-0,2
GUINEE BISSAU	5,2	4,7	4,5	4,6	4,3	4,5	0,5	+0,2	+0,3	0,0	-0,1
MALI	4,3	4,8	5,1	5,0	5,3	5,0	0,1	0,0	+0,4	+0,4	+0,4
NIGER	2,5	6,2	11,9	7,9	6,6	6,0	-4,4	-5,2	+5,9	+1,8	+0,5
SENEGAL	4,6	6,4	9,5	6,8	5,9	5,8	-1,8	-2,0	+3,3	+0,4	-0,2
TOGO	6,4	6,1	6,3	6,0	6,2	6,1	+0,1	+0,5	+0,6	+1,7	+0,7
UNION	5,3	6,1	7,0	6,6	6,2	6,0	-0,9	-0,9	+0,9	+0,4	+0,1

Source : Commission de l'UEMOA, octobre 2024.

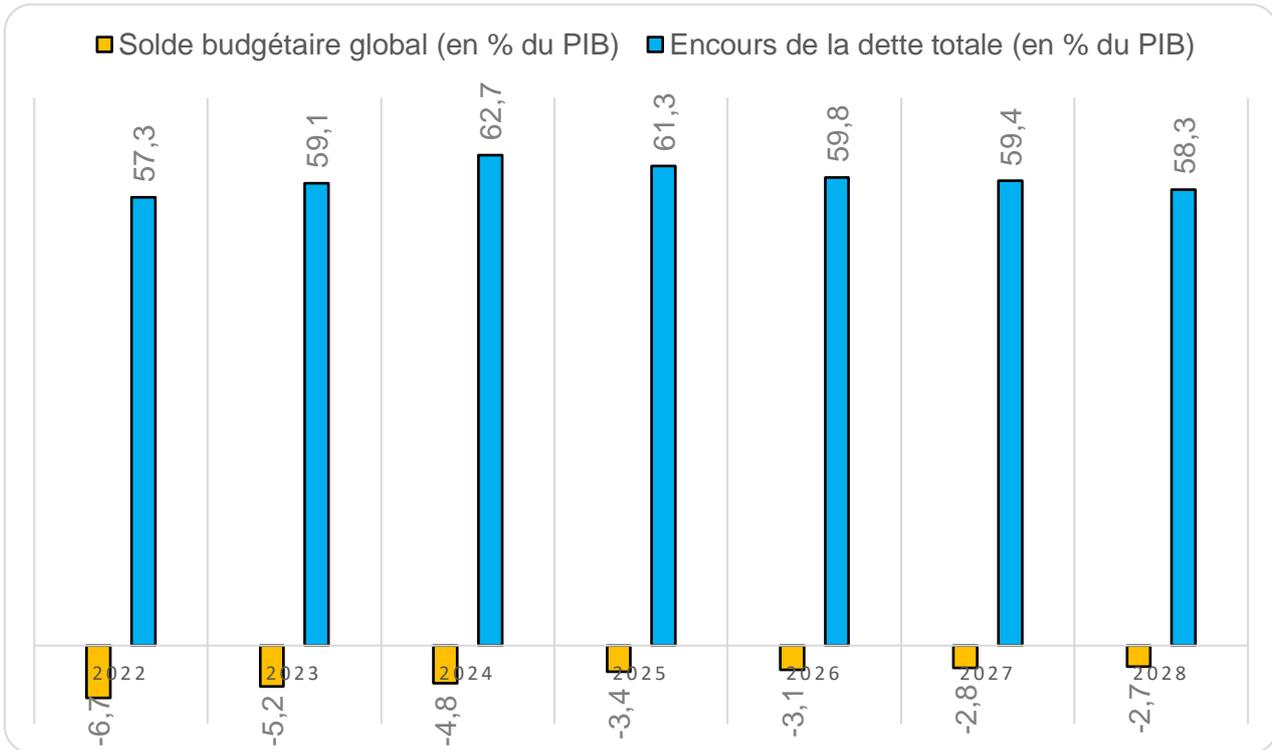
2.2.2.1. Finances publiques et dette publique

Les efforts de consolidation devraient ramener le déficit budgétaire global en dessous de 3,0% du PIB à partir de 2027 et le taux d'endettement baisserait dès 2025.

Le déficit budgétaire global de l'Union resterait au-dessus de son niveau d'avant la crise sanitaire de 2020, en lien avec l'augmentation des dépenses publiques indispensables au soutien des activités économiques et à l'accompagnement des populations vulnérables face aux multiples crises qui touchent la région, notamment celles sécuritaire et inflationniste. Par ailleurs, le recouvrement des recettes continuerait de pâtir du contexte international et régional difficile. Néanmoins, la mise en œuvre efficace des réformes, en particulier, celles conclues dans le cadre des programmes économiques et financiers avec le FMI, contribuerait à faire progresser les recettes fiscales de 15,2% en 2024, soit une pression fiscale de 14,9%, contre 14,2% en 2023, et, en moyenne, 15,9% sur la période 2025-2028. Pour ce qui est des dépenses publiques de l'Union, elles seraient en hausse de 7,2% en 2024, atteignant ainsi 22,7% du PIB, après 22,9% du PIB en 2023 et, en moyenne, 21,9% du PIB sur la période 2025-2028.

Le déficit budgétaire global ressortirait à 4,8% du PIB en 2024, contre 5,2 en 2022, ensuite à 3,4% en 2025 et 3,1% en 2026 et respectivement à 2,8% et 2,7% en 2027 et 2028.

Figure 11 : Evolution des agrégats des finances publiques et de la dette (en % du PIB) sur la période 2022-2028



Source : Commission de l'UEMOA.

En 2024, le taux d'endettement de l'Union devrait augmenter de 3,6 pp par rapport l'année précédente, ressortant à 62,7%, dans un contexte de coût élevé du financement, en relation avec la hausse observée des taux directeurs de la banque centrale et des taux d'intérêt encore élevés dans les économies avancées. Les Etats membres de l'Union ne sont pas en marge des constats faits au niveau international sur les risques, au regard du poids pris par le service de la dette dans la gestion des finances publiques qui est passé de 8110,4 mds en 2022 à 9881,3 mds estimés en 2023, soit une hausse de 21,8%. Le taux d'endettement de l'Union serait, en moyenne, de 59,7%, sur la période 2025-2028.

2.2.3. Risques et recommandations de politiques économiques

Les crises récentes (sanitaire, inflation, climatique, géopolitique, sociopolitique, etc.) qui touchent l'Union depuis 2020 contribuent à fragiliser davantage l'activité économique des Etats membres, certains parmi lesdits Etats ayant fait face à des menaces sécuritaires avant ces crises. Bien que les économies fassent preuve d'une grande résilience, les risques d'essoufflement de l'activité économique demeurent élevés, du fait de l'accentuation des conséquences du dérèglement climatique et de la situation sécuritaire qui demeure inquiétante. De même, l'atteinte des objectifs en matière de finances publiques, notamment la consolidation budgétaire et la maîtrise de la dette publique à moyen terme exigeraient l'accélération des réformes de modernisation des régies financières.

Dès lors, les recommandations suivantes sont formulées à l'endroit des Etats membres :

- poursuivre la mutualisation des efforts face à la crise sécuritaire ;
- accélérer la mise en œuvre des réformes des finances publiques pour une meilleure mobilisation des recettes, notamment l'élargissement de l'assiette fiscale, l'intensification de la lutte contre la fraude, l'évasion fiscales, la promotion de l'équité entre les contribuables et le civisme fiscal, la poursuite des efforts de rationalisation des dépenses fiscales et la maîtrise des dépenses courantes ;

- mettre en œuvre des politiques actives visant le renforcement de la productivité et de la compétitivité des économies, notamment à travers des initiatives et investissements visant à saisir les opportunités offertes par l'économie numérique et l'économie verte ;
- veiller à une mise en œuvre efficace des plans nationaux de développement notamment des programmes et projets de développement structurants porteurs de croissance en impliquant fortement les entreprises privées nationales et régionales ;
et
- privilégier la recherche de financements concessionnels et innovants en vue de garantir la soutenabilité des finances publiques et de la dette publique, ainsi que celle du service de la dette, dans un contexte marqué par un renchérissement des conditions de financement à l'échelle mondiale.

III. EVOLUTION RECENTE ET PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES 2024-2028 DES ETATS MEMBRES

3.1. BENIN

3.1.1. Evolution macroéconomique récente⁷

Un maintien de la dynamique de la croissance économique en 2023, dans un contexte de maîtrise de l'inflation et de réduction du déficit budgétaire global.

La croissance économique du Bénin a été de 6,4% en 2023, contre 6,3% en 2022, en liaison avec le maintien du dynamisme de l'ensemble des secteurs d'activité quoiqu'amoindri par la fermeture des terrestres, avec le Niger dont il est le principal corridor portuaire, le 30 juillet 2023 décidée dans le cadre des sanctions de la CEDEAO. La croissance ressortirait ainsi en dessous des prévisions d'avril 2024 de 0,2 pp.

En dépit de la détente des prix au niveau mondial et régional, l'inflation a augmenté avec un taux moyen annuel ressorti à 2,7% en 2023, contre 1,4% en 2022 en lien entre autres aux difficultés économiques du Nigéria avec lequel il a une forte relation commerciale.

Au niveau des finances publiques, le déficit budgétaire global s'est réduit à 4,1% du PIB en 2023 après 5,5% du PIB en 2022. S'agissant du taux d'endettement, il a augmenté de 0,4 pp du PIB par rapport à 2022 en ressortant à 54,5% en 2023.

Pour ce qui est du solde global de la balance des paiements, il est ressorti déficitaire de 417,1 milliards en 2023, après le léger excédent de 9,7 milliards en 2022 et la masse monétaire a baissé de 0,4%, se situant ainsi à 3613,9 mds, soit 30,1% du PIB après 33,4% en 2022.

Tableau 3 : Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2021-2023 du Bénin

INDICATEURS	2021	2022	2023*
PIB nominal (en mds)	9 809,7	10 854,4	12 007,4
Croissance réelle (en %)			
Secteur primaire	5,2	4,8	3,7
Secteur secondaire	9,1	7,9	5,8
Secteur tertiaire y compris taxes	7,5	6,5	7,9
PIB	7,2	6,3	6,4
Finances publiques et dette (en % du PIB)			
Recettes Fiscales	11,0	12,2	12,9
Solde budgétaire global	-5,7	-5,5	-4,1
Encours de la dette	49,8	54,0	54,5
Balance des Paiements (en mds de FCFA)			
Solde global	597,5	9,7	-417,1
Situation monétaire (en Mds)			
Masse monétaire (M2)	3 210,5	3 628,3	3 613,9

Source : Commission de l'UEMOA, octobre 2024.

⁷ Sauf indication contraire les données utilisées dans cette partie au niveau du secteur réel, des finances publiques et de la dette publiques sont les dernières transmises officiellement à la Commission dans le cadre du Rapport d'exécution de la surveillance multilatérale et les données conjoncturelles sont celles reçues dans le cadre de la note de conjoncture régionale de la Commission.

3.1.2. Perspectives 2024-2028

3.1.2.1. Principales hypothèses

Les prévisions macroéconomiques 2024-2027 reposent sur les hypothèses suivantes :

- la consolidation des acquis du PAG 2016-2021 et la mise en œuvre des orientations stratégiques du Plan National de Développement 2018-2025 ;
- la poursuite des projets d'investissements publics, dont la construction d'infrastructures énergétiques (construction d'un barrage hydroélectrique Dogo bis d'une capacité de 128 MW ; construction d'une Centrale thermique de 140 MW dans la Zone Économique Spéciale de Glo-Djigbé et d'une centrale thermique IPP GENESIS de 40 MW à Maria Gléta) ;
- le développement de l'agriculture avec :
 - l'amélioration de l'accès à l'eau de manière durable pour tout producteur par la création de la Société Béninoise des Aménagements Agricoles (SoBAA) ;
 - l'amélioration de l'accès aux semences agricoles certifiées et hybrides à coût réduit, grâce à la création de la Société de Développement des Semences et Plants (SODESEP) ;
 - l'optimisation des facteurs de production grâce à la mécanisation agricole portée par la Société Nationale de Mécanisation Agricole (SONAMA) ;
 - la facilitation de l'accès aux marchés grâce à l'achat systématique des productions agricoles destinés à l'exportation par la Société de Développement et d'Agrégation des Produits Agricoles (SODAPA) ;
 - le soutien aux investissements et à l'activité agricoles grâce au financement des projets avec le Fonds National de Développement Agricole (FNDA) ;
 - vi) le développement d'un vivier de compétences de jeunes techniciens et entrepreneurs agricoles spécialisés grâce à la construction de 30 lycées techniques agricoles et aux fermes agricoles qui y seront adossées ;
- le début de l'exportation du pétrole brut nigérien via le pipeline Niger-Bénin ;
- l'augmentation du trafic portuaire de Cotonou, avec l'extension et la rénovation du port;
- la mise en œuvre effective et efficace des réformes financières, avec une meilleure mobilisation des recettes (poursuivre les efforts en matière de numérisation des procédures et une amélioration de la gestion du risque fiscal, etc.) et une maîtrise des dépenses publiques ; et
- le renforcement des actions de lutte contre les incursions terroristes avec l'équipement et la formation des forces armées et de défense béninoises ainsi qu'une meilleure coordination des politiques de défense avec les autres pays de la sous-région.

3.1.2.2. Principaux résultats

3.1.2.2.1. Secteur réel et prix

Une croissance vigoureuse impulsée par la poursuite des grands travaux publics et un secteur agricole dynamique dans un cadre macroéconomique de plus en plus assaini.

La progression de l'activité économique au Bénin serait de 6,0% en 2024, contre 6,4% en 2023, soit une correction à la baisse de 0,3 pp par rapport aux prévisions d'avril 2023. Cette révision résulte principalement du ralentissement attendu des activités de services notamment le commerce et le transport en lien avec les conséquences de la fermeture des frontières avec le Niger et la mauvaise performance économique du Nigéria. Néanmoins, la

vigueur globale de l'ensemble des secteurs permettrait de maintenir la croissance du pays à sa moyenne des cinq (05) dernières années.

La croissance économique remonterait à 6,3% en 2025 et devrait se situer, en moyenne, à 6,0% sur la période 2026-2028. Néanmoins, de multiples incertitudes, aussi bien internes (inefficacité et retard de mise en œuvre des projet et programme de développement économique, etc.) qu'externes (durcissement des conditions financières, fragmentation mondiale, etc.) pèsent sur ces perspectives.

L'inflation a augmenté en 2023 avec un taux de 2,7% en 2023 contre 1,4% et ressortirait à 1,2%, en moyenne, sur la période 2024-2028.

Figure 12 : Evolution de la croissance et d'inflation au Bénin (en %)

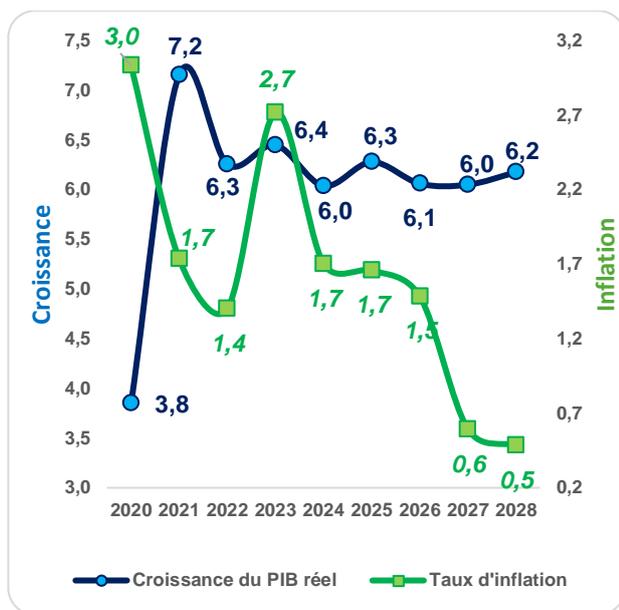
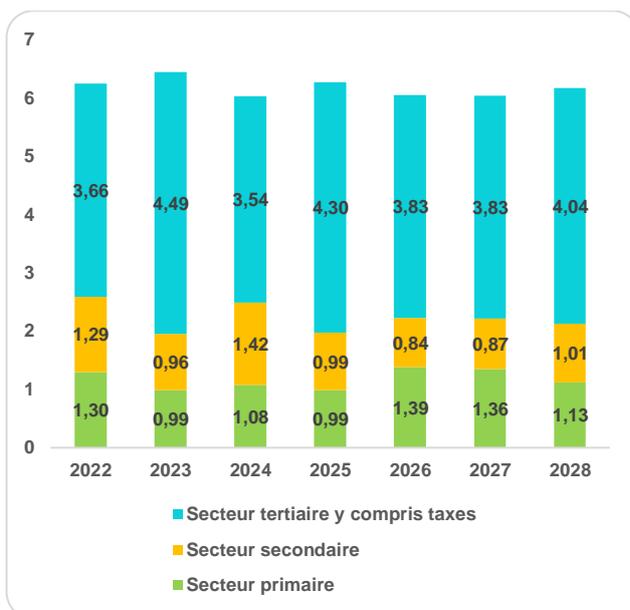


Figure 13 : Contribution des secteurs à taux la croissance du Bénin (en points)



Source : Commission de l'UEMOA.

Source : Commission de l'UEMOA.

Du côté de la demande, sur la période 2024-2028, la croissance serait portée par la consommation finale (+5,8%, en moyenne) et l'investissement (+9,6%, en moyenne). Le taux d'investissement resterait en moyenne à 33,8% sur la période passant de 30,9% en 2023 à 36,1% en 2028.

3.1.2.2.2. Finances publiques et dette publique

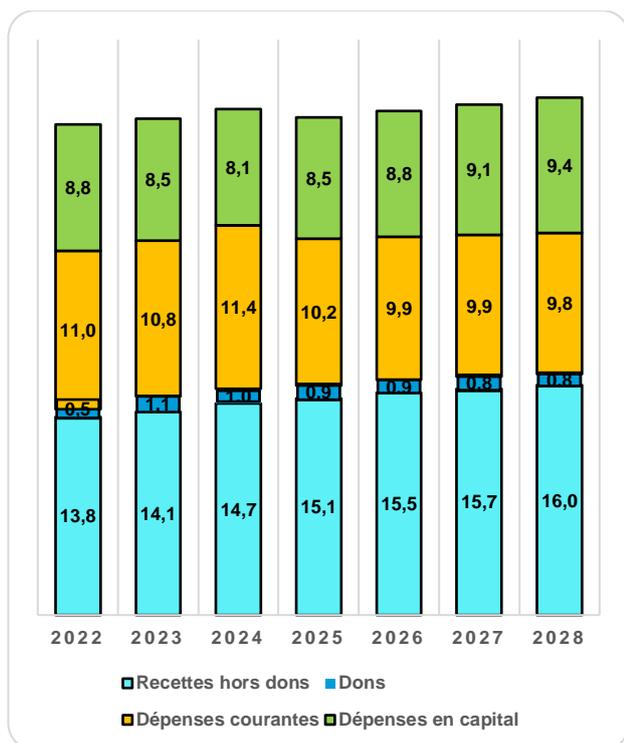
Une consolidation budgétaire qui devrait aboutir à un déficit budgétaire en dessous de 3,0% du PIB à partir de 2025, impulsé par un recouvrement appréciable des recettes, conjugué à la priorisation des dépenses publiques et à l'amélioration de leur efficience sur la période, et assorti d'un taux d'endettement moyen de 54,9%.

La performance de mobilisation de recettes devrait s'améliorer sur la période 2024-2028, grâce, entre autres, aux différentes réformes qui seraient conduites dans le domaine des finances publiques, dont celles mise en œuvre dans le cadre du programme économique et financier conclu avec le FMI. Ainsi, les recettes totales du Bénin devraient progresser de 12,7% en 2024, après 17,5% en 2023 pour s'établir à 15,7% du PIB, contre 15,2% l'année précédente. La mobilisation des recettes fiscales se renforcerait passant de 13,1% du PIB en 2024, après 12,9% en 2023, pour atteindre 13,4% en 2025 et 14,4% en 2028.

Sur la période 2024-2028, une maîtrise des dépenses publiques totales devrait être observée. En effet, elles augmenteraient de 9,9% en 2024, contre 7,6% en 2023, pour représenter 19,5% du PIB. En moyenne, sur le reste de la période, les dépenses augmenteraient, en moyenne, de 7,7% pour représenter 18,8% du PIB.

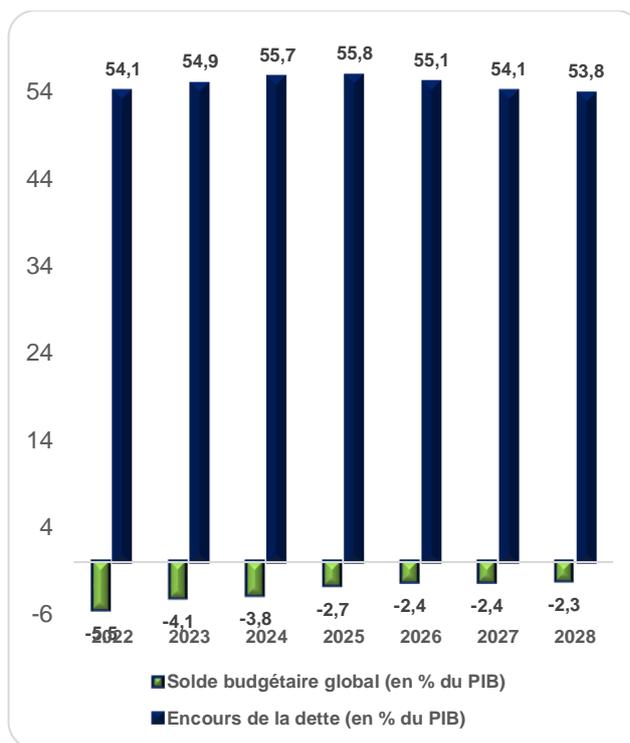
En conséquence, le déficit budgétaire serait de 3,8% du PIB en 2024, contre 4,1% un an plus tôt. Il s'établirait ensuite à 2,7% en 2025, puis 2,4% en 2026 et 2,3% en 2027 et 2028.

Figure 14 : Agrégats des finances publiques (en % du PIB)



Source : Commission de l'UEMOA

Figure 15 : Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB)



Source : Commission de l'UEMOA

La dette publique, quant à elle, devrait ressortir à 55,7% du PIB en 2024, contre 54,5% en 2023. Ensuite, elle passerait à 55,8% en 2025 et descendre à 53,8% en 2028.

3.1.2.2.3. Balance des paiements et situation monétaire

La balance des paiements continuerait d'afficher un solde global excédentaire sur toute la période et la masse monétaire se consoliderait.

Le solde global de la balance des paiements resterait excédentaire sur la période 2024-2028, s'établissant à 158,7 mds en 2024 et, en moyenne, à 144,1 mds sur la période 2025-2028. Pour ce qui est du secteur monétaire, la masse monétaire poursuivrait sa consolidation, progressant, en moyenne, de 8,9% pour atteindre 31,9% du PIB sur la période 2024-2028, soutenue par l'augmentation des créances sur les autres secteurs, destinées à soutenir l'activité économique, qui représenteraient ainsi 20,3% du PIB.

Tableau 4 : Agrégats de la BDP et de la monnaie du Bénin (en mds FCFA)

Agrégats et Indicateurs	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
	Balance des paiements							
Solde des transactions courantes (en mds)	-407,5	-443,9	-578,9	-667,8	-576,0	-521,6	-556,9	-580,6
Solde des transactions courantes (en % du PIB)	-4,2	-6,5	-4,9	-5,1	-4,0	-3,4	-3,3	-3,5
Solde global (en mds)	597,5	9,7	-417,1	158,7	156,2	110,6	165,5	124,8
	Situation monétaire							
Créance sur l'économie (en mds)	1 706,2	2 119,7	2 527,8	2 784,6	3 110,9	3 501,7	3 902,3	4 050,2
Masse monétaire M2 (en mds)	3 210,5	3 628,3	3 613,9	4 082,3	4 567,1	5 024,6	5 409,6	5 915,0
Masse monétaire M2 (en % du PIB)	32,7	33,4	32,2	31,4	32,1	32,4	32,3	32,3

Source : Commission de l'UEMOA, octobre 2024.

3.1.3. Risques et recommandations

Les risques de révision à la baisse des perspectives demeurent élevés. Il s'agit, entre autres des éléments suivants :

- une dégradation de la situation sécuritaire avec une intensification des incursions terroristes sur le territoire ;
- des conditions climatiques défavorables à la production agricole, notamment cotonnière, et une faiblesse de sa demande mondiale ; et
- un durcissement plus prononcé des conditions financières internationales et régionales réduisant la capacité du pays à mobiliser des fonds pour la mise en œuvre de certains grands projets structurants et pesant sur le service de la dette.

Les autorités béninoises devraient ainsi prendre les dispositions en vue de poursuivre :

- les efforts de lutte contre le terrorisme ;
- la mise en œuvre des programmes de soutien à l'agriculture et veiller à sa diversification ; et
- la gestion prudente de la dette publique, notamment dans le contexte actuel de renchérissement de l'emprunt sur les marchés financiers.

3.2. BURKINA FASO

3.2.1. Evolution macroéconomique récente⁸

Une crise sécuritaire persistante qui a entravé l'activité économique et a abouti à des bouleversements institutionnels, ainsi qu'une inflation atteignant un niveau historique.

L'activité économique a continué de pâtir de la situation sécuritaire difficile et d'une production agricole moins bonne que prévue. La croissance est passée de 1,8% en 2022 à 3,0% en 2023. La hausse des prix a enregistré une forte détente avec un taux d'inflation de 0,7% en 2023 après le bond de 14,1% en 2022 soit le plus faible de l'Union.

Tableau 5 : Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2021-2023 du Burkina Faso

INDICATEURS	2021	2022	2023*
<i>PIB nominal (en mds)</i>	10 892,7	11 739,3	12 401,3
Croissance réelle (en %)			
<i>Secteur primaire</i>	-7,3	10,7	2,5
<i>Secteur secondaire</i>	5,7	-9,4	2,0
<i>Secteur tertiaire y compris les taxes</i>	13,0	4,5	5,6
PIB	6,9	1,8	3,0
Finances publiques et dette (en % du PIB)			
<i>Recettes Fiscales</i>	15,5	17,3	18,0
<i>Solde global</i>	-7,6	-10,9	-6,7
<i>Encours de la dette</i>	55,1	57,3	56,3
Balance des Paiements (en mds de FCFA)			
<i>Solde global</i>	648,7	-102,0	-345,8
Situation monétaire (en Mds)			
<i>Masse monétaire</i>	5 585,1	5 716,9	5 552,0

Source : Commission de l'UEMOA, octobre 2024.

⁸ Sauf indication contraire les données utilisées dans cette partie au niveau du secteur réel, des finances publiques et de la dette publique sont les dernières transmises officiellement à la Commission dans le cadre du Rapport d'exécution de la surveillance multilatérale.

Au niveau des finances publiques, le déficit budgétaire global s'est réduit pour s'établir à 6,7% du PIB en 2023, contre 10,9% en 2022. En ce qui concerne l'endettement, il a baissé de 1,0 pp du PIB par rapport à 2022, ressortant à 56,3% en 2023.

S'agissant du solde global de la balance des paiements, il est déficitaire de 354,8 milliards en 2023, après celui de 102,3 milliards observés en 2022 et la masse monétaire a baissé de 2,9%, se situant ainsi à 5552,0 mds, soit à 44,8% du PIB, après avoir atteint 48,7% du PIB en 2022.

3.2.2. Perspectives 2024-2028

3.2.2.1. Principales hypothèses

Les hypothèses sur lesquelles reposent les prévisions sont notamment :

- un apaisement des menaces terroristes, avec une récupération progressive de l'ensemble du territoire, à moyen terme, ainsi qu'un accompagnement et une réinstallation des populations déplacées internes et externes ;
- une bonne conduite de la feuille de route de la transition avec un retour à l'ordre constitutionnel au cours de la période sous revue ;
- le renforcement de la production minière, avec l'entrée en production de nouvelles mines et la mise en exploitation de l'usine de raffinerie d'or ;
- la poursuite et l'accélération des grands projets d'investissement public, notamment, ceux de construction de nouveaux logements sociaux et de l'autoroute Yamoussoukro-Ouagadougou ; et
- l'augmentation de la production d'électricité : construction de onze (11) nouvelles centrales solaires photovoltaïques d'une puissance cumulée de 532,8 MW et des centrales thermiques de 200 MW en Partenariats publics privés (PPP).

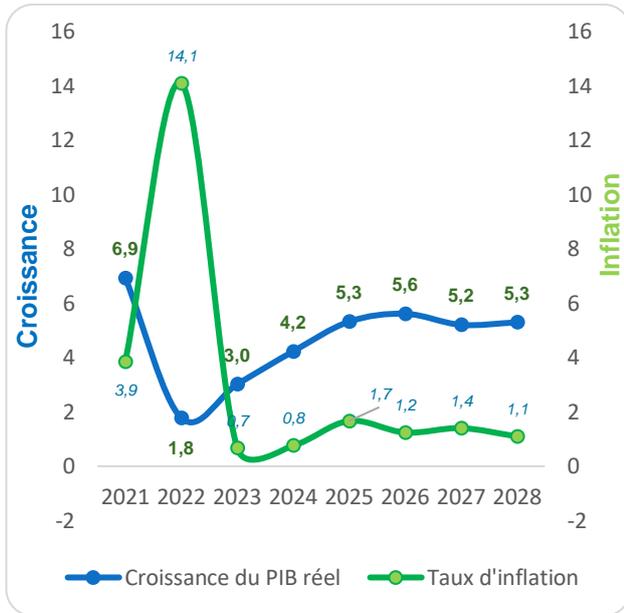
3.2.2.2. Principaux résultats

3.2.2.2.1. Secteur réel et prix

Une situation sécuritaire incertaine dont l'évolution déterminerait fondamentalement les perspectives macroéconomiques.

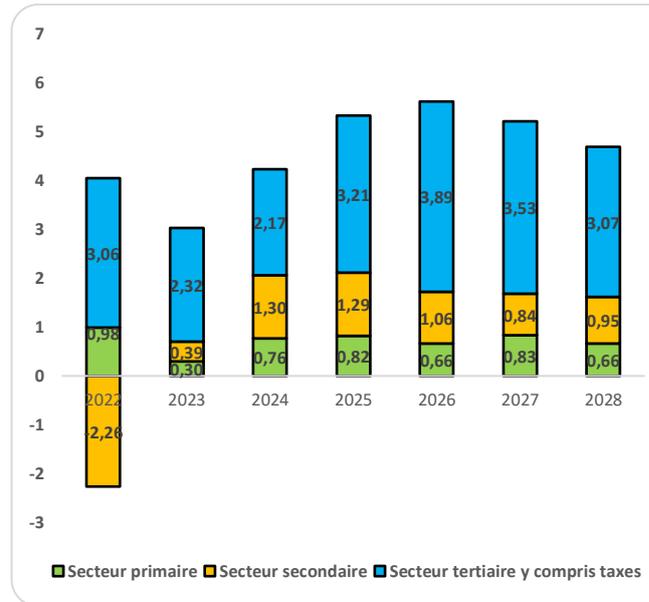
La croissance économique reprendrait, en 2024, avec un taux projeté à 4,2%, soutenue principalement les activités du secteur secondaire hors industries extractives, soit une révision à la baisse de 0,7 pp par rapport aux dernières prévisions de la Commission. Cette correction résulte essentiellement de l'impact de la situation sécuritaire toujours difficile et de l'environnement économique international et régional peu favorable à l'activité économique. Toutefois, les perspectives de la meilleure campagne agricole soutiendraient la croissance. De même, l'activité économique bénéficierait de la mise en œuvre du Plan d'action pour la stabilisation et le développement (PA-SD) et de lutte contre la pauvreté qui est bâti autour de quatre piliers que sont : (i) lutter contre le terrorisme et restaurer l'intégrité territoriale ; (ii) répondre à la crise humanitaire, (iii) refonder l'Etat et améliorer la gouvernance et (iv) œuvrer à la réconciliation nationale et à la cohésion sociale.

Figure 16 : Evolution de la croissance et du taux d'inflation au Burkina Faso (en %)



Source : Commission de l'UEMOA.

Figure 17 : Contribution des secteurs à la croissance du Burkina Faso (en points)



Source : Commission de l'UEMOA.

L'activité économique progresserait ensuite de 5,3% en 2025 sous l'hypothèse d'une amélioration de l'environnement interne et externe. En moyenne sur la période 2026-2028, la croissance économique serait de 5,4% portée par l'ensemble des secteurs. L'inflation continuerait à être en dessous de 3% avec une moyenne de 1,3% sur la période 2024-2028.

Du côté de la demande, la consommation finale (+6,7%, en moyenne) et l'investissement (+7,6%, en moyenne), soutenu par ses composantes aussi bien privée (+8,1%, en moyenne) que publique (+6,6%, en moyenne) tireraient principalement la croissance.

3.2.2.2. Finances publiques et dette publique

Le seuil de 3% de déficit budgétaire global rapporté au PIB ne devrait être atteint qu'à partir de 2027 et le taux d'endettement moyen s'établirait à 64,5% sur la période 2024-2028.

Le contexte marqué par les importants besoins pour faire face aux menaces terroristes devrait peser sur la gestion des finances publiques, notamment avec l'équipement des forces de défense et de sécurité ainsi que la prise en charge des personnes déplacées. Ainsi, les dépenses publiques ne devraient baisser que lentement, alors que la mobilisation des recettes des régies financières continuerait à se réaliser dans un environnement économique difficile. En somme, les recettes totales seraient de 21,9% du PIB en 2024, contre 21,7% du PIB en 2022, et ressortiraient, en moyenne, à 22,6% du PIB sur la période 2024-2028. S'agissant des dépenses, elles représenteraient 28,4% du PIB en 2023, contre 32,5% en 2022 et 26,6%, en moyenne, sur la période 2024-2028. Le déficit budgétaire ressortirait à 5,7% du PIB en 2024, contre 6,7% en 2023, puis à 5,0% en 2025, ensuite à 4,2% en 2026 et, respectivement, à 3,0% en 2027 et 2028.

Figure 18 : Agrégats des finances publiques (en % du PIB)

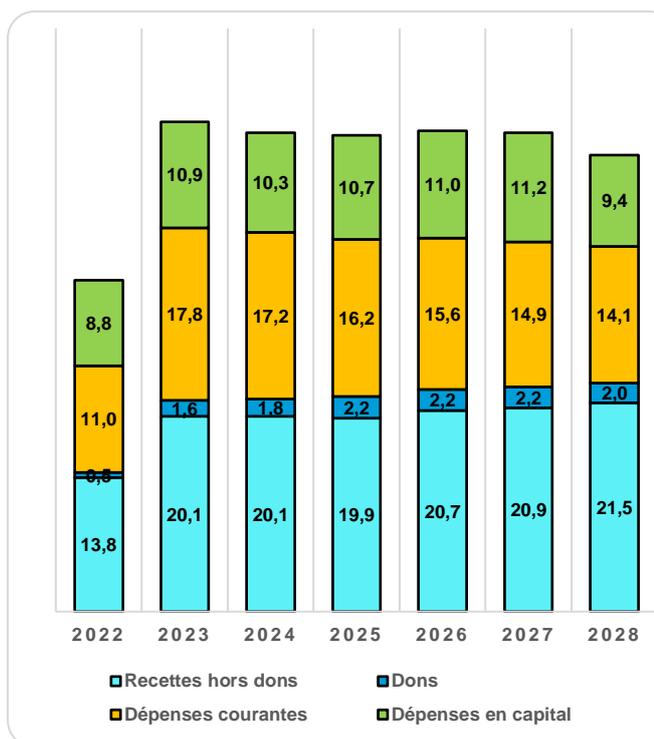
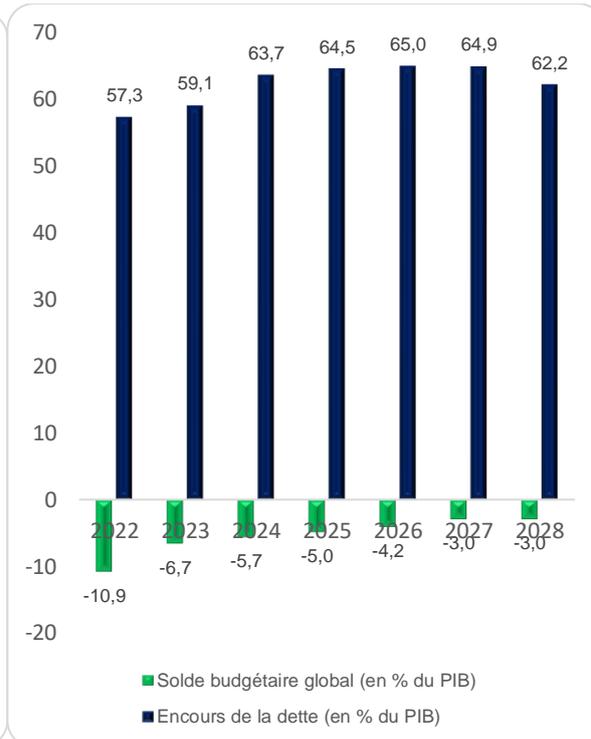


Figure 19 : Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB)



Source : Commission de l'UEMOA.

Source : Commission de l'UEMOA.

La dette publique devrait augmenter en 2024 avant de commencer à baisser sur la période 2025-2028 passant de 63,7% du PIB en 2024, à 64,5% en 2025, puis 65,0% en 2026 et 64,9% et 62,2%, respectivement en 2027 et 2028.

3.2.2.2.3. Balance des paiements et situation monétaire

Le solde global de la balance des paiements ressortirait excédentaire à partir de 2024 et la masse monétaire se consoliderait.

Les échanges extérieurs afficheraient un solde global de la balance des paiements qui serait excédentaire en 2024 après le déficit de 2023 en lien avec une augmentation de la production d'or, et il se maintiendrait sur la période 2025-2028. En effet, il serait de 112,9 mds en 2024, après - 345,8 mds en 2023, et de 249,4 mds, en moyenne, sur la période 2024-2027.

Tableau 6 : Agrégats de la BDP et de la monnaie du Burkina Faso (en mds FCFA)

Agrégats et Indicateurs	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Balance des paiements								
Solde des transactions courantes (en mds)	42,8	-92,6	-416,4	-346,1	-401,0	-485,4	-426,5	-414,8
Solde des transactions courantes (en % du PIB)	0,4	-5,0	-6,7	-2,6	-2,8	-3,1	-2,6	-2,3
Solde global (en mds)	648,7	-102,0	-345,8	112,9	158,5	189,5	236,7	174,4
Situation monétaire								
Créance sur l'économie (en mds)	3553,9	4396,1	4764,7	5386,9	6142,3	7043,1	8056,4	8672,1
Masse monétaire M2 (en mds)	5 585,1	5 716,9	5 552,0	6 633,5	7 293,1	7 752,0	8 175,3	9 174,8
Masse monétaire M2 (en % du PIB)	51,3	48,7	48,6	49,6	50,6	50,9	50,9	51,1

Source : Commission de l'UEMOA, octobre 2024.

Pour ce qui est du secteur monétaire, la masse monétaire poursuivrait sa consolidation, progressant, en moyenne, de 8,5% (50,9% du PIB) sur la période 2024-2028, soutenue par les emprunts accordés par le secteur bancaire aux autres secteurs (45,7% du PIB).

3.2.3. Risques et recommandations

Les prévisions macroéconomiques du Burkina Faso sont sujettes à d'importants risques de correction à la baisse parmi lesquels :

- une sortie plus longue que prévue de la crise sécuritaire ;
- le non-respect de la feuille de route de la transition, en particulier le volet relatif au retour à l'ordre constitutionnel, qui pourrait déboucher sur des sanctions économiques et financières des institutions régionales à l'encontre du pays ; et
- une faible production minière avec des retards, voire l'arrêt de l'exploitation des sites aurifères et de la mise en œuvre de l'usine de raffinage.

Les autorités burkinabè devraient prendre les dispositions en vue de poursuivre :

- les efforts visant à assurer un environnement sécuritaire propice au développement des activités économiques ;
- la mise en œuvre de la feuille de route de la transition, conformément aux engagements pris vis-à-vis de la population et des partenaires ; et
- la sensibilisation envers les partenaires au développement sur le besoin de soutenir le pays dans certains secteurs, au regard des difficultés du moment.

3.3. CÔTE D'IVOIRE

3.3.1. Evolution macroéconomique récente⁹

Une croissance revigorée par la bonne tenue de l'agriculture dans un contexte de hausse de l'inflation et un creusement du déficit budgétaire global.

L'activité économique a progressé de 6,5% en 2023, après 6,2% en 2022, soutenue par les secteurs des industries et services. L'inflation a, quant à elle, été de 4,4% en 2023, contre 5,2% en 2021.

Tableau 7 : Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2021-2023 de la Côte d'Ivoire

INDICATEURS	2021	2022	2023*
<i>PIB nominal (en mds)</i>	40366,9	43771,2	47790,9
Croissance réelle (en %)			
<i>Secteur primaire</i>	7,5	4,3	-4,1
<i>Secteur secondaire</i>	4,9	8,1	10,3
<i>Secteur tertiaire y compris taxes</i>	7,8	6,3	9,1
PIB	7,1	6,2	6,5
Finances publiques et Dette (en % du PIB)			
<i>Recettes Fiscales</i>	12,6	12,8	13,9
<i>Solde global (en % du PIB)</i>	-4,9	-6,8	-5,3
<i>Encours de la dette</i>	50,2	56,6	58,2
Balance des Paiements (en mds de FCFA)			
<i>Solde global</i>	1 095,6	-320,3	-1251,7
Situation monétaire (en mds de FCFA)			
<i>Masse monétaire</i>	15 487,4	16 878,6	17 440,1

Source : Commission de l'UEMOA, octobre 2024.

⁹ Sauf indication contraire les données utilisées dans cette partie au niveau du secteur réel, des finances publiques et de la dette publique sont les dernières transmises officiellement à la Commission dans le cadre de la rédaction du Rapport d'exécution de la surveillance multilatérale de décembre 2023.

Au niveau des finances publiques, le déficit budgétaire global s'est résorbé, ressortant à 5,3% du PIB en 2023 après 6,8% du PIB en 2022. En ce qui concerne l'endettement, il a augmenté de 1,6 pp, se situant ainsi à 58,2% en 2023.

Le solde global de la balance des paiements est ressorti déficitaire de 1251,7 mds, en 2023, après celui de 320,2 mds en 2022 et la masse monétaire a augmenté de 3,3% pour se situer à 17 440,1 mds, soit 36,5% du PIB.

3.3.2. Perspectives 2024-2028

3.3.2.1. Principales hypothèses

Les prévisions de la Côte d'Ivoire sur la période 2024-2028 reposent sur les principales hypothèses suivantes :

- une mise en œuvre efficace du Plan National de Développement (PND) 2021-2025 ;
- une mise en œuvre efficace du Programme Social du Gouvernement (PSGouv) 2022-2024 ;
- une bonne dynamique de la production agricole, grâce à la mise en œuvre du projet de pôle agro-industriel dans la région du Bélier (2PAI-Bélier), du projet d'aménagement des plaines alluviales du Denguélé (région), etc. ;
- la construction de l'échangeur de l'amitié ivoiro-japonaise, la réhabilitation des ponts Houphouët-Boigny et Charles de Gaulle/c2d, l'aménagement de l'autoroute Abidjan Grand-Bassam, le projet d'aménagement de la baie de Cocody, l'aménagement d'une zone franche textile à Bouaké (100 ha) en relation avec la société chinoise *Orient International*, l'aménagement d'une plateforme agro-industrielle à Bouaké (15 ha) dédiée à la transformation de l'anacarde, etc. ; et
- une bonne tenue des branches du commerce, du transport et de l'hôtellerie en lien avec l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations de football (CAN 2023).

3.3.2.2. Principaux résultats

3.3.2.2.1. Secteur réel et inflation

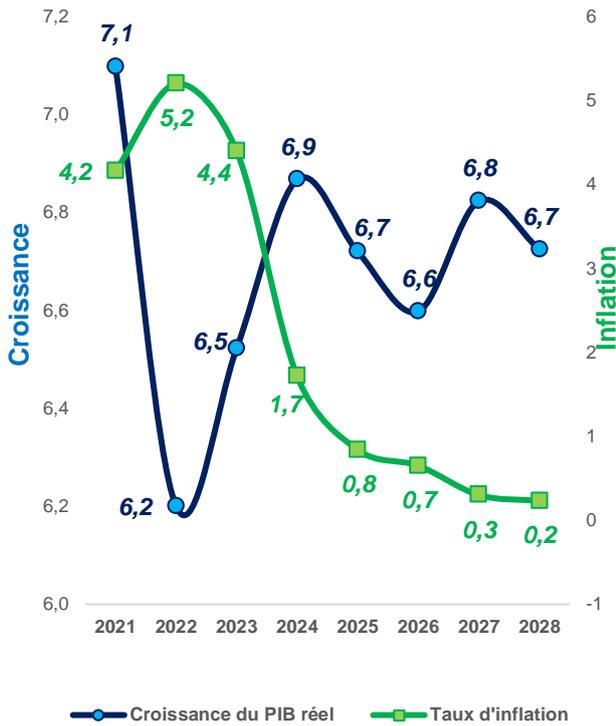
Une économie qui continuerait de bénéficier de la réalisation des grands travaux d'infrastructures publiques, dans un contexte de moins en moins favorable.

Les projections de la croissance de l'économie indiquent une progression de l'activité économique de 6,9% en 2024, identique aux prévisions d'avril 2023 de la Commission. Ce maintien repose principalement sur les effets négatifs de l'environnement international et régional notamment sur la production des cultures agricoles de rente qui contrebalanceraient le dynamisme des activités de services qui se bonifient avec la tenue de la CAN 2023 en janvier 2024.

A moyen terme, la dynamique de la croissance économique ivoirienne se maintiendrait avec un taux qui ressortirait à 6,7% en 2025, puis à 6,6% en 2026, et respectivement à 6,8% et 6,7% en 2027 et 2028, soutenue par l'ensemble des secteurs d'activité.

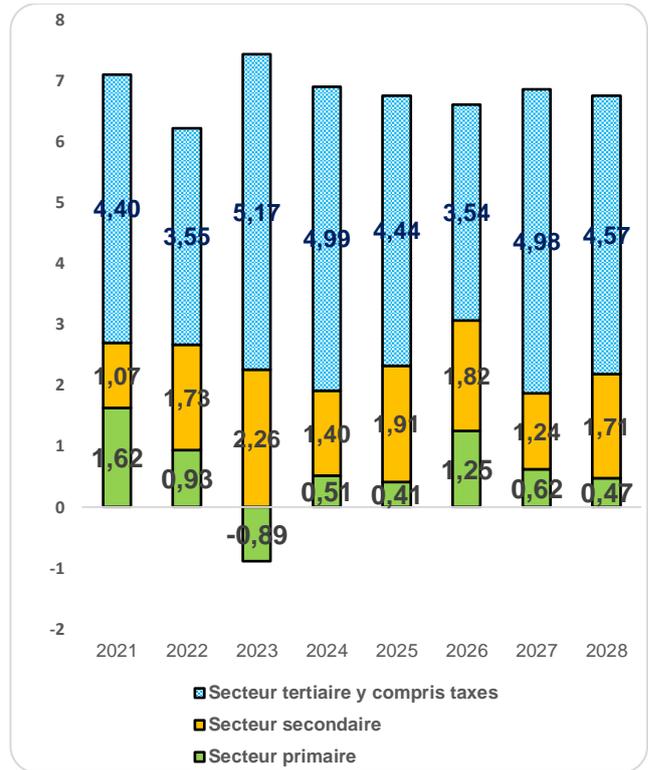
L'inflation a été de 4,4% en 2023 après 5,2% en 2022 et elle serait, en moyenne, de 0,8% sur la période 2024-2028.

Figure 20 : Evolution de la croissance et du taux d'inflation en Côte d'Ivoire (en %)



Source : Commission de l'UEMOA.

Figure 21 : Contribution des secteurs à la croissance de la Côte d'Ivoire (en points)



Source : Commission de l'UEMOA.

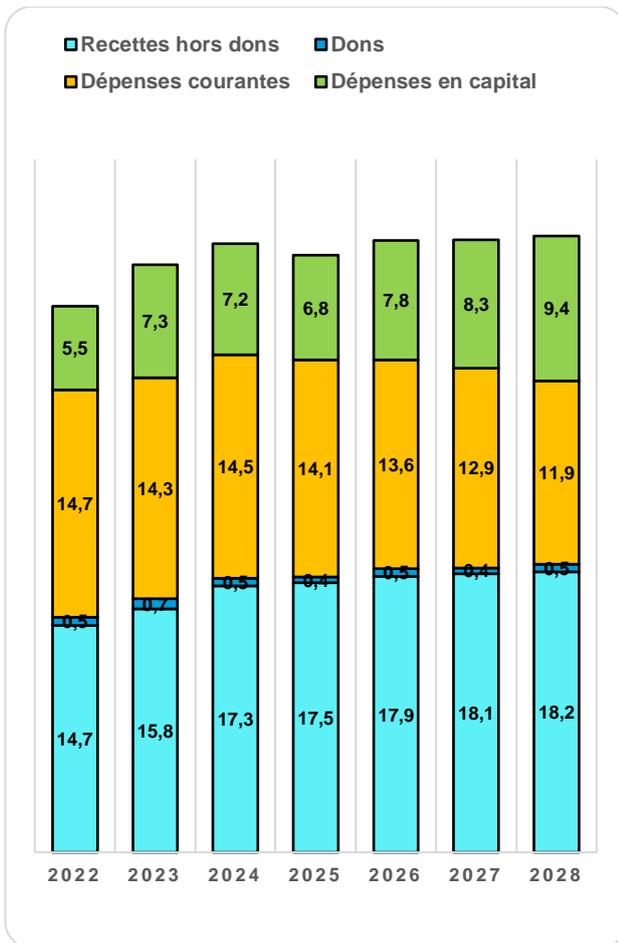
Du côté de la demande, la consommation finale (+6,3%, en moyenne) et l'investissement (+7,6%, en moyenne) continueraient de porter la croissance sur la période 2024-2028.

3.3.2.2.2. Finances publiques et dette publique

Des efforts de consolidation budgétaire attendus, avec un déficit en dessous de 3,0% du PIB à partir de 2025, grâce à la poursuite des efforts de maîtrise des dépenses publiques, et un taux d'endettement moyen de 57,3% sur la période 2024-2028.

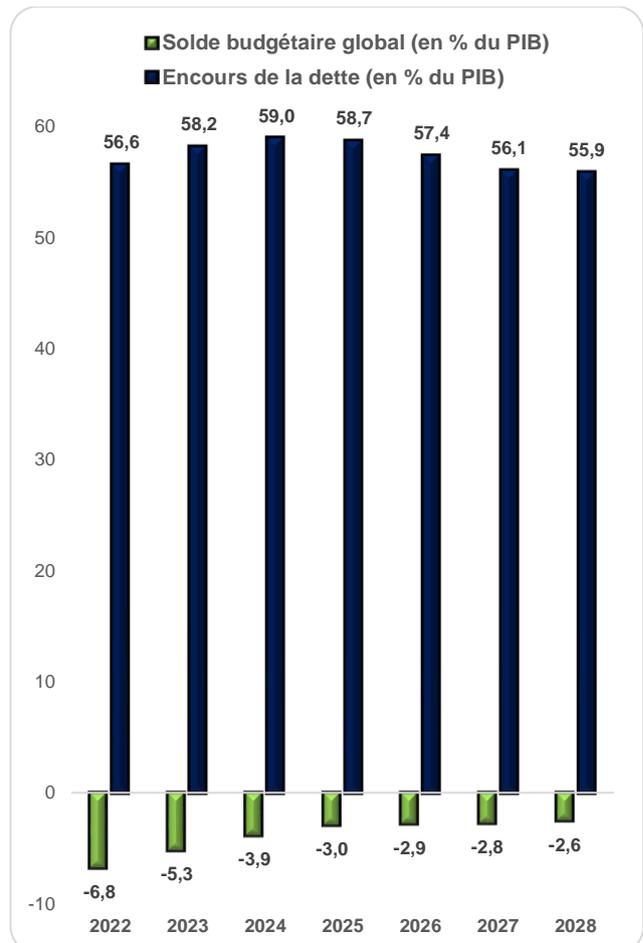
La gestion des finances publiques ivoiriennes continuerait d'être conduite avec les objectifs d'amélioration de la mobilisation des recettes publiques et de maîtrise des dépenses publiques, entre autres, dans le cadre du programme économique et financier appuyé par le FMI. En effet, les recettes totales représenteraient 17,3% du PIB en 2024, contre 16,5% en 2023 et 18,1%, en moyenne, sur la période 2025-2028. Ainsi, pour ramener le déficit budgétaire global sur sa trajectoire de consolidation, les efforts de maîtrise des dépenses publiques seraient poursuivis à moyen terme. Le déficit budgétaire passerait ainsi de 3,9% du PIB en 2024, contre 4,6% en 2023, à 3,0% en 2025, ensuite à 2,9% en 2026 et à 2,8% et 2,6% respectivement en 2027 et 2028.

Figure 22 : Agrégats des finances publiques (en % du PIB)



Source : Commission de l'UEMOA.

Figure 23 : Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB)



Source : Commission de l'UEMOA.

Le taux d'endettement resterait au-dessus de son niveau d'avant 2020 sur toute la période, s'établissant à 59,0% du PIB en 2024, contre 58,2% en 2023, ensuite à 58,7% en 2025, puis à 57,4% en 2026 et 56,1% et 55,9% respectivement, en 2027 et 2028.

3.3.2.2.3. Balance des paiements et situation monétaire

Le solde global de la balance des paiements ressortirait excédentaire à moyen terme et la masse monétaire se consoliderait avec un accroissement des créances sur l'économie.

La balance des paiements ressortirait excédentaire de 394,6 milliards en 2024, après le déficit de 1251,7 milliards observé en 2023. Sur la période 2025-2028, le solde global afficherait un excédent moyen de 241,9 milliards.

Pour ce qui est du secteur monétaire, la masse monétaire poursuivrait sa consolidation en progressant, en moyenne, de 10,5% pour représenter 38,9% du PIB sur la période 2024-2028, soutenue par l'augmentation des créances sur les autres secteurs qui atteindraient 23,1% du PIB sur la période.

Tableau 8 : Agrégats de la BDP et de la monnaie de la Côte d'Ivoire (en mds FCFA)

Agrégats et Indicateurs	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Balance des paiements								
Solde des transactions courantes (en mds)	-1593,8	-3033,6	-2655,7	-2833,9	-2763,3	-3248,8	-3300,1	-3640,8
Solde des transactions courantes (en % du PIB)	-3,9	-6,9	-5,6	-5,3%	-4,7%	-5,1%	-4,8%	-5,0
Solde global (en mds)	1 095,6	-320,4	-1251,7	394,6	374,3	151,3	200,1	167,7
Situation monétaire								
Créance sur les autres secteurs (en mds)	9 147,2	9 814,5	11405,7	11934,5	13137,8	14383,4	15825,7	17050,1
Masse monétaire M2 (en mds)	15421,4	16878,6	17440,1	20095,1	22204,1	24386,5	26219,9	28661,5
Masse monétaire M2 (en % du PIB)	38,2	38,6	35,6	37,9	38,6	39,6	39,2	39,3

Source : Commission de l'UEMOA, octobre 2024.

3.3.3. Risques et recommandations

Les perspectives de croissance de la Côte d'Ivoire, quoique bonnes, reposent sur des hypothèses fragiles au regard des risques relatifs aux facteurs suivants :

- les menaces sécuritaires avec des incursions terroristes de plus en plus récurrentes ;
- l'instabilité marquée des cours des principaux produits agricoles d'exportation, en lien avec les perspectives internationales incertaines ;
- l'inefficacité des réformes visant l'amélioration de la performance des régies financières dans l'atteinte des objectifs de recouvrement des recettes publiques et de maîtrise des dépenses publiques.

En conséquence, en Côte d'Ivoire, des dispositions devraient être prises en vue de poursuivre :

- les actions de renforcement des capacités des forces de défense et de sécurité pour lutter efficacement contre les menaces terroristes ;
- la mise en œuvre des projets et programmes de développement des industries de transformation des produits agricoles au niveau national ;
- l'amélioration du niveau de recouvrement des recettes budgétaires, à travers l'élargissement de l'assiette fiscale, la modernisation de l'administration fiscale et douanière, la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales ainsi que la corruption.

3.4. GUINEE-BISSAU

3.4.1. Evolution macroéconomique récente¹⁰

Une croissance économique soutenue par l'ensemble des secteurs, et un taux d'endettement au-dessus de la barre de 70%.

La croissance économique est ressortie à 5,2% en 2023, contre 4,2% en 2022, suite principalement à une production satisfaisante de noix de cajou. L'inflation a, quant à elle, été de 7,2% en 2023, contre 7,9% en 2022.

Au niveau des finances publiques, le déficit budgétaire global s'est creusé, passant de 6,5% du PIB en 2021 à 9,1% en 2022. En ce qui concerne la dette publique, son encours en pourcentage du PIB s'est situé à 80,7% en 2023, contre 78,6% en 2022.

Les échanges extérieurs se sont traduits par un déficit de 23,1 mds du solde global de la balance des paiements, après celui de 63,8 mds en 2022 et la masse monétaire a été en baisse de 1,1%, avec un montant de 494,0 mds, soit 39,8% du PIB.

Tableau 9 : Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2021-2023 de la Guinée Bissau

INDICATEURS	2021	2022	2023*
PIB nominal (en mds)	1028,0	1120,7	1242,5
Croissance réelle (en %)			
Secteur primaire	3,5	0,4	2,4
Secteur secondaire	0,1	0,2	1,7
Secteur tertiaire y compris taxes	2,8	4,0	1,1
PIB	6,1	4,2	5,2
Finances publiques et dette (en % du PIB)			
Recettes Fiscales	9,0	8,7	8,8
Solde global (en % du PIB)	-7,3	-6,5	-9,1
Encours de la dette	77,2	78,6	80,7
Balance des Paiements (en mds de FCFA)			
Solde global	60,7	-63,8	-23,1
Situation monétaire (en mds de FCFA)			
Masse monétaire	399,2	499,6	494,0

Source : Commission de l'UEMOA, octobre 2024.

3.4.1.1. Perspectives 2024-2028

3.4.1.1.1. Principales hypothèses

Les prévisions reposent sur les hypothèses suivantes :

- une production satisfaisante de la noix de cajou et une bonne tenue de ses cours ;
- la poursuite de la réhabilitation des infrastructures de base, notamment les travaux de réhabilitation des voiries de Bissau, le projet de construction de la deuxième (2^{ème}) sortie de Bissau, etc. ;
- le renforcement de la production locale de riz, avec l'appui des partenaires, notamment la BOAD, le FIDA et l'UEMOA, dans le cadre du PNIA ; et
- la mise en œuvre efficace du programme spécial de l'UEMOA en faveur de la Guinée Bissau.

¹⁰ Sauf indication contraire les données utilisées dans cette partie au niveau du secteur réel, des finances publiques et de la dette publique sont les dernières transmises officiellement à la Commission dans le cadre du Rapport d'exécution de la surveillance multilatérale de décembre 2023.

3.4.1.2. Principaux résultats

3.4.1.2.1. Secteur réel et prix

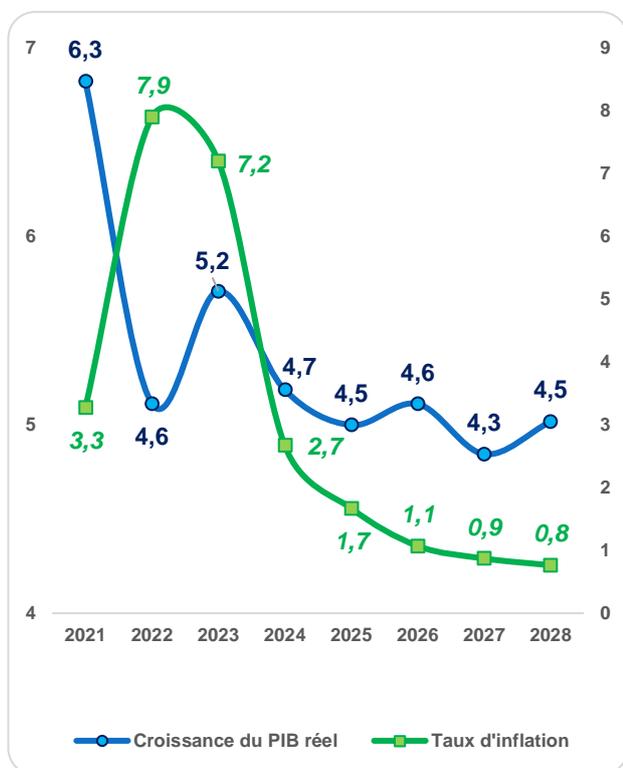
Un rythme modéré de la croissance à moyen terme, soutenu par la poursuite et l'accélération de la mise en œuvre du Plan National de Développement.

L'activité économique maintiendrait sa dynamique, en 2024, soutenue par l'ensemble des secteurs. Le taux de croissance est ainsi projeté à 4,7%, soit en hausse de 0,2 pp par rapport au cadrage macroéconomique de l'Union d'avril 2023. Cette correction repose essentiellement à une production de noix de cajou plus importante que prévue bien que le contexte international et régional difficile amoindrirait le rythme de progression globale de l'activité économique.

Sur la période 2025-2028, la croissance économique grâce à la bonne tenue de tous les secteurs d'activités serait de 4,5% en 2025, ensuite de 4,6% en 2026 et, respectivement, de 4,3% et 4,5% en 2027 et 2028.

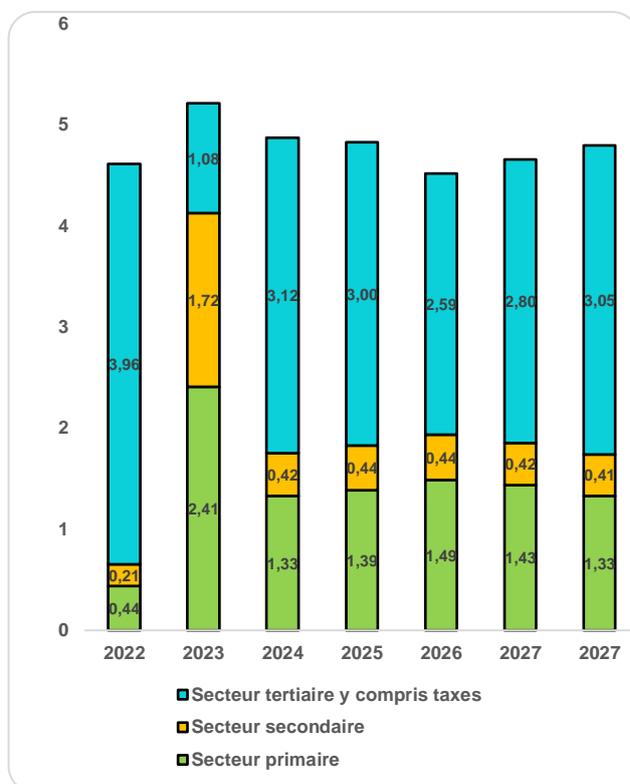
L'inflation serait de 2,7% en 2024 et s'établirait, en moyenne, à 1,1% sur la période 2025-2028.

Figure 24 : Evolution de la croissance et du taux d'inflation en Guinée-Bissau (en %)



Source : Commission de l'UEMOA.

Figure 25 : Contribution des secteurs à la croissance de la Guinée-Bissau (en points)



Source : Commission de l'UEMOA.

Du côté de la demande, sur la période 2024-2028, la croissance serait portée, en grande partie, par la consommation finale (+5,4%, en moyenne) et l'investissement (+5,3%, en moyenne).

3.4.1.2.2. Finances publiques et dette publique

La poursuite des efforts de consolidation budgétaire devrait aboutir à un déficit budgétaire global rapporté au PIB égal ou inférieur à 3% en 2026, mais le taux d'endettement continuerait de rester au-dessus de 70% sur toute la période 2024-2028.

La mise en œuvre des réformes dans le domaine des finances publiques, notamment l'entrée en vigueur de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), permettrait le recouvrement satisfaisant des ressources publiques et les efforts de maîtrise des dépenses se poursuivraient. Ainsi, les recettes totales passeraient de 13,3% du PIB en 2023 à 14,6% en 2024 et, en moyenne, à 15,1% sur la période 2025-2028. Pour ce qui est des dépenses publiques, elles se situeraient à 20,5% du PIB en 2024, contre 22,4% en 2023. Sur le reste de la période de projection, les dépenses publiques totales ressortiraient à 18,5%, en moyenne. En somme, le déficit budgétaire ressortirait à 5,9% en 2024, ensuite à 4,8% en 2025, puis à 3,0% en 2026 et 2,8% en 2027 et 2028.

Figure 26 : Agrégats des finances publiques (en % du PIB)

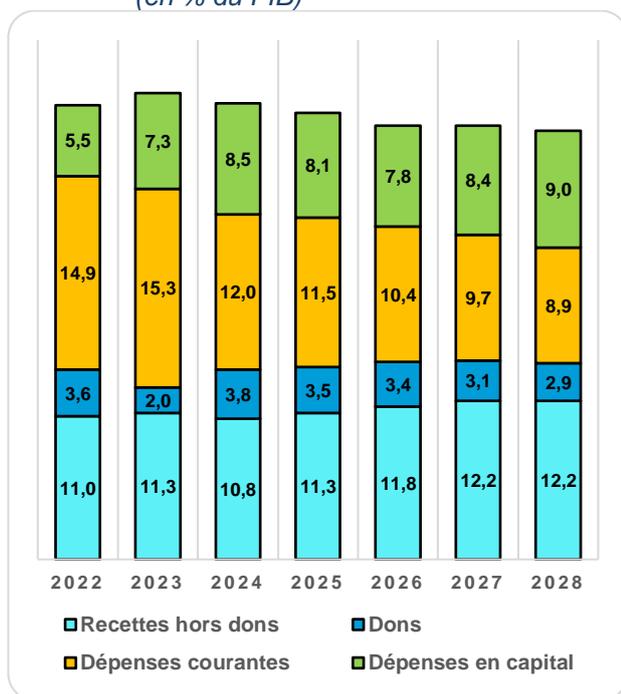
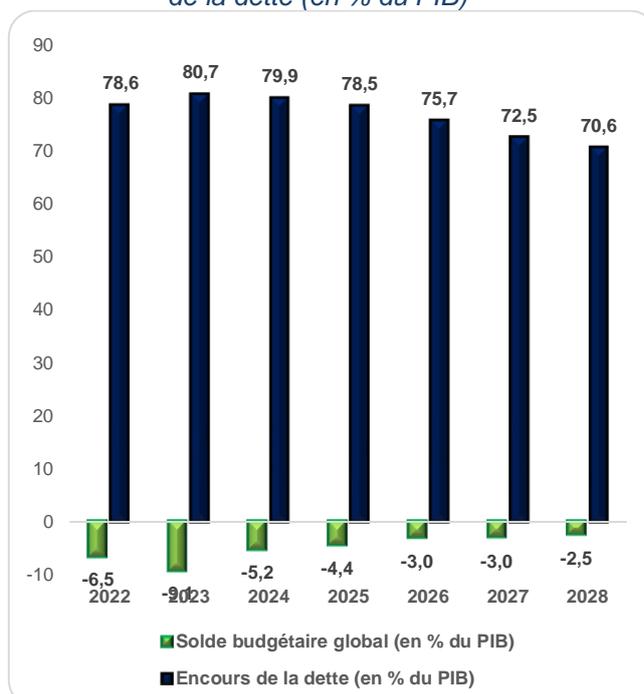


Figure 27 : Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB)



Source : Commission de l'UEMOA.

Source : Commission de l'UEMOA.

Le taux d'endettement continuerait d'être le plus fort de l'Union à moyen terme. En effet, l'encours de la dette publique rapporté au PIB serait de 79,9% en 2024 et, en moyenne, de 73,0% sur la période 2025-2028 grâce à la poursuite des réformes dans le réaménagement de la dette intérieure.

3.4.1.2.3. Balance des paiements et situation monétaire

Un solde global de la balance des paiements qui resterait excédentaire durant toute la période et la masse monétaire qui se consoliderait avec un accroissement des créances sur les autres secteurs.

Le solde global de la balance des paiements afficherait un excédent de 44,3 mds en 2024. Il devrait, par la suite, continuer d'être positif, avec un montant moyen de 24,6 mds sur la période 2025-2028.

La situation monétaire devrait, quant à elle, être marquée par une hausse de la masse monétaire de 8,4%, en moyenne sur la période, pour un ratio d'environ 43,7% du PIB, accompagnée d'une dynamique favorable des créances sur les autres secteurs dans le cadre du soutien aux activités économiques.

Tableau 10 : Agrégats de la BDP et de la monnaie de la Guinée Bissau (en mds FCFA)

Agrégats et Indicateurs	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Balance des paiements								
Solde des transactions courantes (en mds)	-8,1	-92,7	-89,2	-89,7	-110,2	-123,1	-127,2	-131,4
Solde des transactions courantes (en % du PIB)	-0,8	-8,3	-7,2	-7,2	-8,4	-8,9	-8,7	-8,5
Solde global (en mds)	60,7	-63,8	-23,1	44,3	34,0	42,1	45,3	53,6
Situation monétaire								
Créance sur les autres secteurs (en mds)	154,4	190,8	187,3	198,4	225,8	239,2	310,2	328,6
Masse monétaire M2 (en mds)	482,6	499,6	494,0	551,0	594,3	640,3	689,2	738,1
Masse monétaire M2 (en % du PIB)	46,8	44,6	38,9	43,9	44,9	45,9	46,9	47,8

Source : Commission de l'UEMOA, octobre 2024.

3.4.1.3. Risques et recommandations

Les risques de correction à la baisse des perspectives demeurent élevés dont les principaux sont :

- la baisse des cours internationaux de la noix de cajou, principal produit d'exportation du pays ;
- la non maîtrise des charges, notamment salariales, qui réduirait significativement l'espace budgétaire nécessaire pour les dépenses d'investissement ;
- la poursuite de la hausse du taux d'endettement dans un contexte de durcissement des conditions de financement qui menacerait la soutenabilité de la dette du pays.

Ainsi, en Guinée-Bissau, des dispositions devraient être prises en vue de poursuivre :

- les actions en faveur de la diversification de l'économie ;
- les efforts pour contenir les charges de l'Etat ;
- les mesures visant à maîtriser, voire réduire le taux d'endettement du pays.

3.5. MALI

3.5.1. Evolution macroéconomique récente

Une année 2023 marquée par une bonne production cotonnière dans un contexte de difficulté dans le secteur de l'énergie.

La croissance économique est remontée à 5,1%, en 2023, après la progression de l'activité économique de 3,5% en 2022, portée principalement par le secteur primaire, dans un contexte sécuritaire toujours difficiles, et de baisse de la production d'énergie. L'inflation est ressortie à 2,1% en 2023, après 9,7% en 2022.

Au niveau des finances publiques, le déficit budgétaire global s'est résorbé, ressortant à 4,4% du PIB en 2023, contre 5,2% du PIB en 2022. En ce qui concerne la dette publique, son encours en pourcentage du PIB est passé de 50,5% en 2022 à 53,3% en 2023.

Les échanges extérieurs se sont traduits, en 2023, par un déficit du solde global de la balance des paiements de 554,4 mds, après celui de 462,7 mds en 2022. La masse monétaire s'est inscrite en baisse de 1,1% pour représenter 39,1% du PIB.

Tableau 11 : Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2021-2023 du Mali

INDICATEURS	2021	2022	2023*
<i>PIB nominal (en mds)</i>	10 707,7	11 714,4	12 680,3
Croissance réelle (en %)			
<i>Secteur primaire</i>	1,4	2,4	8,0
<i>Secteur secondaire</i>	1,0	3,7	-0,6
<i>Secteur tertiaire y compris taxes</i>	4,8	4,0	5,7
PIB	3,1	3,5	5,1
Finances publiques et dette (en % du PIB)			
<i>Recettes Fiscales</i>	15,3	13,6	14,7
<i>Solde global (en % du PIB)</i>	-4,9	-5,2	-4,4
<i>Encours de la dette</i>	51,6	50,5	53,3
Balance des Paiements (en mds de FCFA)			
<i>Solde global</i>	-57,8	-462,7	-554,4
Situation monétaire (en Mds)			
<i>Masse monétaire</i>	4 320,0	4 783,1	4 729,1

Source : Commission de l'UEMOA, octobre 2024.

3.5.2. Perspectives 2024-2028

3.5.2.1. Principales hypothèses

Les prévisions reposent principalement sur les hypothèses suivantes :

- la tenue satisfaisante à moyen terme de la production agricole, notamment cotonnière;
- la reprise progressive et totale du territoire national à moyen terme, grâce à un renforcement des capacités matérielles, humaines des forces de défense et de sécurité ; et
- la bonne mise en œuvre des réformes dans le domaine du développement économique et social (infrastructures, énergie, etc.).

3.5.2.2. Résultats

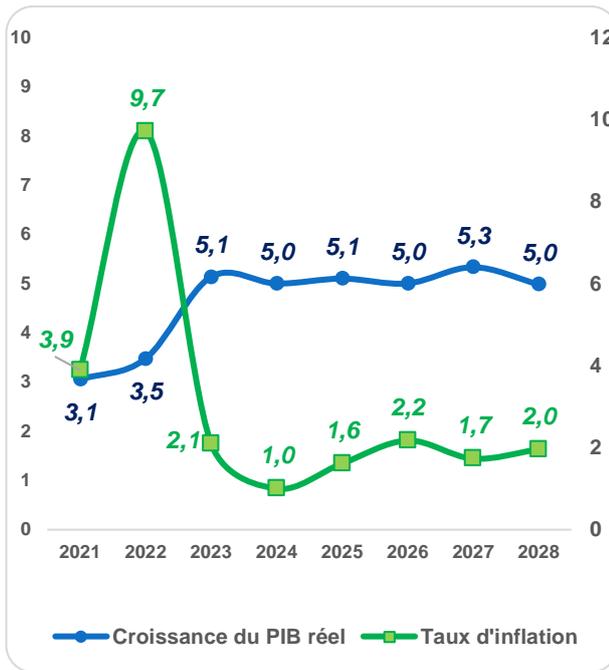
3.5.2.2.1. Secteur réel et prix

Une croissance économique qui continuerait d'être vigoureuse quoique soumise à d'importants risques.

La croissance économique ressortirait à 5,0%, en 2024, après 5,1% un an plus tôt, dans un contexte de reconquête du territoire et de bonne tenue de la production agricole. A moyen terme, l'activité économique progresserait de 5,1% en 2025, puis de 5,0% en 2026, et ensuite de 5,3% et 5,0%, respectivement en 2027 et 2028.

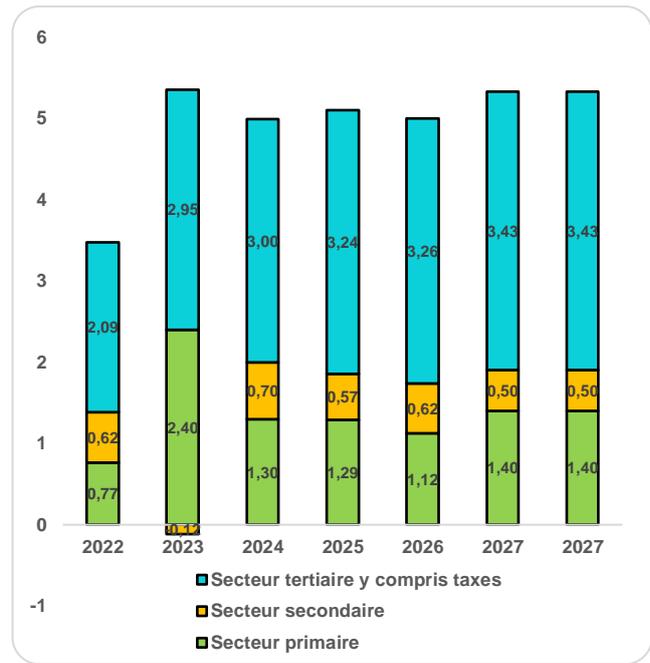
L'inflation serait de 1,0% en 2024, contre 2,1% en 2023, et elle s'établirait, en moyenne, à 1,8% sur la période 2025-2028.

Figure 28 : Evolution de la croissance et du taux d'inflation au Mali (en %)



Source : Commission de l'UEMOA.

Figure 29 : Contribution des secteurs à la croissance du Mali (en points)



Source : Commission de l'UEMOA.

Du côté de la demande, sur la période 2024-2028, la croissance serait portée par la consommation finale (+5,6% en moyenne) et l'investissement (+9,9%).

3.5.2.2.2. Finances publiques et dette publique

Un déficit budgétaire global qui se réduirait progressivement, pour atteindre 3,0% du PIB en 2026, se traduisant par un taux d'endettement moyen de 50,1%.

Les recettes totales devraient être mobilisées à hauteur de 21,7% du PIB en 2024, contre 22,3% en 2023, et des efforts seraient réalisés au niveau des dépenses totales qui représenteraient 25,4% du PIB, après 26,7% un an plus tôt.

Sur la période 2025-2028, les recettes totales ressortiraient, en moyenne, à 24,0% du PIB et les dépenses publiques totales à 25,6% du PIB. Il en résulterait ainsi un déficit budgétaire global qui se réduirait en 2024, passant de 4,4% du PIB en 2023 à 3,7%. Pour le reste de la période, il s'établirait à 3,4% en 2025, puis à 3,0% en 2025 et, respectivement, 2,8% et 2,5% en 2027 et 2028.

Figure 30 : Agrégats des finances publiques (en % du PIB)

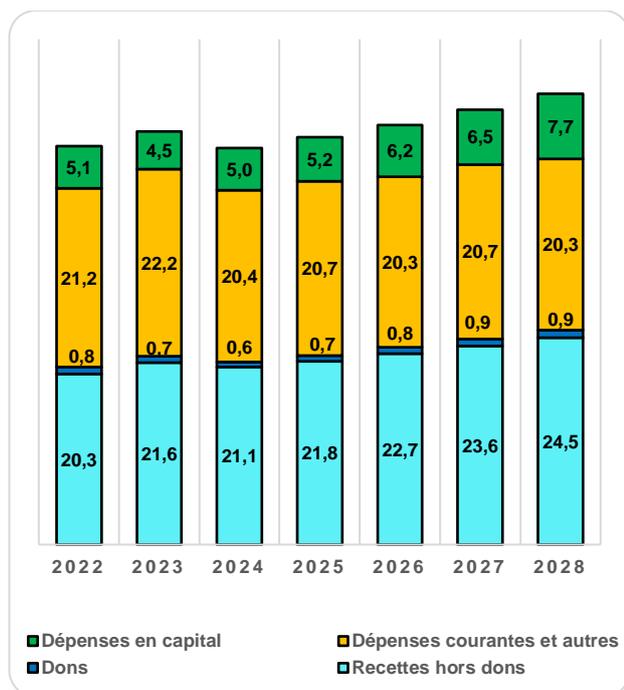
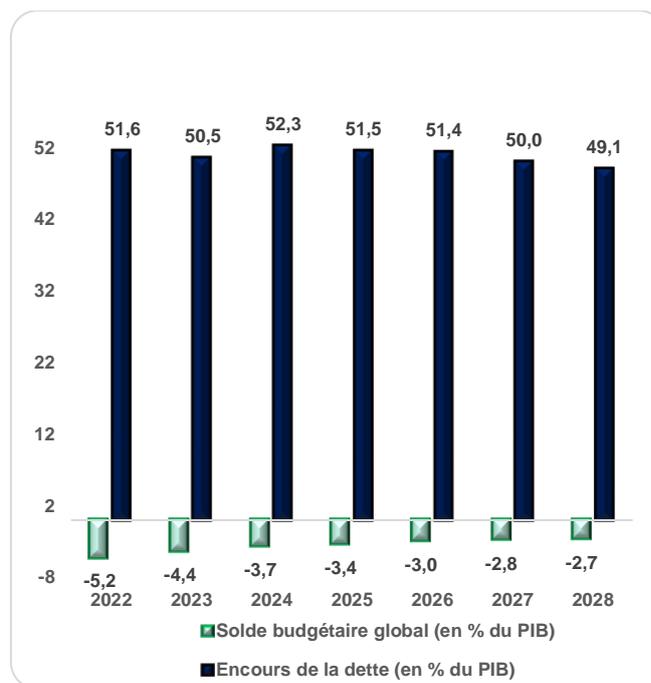


Figure 31 : Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB)



Source : Commission de l'UEMOA.

Source : Commission de l'UEMOA.

Le taux d'endettement augmenterait progressivement, passant de 50,5% en 2023 à 52,3% en 2024 et, en moyenne, à 51,9% sur la période 2025-2028.

3.5.2.2.3. Balance des paiements et situation monétaire

Un solde global de la balance des paiements qui ressortirait déficitaire sur toute la période et la masse monétaire qui se consoliderait légèrement.

Le solde global de la balance des paiements devrait être excédentaire de 104,2 mds après un déficit de 554,4 mds en 2023. Pour la période 2025-2028, il ressortirait, en moyenne, avec un excédent de 127,0 mds.

Tableau 12 : Agrégats de la BDP et de la monnaie du Mali (en mds FCFA)

Agrégats et Indicateurs	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Balance des paiements								
Solde des transactions courantes (en mds)	-814,3	-626,1	-652,4	-699,5	-671,2	-625,0	-745,3	-754,6
Solde des transactions courantes (en % du PIB)	-7,6	-5,3	-5,1	-5,4	-4,9	-4,3	-4,8	-4,5
Solde global	-57,8	-462,7	-554,4	104,2	134,9	135,2	120,7	117,3
Situation monétaire								
Créance sur les autres secteurs (en mds)	3230,7	3746,0	3786,2	4115,6	4341,7	4580,2	4831,8	5097,2
Masse monétaire M2 (en mds)	4 320,0	4 783,1	4 729,1	5136,1	5419,0	5684,7	6119,2	6498,2
Masse monétaire M2 (en % du PIB)	40,3	40,8	37,3	39,5	39,2	38,7	39,1	39,0

Source : Commission de l'UEMOA, octobre 2024.

Au niveau du secteur monétaire, la masse monétaire se renforcerait avec un taux de croissance de 6,6%, en moyenne, pour se situer à 39,1% du PIB sur la période 2024-2028, grâce, entre autres, à une amélioration des créances sur les autres secteurs.

3.5.3. Risques et recommandations

Les perspectives macroéconomiques du Mali sont entourées de risques, à savoir :

- la dégradation de la situation sécuritaire ; et
- la recrudescence des sécheresses, liées aux conséquences du dérèglement climatique (sécheresse, inondations, etc.) conduisant à des productions agricoles faibles.

Les autorités maliennes devraient prendre les dispositions en vue de poursuivre :

- les efforts visant à assurer un environnement sécuritaire stable, notamment à travers le renforcement des institutions propice au développement des activités économiques ; et
- le renforcement et la mise en œuvre des plans d'accompagnement des acteurs du domaine rural.

3.6. NIGER

3.6.1. Evolution macroéconomique récente¹¹

L'activité économique a pâti des sanctions économiques et financières des institutions régionales prises à l'encontre du pays.

La croissance économique a freiné, en 2023, à 2,5% après le bond de 11,9% enregistré en 2022, résultant entre autres des conséquences des sanctions économique et financière prises à l'encontre du pays par les institutions régionales en réponse au coup d'Etat militaire du 26 juillet 2023 et du ralentissement de la branche agricole à 3,1%, après le boom de 2022 (+38,0%), la production céréalière s'étant contractée de 14,9%. L'inflation est ressortie, à 3,7% en 2023 après 4,2% en 2022.

Tableau 13 : Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2021-2023 du Niger

INDICATEURS	2021	2022	2023*
<i>PIB nominal (en mds)</i>	8270,8	9621,0	10201,9
Croissance réelle (en %)			
<i>Secteur primaire</i>	-5,1	25,5	4,1
<i>Secteur secondaire</i>	4,1	2,5	2,9
<i>Secteur tertiaire y compris taxes</i>	5,7	5,7	0,9
PIB	1,4	11,9	2,5
Finances publiques et dette (en % du PIB)			
<i>Recettes Fiscales</i>	10,1	9,4	8,0
<i>Solde global (en % du PIB)</i>	-5,9	-6,7	-4,8
<i>Encours de la dette</i>	50,8	50,5	53,3
Balance des Paiements (en mds de FCFA)			
<i>Solde global</i>	140,2	-1,4	-289,4
Situation monétaire (en mds)			
<i>Masse monétaire</i>	1 663,8	1 862,1	1 844,9

Source : Commission de l'UEMOA, octobre 2024.

Au niveau des finances publiques, le déficit budgétaire global a diminué de 1,9 pp du PIB, ressortant à 4,8% du PIB en lien avec la contraction des dépenses publiques à la suite de la chute des ressources (dont les appuis des PTF), la LFR ayant réduit les dépenses globales

¹¹ Sauf indication contraire les données utilisées dans cette partie au niveau du secteur réel, des Finances publiques et de la dette publiques sont les dernières transmises officiellement à la Commission dans le cadre du Rapport d'exécution de la surveillance multilatérale

de la LFI d'environ 40%. Quant au taux d'endettement, il s'est établi à 53,3%, contre 50,5% en 2022.

La balance des paiements affiche un déficit de 289,4 mds, en 2023, après celui de 1,4 mds de l'année précédente. La masse monétaire a, quant elle, été en baisse de 0,9%, représentant ainsi 18,1% du PIB.

3.6.2. Perspectives 2024-2028

3.6.2.1. Principales hypothèses

Les prévisions macroéconomiques du Niger reposent essentiellement sur les hypothèses suivantes :

- un apaisement progressif des menaces sécuritaires dans le pays, grâce à la poursuite des actions de renforcement des capacités (équipements, effectifs, formation, etc.) des forces de défense et de sécurité et une bonne coordination des stratégies militaires régionales ;
- l'augmentation de la production pétrolière grâce au début d'exploitation du pipeline Niger-Bénin, la construction et l'exploitation de nouvelles centrales d'énergie solaire, le projet de construction des lignes électriques, la mise en exploitation du barrage de Kandadji qui devrait renforcer la production d'électricité et la culture irriguée, et la mise en exploitation de nouvelles mines d'uranium ;
- la promotion des projets privés qui s'appuieraient sur les avantages comparatifs du Niger, notamment l'usine de production d'engrais à Tahoua ; l'usine d'aliments pour bétail et volaille ; l'agropole avec le pôle agroindustriel, couvrant les chaînes de Valeurs Prioritaires, l'usine de transformation de la canne à sucre et l'usine de production de fer à béton ;
- le développement des zones économiques spéciales ;
- la promotion du financement de l'économie avec un système bancaire plus large et plus favorable au financement du secteur privé local formel, à travers la dotation des ressources importantes au profit du Fonds d'appui au PME/PMI (FONAP) ; et
- l'accès des populations défavorisées au financement de leurs activités à travers notamment l'opérationnalisation du Fonds pour le Développement de l'Inclusion Financière (FDIF) ;
- la mise en œuvre efficace du « Programme de Résilience pour la Sauvegarde de la Patrie » (PRSP) qui remplace le Plan de Développement Economique et Social (PDES) 2022-2026.

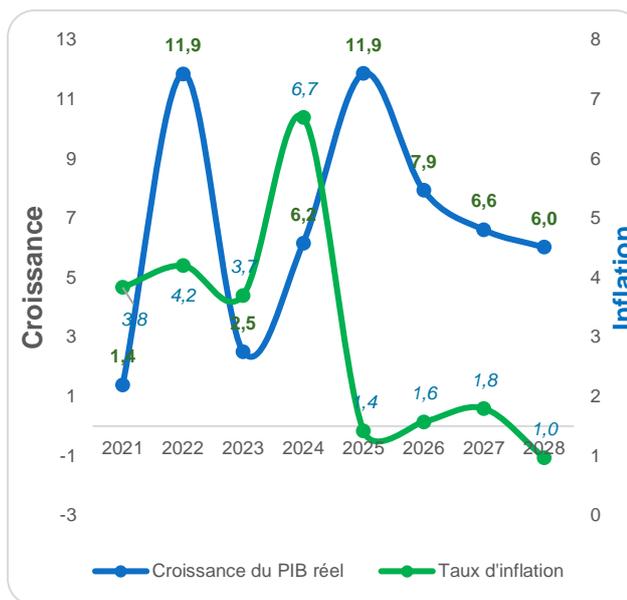
3.6.2.2. Principaux résultats

3.6.2.2.1. Secteur réel et prix

Une croissance revigorée par la production pétrolière, quoique les menaces sécuritaires continuent de peser sur les perspectives macroéconomiques prometteuses.

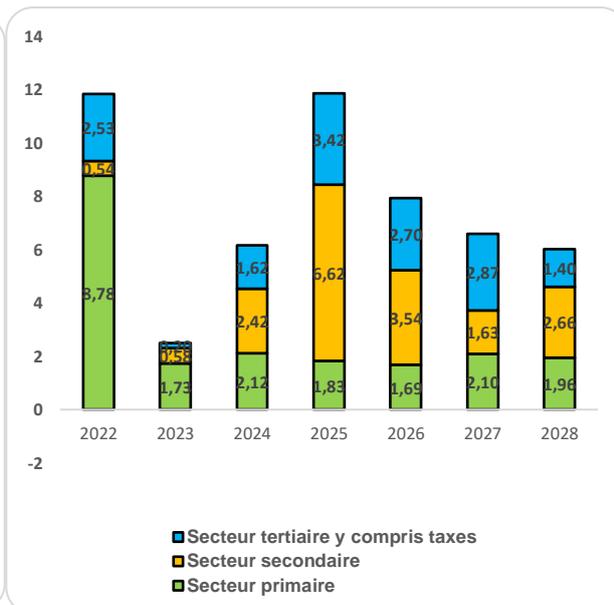
La croissance économique remonterait à 6,2%, en 2024, portée par l'augmentation de la production pétrolière grâce à la mise en exploitation du pipeline Niger-Bénin et la relance de certains grands projets d'investissement notamment ceux dont les travaux ont été arrêtés voir ralentis par le coup d'Etat militaire (Kandadji, infrastructures routières, etc.).

Figure 32 : Evolution de la croissance et du taux d'inflation au Niger (en %)



Source : Commission de l'UEMOA.

Figure 33 : Contribution des secteurs à la croissance du Niger (en point)



Source : Commission de l'UEMOA.

L'inflation serait de 6,7% en 2024 et, en moyenne, de 1,4% sur la période 2025-2028.

Du côté de la demande, la croissance serait tirée par la consommation finale (+6,4%, en moyenne) et l'investissement (+7,2%, en moyenne) sur la période 2024-2028.

3.6.2.2.2. Finances publiques et dette publique

Les recettes attendues de l'exportation du pétrole, ainsi que la mise en œuvre du Programme de Réformes de Gestion des Finances Publiques (PRGFP V) 2021-2026, combinées au retour du dynamisme de l'activité économique, devraient permettre au pays de ramener son déficit budgétaire global en dessous de 3,0% du PIB à partir de 2027 et le taux d'endettement serait, en moyenne, de 52,6% sur la période 2024-2028.

Après la situation de 2023, traduite par le ralentissement de l'activité économique et les conséquences des sanctions des institutions régionales sur les finances publiques, une amélioration dans la mobilisation des recettes publiques serait enregistrée sur la période 2024-2028. En outre, les efforts de maîtrise des dépenses publiques se poursuivraient, grâce, entre autres, à la bonne conduite des réformes entreprises dans le cadre du Programme Economique et Financier (PEF) conclu avec les services du FMI et la mise en œuvre de la Stratégie Nationale des Réformes de la Gestion des Finances Publiques (SNRGFP, 2021-2025).

Ainsi, les recettes totales devraient être mobilisées à hauteur de 14,1% du PIB en 2024, après 10,5% en 2023, résultant principalement de l'amélioration du recouvrement des

recettes fiscales qui ressortiraient à 9,3% du PIB, contre 8,1% en 2023, renforcées par les recettes pétrolières. En moyenne, sur la période 2025-2028, les recettes totales seraient de 15,7% du PIB.

Quant aux dépenses, elles seraient de 17,8% du PIB en 2024, contre 15,1% en 2023 et, en moyenne, de 20,7% sur la période 2025-2028. Le déficit budgétaire global se situerait à 4,6% en 2024, contre 4,9% en 2023, et il s'établirait ensuite à 3,7% en 2025, puis à 3,5% en 2026 et, respectivement, 3,0% et 2,5% en 2027 et 2028.

Figure 34 : Agrégats des finances publiques

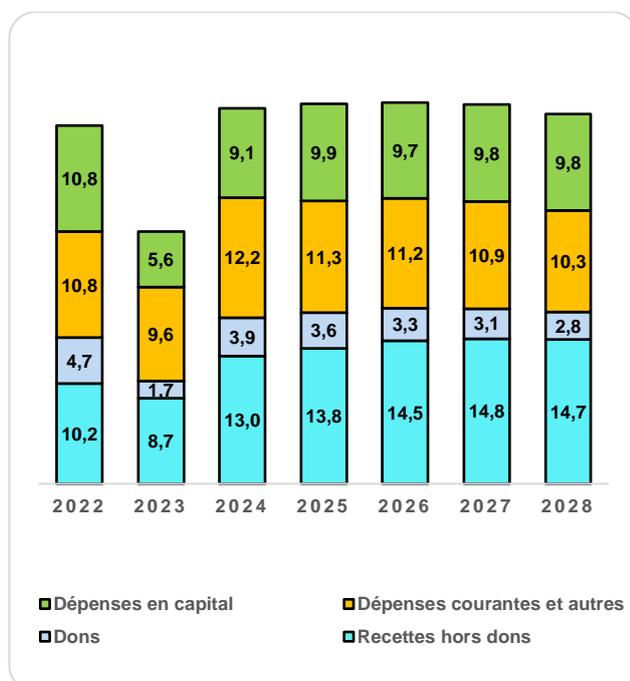
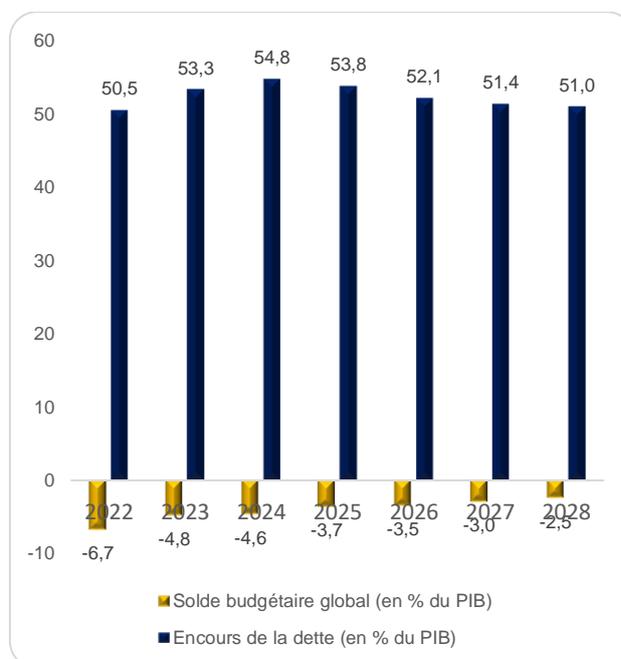


Figure 35 : Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB)



Source : Commission de l'UEMOA.

Source : Commission de l'UEMOA.

En ce qui concerne, la dette publique, son encours ressortirait à 54,8% du PIB en 2024, contre 52,0% en 2023, ensuite à 53,8% en 2025, puis à 52,1% en 2026 et 51,4% et 51,0%, respectivement en 2027 et 2028.

3.6.2.2.3. Balance des paiements et situation monétaire

Un solde global de la balance des paiements qui se bonifierait de l'exportation du pétrole brut et une masse monétaire qui se consoliderait avec un accroissement des créances sur les autres secteurs.

Les échanges extérieurs devraient profiter du début de l'exportation du pétrole brut et le solde global de la balance des paiements serait excédentaire à partir de 2024, avec une moyenne de 1 995,3 mds sur la période 2024-2028, après le déficit de 299,3 mds en 2023.

Tableau 14 : Agrégats de la BDP et de la monnaie du Niger (en mds FCFA)

Agrégats et Indicateurs	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Balance des paiements								
Solde des transactions courantes (en mds)	-1 164,0	-1 559,6	-1 256,7	-825,8	585,0	1 079,1	914,5	702,2
Solde des transactions courantes (en % du PIB)	-14,1	-16,2	-12,3	-7,5	4,7	8,0	6,3	4,5
Solde global (en mds)	140,1	-1,8	-299,3	315,5	1 614,1	2 104,9	1 935,8	1 703,9

Situation monétaire								
Créance sur les autres secteurs (en mds)	1205,8	1357,7	1253,9	1344,8	1437,7	1506,4	1548,9	1633,2
Masse monétaire M2 (en mds)	1 663,8	1 862,1	1 844,9	2 099,2	2 501,5	2 855,4	3 220,9	3 566,0
Masse monétaire M2 (en % du PIB)	20,1	19,4	18,1	19,1	20,1	21,1	22,1	24,5

Source : Commission de l'UEMOA, octobre 2024.

Au niveau du secteur monétaire, la masse monétaire se renforcerait (+12,4%, en moyenne, pour représenter 21,4% du PIB) sur la période 2024-2028, grâce, entre autres, à une amélioration des créances sur les autres secteurs.

3.6.3. Risques et recommandations

Les risques qui entourent les prévisions sont relatifs à :

- une dégradation de la situation sécuritaire ;
- un retard dans le démarrage des grands projets, notamment la construction du barrage de Kandadji ; et
- des périodes de sécheresse de plus en plus rapprochées, entravant la production agricole.

Les autorités nigériennes devraient prendre les dispositions en vue de poursuivre :

- les efforts visant à assurer un environnement sécuritaire propice au développement des activités économiques et sociales ;
- les actions pour faire aboutir les grands projets, notamment le barrage de Kandadji, dans les délais ; et
- les mesures d'accompagnement du monde rural et de développement des cultures irriguées qui sont les moins vulnérables vis-à-vis de l'évolution de la pluviométrie.

3.7. SENEGAL

3.7.1. Evolution macroéconomique récente¹²

La croissance a repris en 2023, grâce à la bonne tenue de l'ensemble des secteurs, mais le taux d'endettement a franchi le plafond de 70% du PIB.

La croissance économique reprend à 4,6% en 2023, contre 3,8% en 2022, soutenue par l'ensemble des secteurs. Pour ce qui est de l'inflation, elle a augmenté de 5,9% en 2023, contre 9,7% en 2022.

Au niveau des finances publiques, le déficit budgétaire global s'est réduit à 4,9% en 2023, après 6,1% en 2022. Le taux d'endettement a dépassé, en 2023, le seuil communautaire du dernier pacte de convergence, de solidarité et de stabilité de l'UEMOA en vigueur jusqu'en 2020, se situant à 70,3%, contre 68,4% en 2022.

La balance des paiements a affiché un excédent de son solde global de 84,1 mds en 2023, après le déficit de 62,1 mds de 2022. La masse monétaire est, quant à elle, ressortit en hausse de 9,6%, représentant ainsi 52,5% du PIB.

¹² Sauf indication contraire, les données utilisées dans cette partie au niveau du secteur réel, des finances publiques et de la dette publique sont les dernières transmises officiellement à la Commission dans le cadre du Rapport d'exécution de la surveillance multilatérale de décembre 2023.

Tableau 15 : Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2021-2023 du Sénégal

INDICATEURS	2021	2022	2023*
<i>PIB nominal (en mds)</i>	15261,1	17227,9	18711,7
Croissance réelle (en %)			
<i>Secteur primaire</i>	0,8	0,3	7,3
<i>Secteur secondaire</i>	7,1	2,6	3,7
<i>Secteur tertiaire y compris taxes</i>	7,8	5,1	4,3
PIB	6,5	3,8	4,6
Finances publiques et Dette (en % du PIB)			
<i>Recettes Fiscales</i>	17,0	18,2	19,2
<i>Solde global (en % du PIB)</i>	-6,3	-6,1	-4,9
<i>Encours de la dette</i>	67,5	68,4	70,3
Balance des Paiements (en mds de FCFA)			
<i>Solde global</i>	144,6	-62,1	84,1
Situation monétaire (en mds de FCFA)			
<i>Masse monétaire</i>	7 375,2	8 966,0	9 827,6

Source : Commission de l'UEMOA, octobre 2024.

3.7.2. Perspectives 2024-2028

3.7.2.1. Principales hypothèses

Les prévisions reposent principalement sur les principales hypothèses suivantes :

- l'aboutissement des projets pétroliers et gaziers, avec un début de la production pétrolière en fin 2024 et de celle du gaz en 2025 ;
- la poursuite de la mise en œuvre des réformes structurelles et des projets structurants ;
- la mise en œuvre des projets d'infrastructures, dont : la construction de l'Autoroute Mbour-Fatick-Kaolack ; la construction de la desserte ferroviaire Dakar-AIBD (Train Express Régional) ; la construction de l'Autoroute Thiès-Tivaouane-Saint Louis/PPP ; le Projet de Bus Rapid de Transit (BRT) ; le Projet de Rénovation des Aéroports du Sénégal ; le Projet de renforcement des systèmes d'alimentation en eau potable de centres fluviaux de Richard-Toll, Dagana, Podor et Matam ; le Projet d'Accord de prêt relatif Projet d'approvisionnement en eau, en milieu rural, au Sénégal-(Phase II) ; et
- l'amélioration du recouvrement des recettes, notamment à travers la mise en œuvre de la stratégie de recettes à moyen terme (SRMT) 2020-2025.

3.7.2.2. Principaux résultats

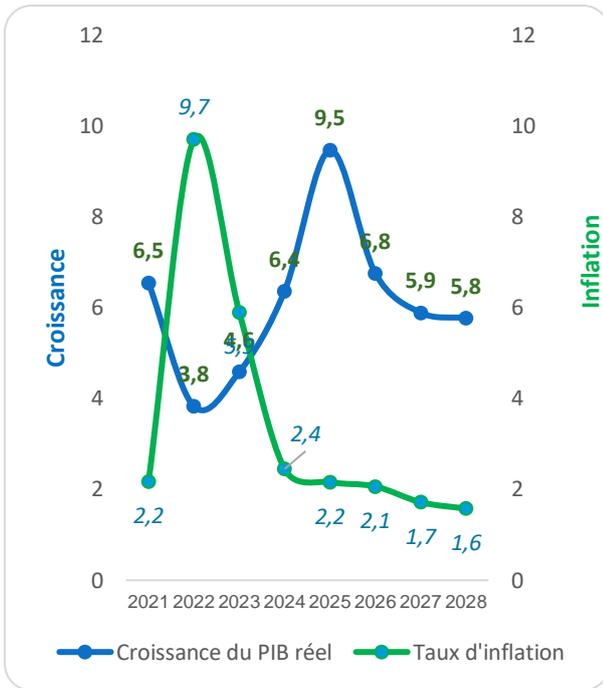
3.7.2.2.1. Secteur réel et prix

L'activité économique freine en 2024 à contrecoup des réformes envisagées par les nouvelles autorités politiques mais la croissance bénéficierait du démarrage de la production pétrolière qui devrait se renforcer à moyen terme.

La croissance économique serait de 6,4% en 2024, contre 4,6% en 2023, soutenue par l'ensemble des secteurs, soit 2,0 pp en dessous des dernières prévisions de la Commission, en lien avec le décalage de la production pétrolière et le ralentissement des autres secteurs d'activités à la suite de l'installation des nouvelles autorités politiques. Le démarrage de la production gazière interviendrait en 2025, renforçant ainsi celle du pétrole, pour porter la croissance à 9,5% pour cette année et à 6,1%, en moyenne, sur la période 2026-2028, grâce également à la poursuite et la mise en œuvre des grands chantiers d'investissements publics.

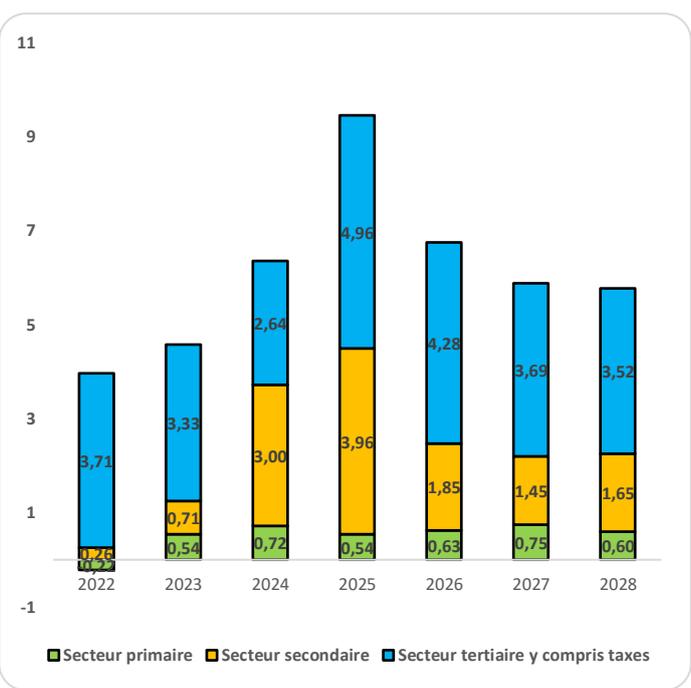
L'inflation serait de 2,4% en 2024 et, en moyenne, de 1,7% sur la période 2025-2028.

Figure 36 : Evolution de la croissance et taux d'inflation au Sénégal (en %)



Source : Commission de l'UEMOA.

Figure 37 : Contribution des secteurs à la du croissance du Sénégal (en point)



Source : Commission de l'UEMOA.

Du côté de la demande, sur la période 2024-2028, la croissance serait portée par la consommation finale (+4,9%, en moyenne) et l'investissement (+9,4%, en moyenne).

3.7.2.2.2. Finances publiques et dette publique

La poursuite des efforts de mobilisation des recettes publiques et de maîtrise des dépenses publiques devrait ramener le déficit budgétaire global rapporté au PIB en dessous de 3% à partir de 2028, avec un taux d'endettement moyen de 74,8% du PIB sur la période 2024-2028.

La poursuite de la mise en œuvre de la stratégie de recettes à moyen terme (SRMT), combinée à la perception des revenus pétroliers et gaziers, devrait contribuer à améliorer le recouvrement des recettes à moyen terme. Ainsi, les recettes totales s'élèveraient à 21,1% du PIB en 2024, contre 20,9% en 2023, et elles passeraient de 21,2% en 2025 à 23,9% en 2028. Pour ce qui est des dépenses totales, elles seraient de 27,4% du PIB en 2024 et, en moyenne, de 26,1% sur la période 2025-2028. Le déficit budgétaire global ressortirait à 6,3% en 2024, contre 4,9% en 2023, et s'établirait ensuite à 4,9% en 2025, puis à 4,1% en 2026 et 3,8% en 2027 et 3,0% en 2028, respectivement.

Figure 38 : Agrégats des finances publiques (en % du PIB)

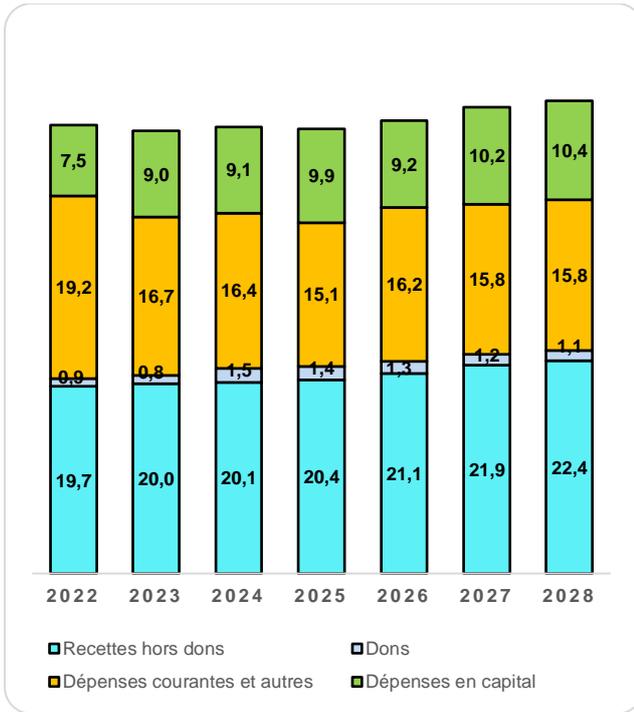
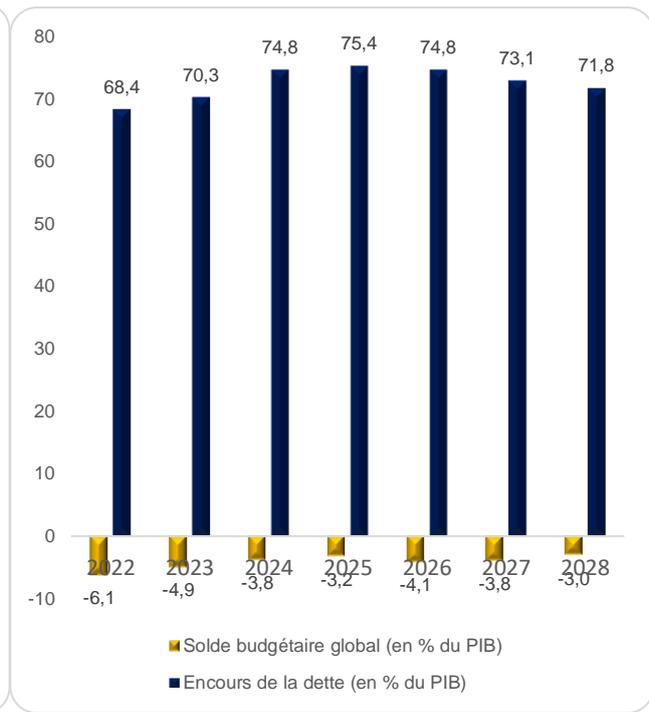


Figure 39 : Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB)



Source : Commission de l'UEMOA.

Source : Commission de l'UEMOA.

En ce qui concerne, la dette publique, son encours ressortirait à 74,8% du PIB en 2024, ensuite à 75,4% en 2025, puis à 74,8% en 2026 et à 73,1% et 71,8%, respectivement, en 2027 et 2028.

3.7.2.2.3. Balance des paiements et situation monétaire

Un solde global de la balance des paiements qui continuerait à ressortir excédentaire, renforcé par le pétrole et le gaz naturel et la masse monétaire se consoliderait sur la période 2024-2028.

Les échanges extérieurs se renforceraient avec le début de l'exportation du pétrole et du gaz naturel, conduisant à un solde global de la balance des paiements qui s'établirait à 349,0 mds en 2024, contre 84,1 mds en 2023 et, en moyenne, à 1 248,6 mds sur la période 2025-2028.

La masse monétaire augmenterait de 7,2% représentant ainsi 51,5% du PIB en 2024, et, en moyenne, 49,9% sur la période 2025-2028.

Tableau 16 : Agrégats de la BDP et de la monnaie du Sénégal (en mds FCFA)

Agrégats et Indicateurs	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Balance des paiements								
Solde des transactions courantes (en mds)	-1 845,0	-3 457,0	-2 961,0	-2 717,2	-1 734,3	-1 306,1	-1 091,2	-1 095,9
Solde des transactions courantes (en % du PIB)	-12,1%	-20,1%	-15,8%	-13,3%	-7,4%	-5,0%	-3,9%	-3,6%
Solde global (en mds)	144,6	-62,1	84,1	349,0	963,9	1 271,5	1 374,2	1 384,8
Situation monétaire								
Créance sur les autres secteurs (en mds)	5111,7	6136,4	6403,5	6971,1	7716,6	8564,6	9311,9	10226,2
Masse monétaire M2 (en mds)	7 375,2	8 966,0	9 827,6	10 533,9	11 865,1	12 987,1	13 929,6	15 022,9
Masse monétaire M2 (en % du PIB)	48,3	52,0	52,5	51,5	50,4	50,1	49,7	49,4

Source : Commission de l'UEMOA, octobre 2024.

3.7.3. Risques et recommandations

Les risques qui entourent les prévisions sont relatifs à :

- un retard dans la mise en œuvre des projets de production de pétrole et de gaz naturel ;
- la lenteur dans la mise en œuvre des réformes, notamment celles portant sur la gouvernance, la fiscalité, l'énergie, le développement du secteur privé, etc. ; et
- un endettement public excessif qui menacerait la soutenabilité des finances publiques.

Les autorités sénégalaises devraient prendre les dispositions en vue de poursuivre :

- les efforts en vue de l'aboutissement des grands projets structurants, notamment ceux en lien avec la production pétrolière et gazière ;
- l'amélioration du niveau de recouvrement des recettes budgétaires, à travers l'élargissement de l'assiette fiscale, la modernisation de l'administration fiscale et douanière, la lutte contre la fraude et la corruption ; et
- les mesures de gestion prudente de la dette.

3.8. TOGO

3.8.1. Evolution macroéconomique récente¹³

Une croissance économique dynamique portée par l'ensemble des secteurs et accompagnée d'une réduction du déficit budgétaire global.

La croissance économique a été de 6,4% en 2023, contre 5,8% en 2022, portée par l'ensemble des secteurs d'activités. Quant à l'inflation, elle est ressortie avec un taux de 5,3% en 2023, contre 7,6% en 2022.

Au niveau des finances publiques, le déficit budgétaire global s'est réduit, passant de 8,3% du PIB en 2022 à 6,6% en 2023. Le taux d'endettement s'est établi à 66,9% en 2023, contre 65,5% en 2022.

La balance des paiements affiche un solde global excédentaire de 52,5 mds en 2023, après un déficit de 19,0 mds en 2022. La masse monétaire a, quant elle, été en hausse de 6,7%, s'établissant ainsi à 50,0% du PIB.

Tableau 17 : Evolution des indicateurs macroéconomiques 2021-2023 du Togo

INDICATEURS	2021	2022	2023*
<i>PIB nominal (en mds)</i>	4626,0	5095,8	5563,0
Croissance réelle (en %)			
<i>Secteur primaire</i>	3,3	5,1	4,2
<i>Secteur secondaire</i>	5,8	6,4	6,7
<i>Secteur tertiaire y compris taxes</i>	7,0	5,8	7,1
PIB	6,0	5,8	6,4
Finances publiques et Dette (en % du PIB)			
<i>Recettes Fiscales</i>	14,0	13,8	14,2
<i>Solde global</i>	-4,7	-8,3	-6,6
<i>Encours de la dette</i>	63,0	65,5	66,9
Balance des Paiements (en mds de FCFA)			
<i>Solde global</i>	124,1	-19,0	52,5
Situation monétaire (en mds de FCFA)			
<i>Masse monétaire</i>	2 260,5	2 607,8	2 781,5

Source : Commission de l'UEMOA, octobre 2024.

3.8.2. Perspectives 2024-2028

3.8.2.1. Principales hypothèses

Les prévisions reposent sur les hypothèses suivantes :

- la mise en œuvre efficace de la Feuille de route gouvernementale Togo 2025 ;
- le renforcement de la production agricole : mise en œuvre des projets du Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnel (PNIASAN) et du Mécanisme Incitatif pour le Financement Agricole (MIFA) ;
- le développement des infrastructures : rénovation des routes reliant la capitale aux autres villes (Lomé, Kpalimé, Aného) ; et
- le développement des activités de fabrication : transformation locale des produits agricoles et miniers, notamment, le phosphate.

¹³ Sauf indication contraire les données utilisées dans cette partie au niveau du secteur réel, des Finances publiques et de la dette publiques sont les dernières transmises officiellement à la Commission dans le cadre du Rapport d'exécution de la surveillance multilatérale de décembre 2023.

3.8.2.2. Principaux résultats

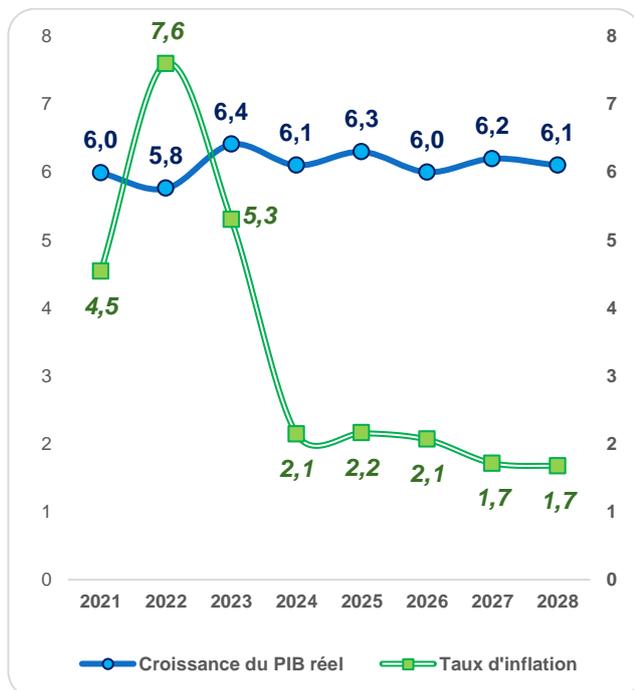
3.8.2.2.1. Secteur réel et dette

Une croissance qui se renforcerait, grâce principalement à la bonne tenue de l'ensemble des secteurs et à la poursuite des projets d'investissement public inscrits dans la Feuille de route gouvernementale.

L'activité économique resterait dynamique à court et moyen terme, grâce à la mise en œuvre des projets et programmes inscrits dans la Feuille de route gouvernementale. La croissance serait de 6,1% en 2024, soutenue par l'ensemble des secteurs. Sur la période 2025-2028, le taux de croissance économique ressortirait à 6,3% en 2025, puis à 6,0% en 2026 et à 6,2% et 6,1% respectivement en 2027 et 2028.

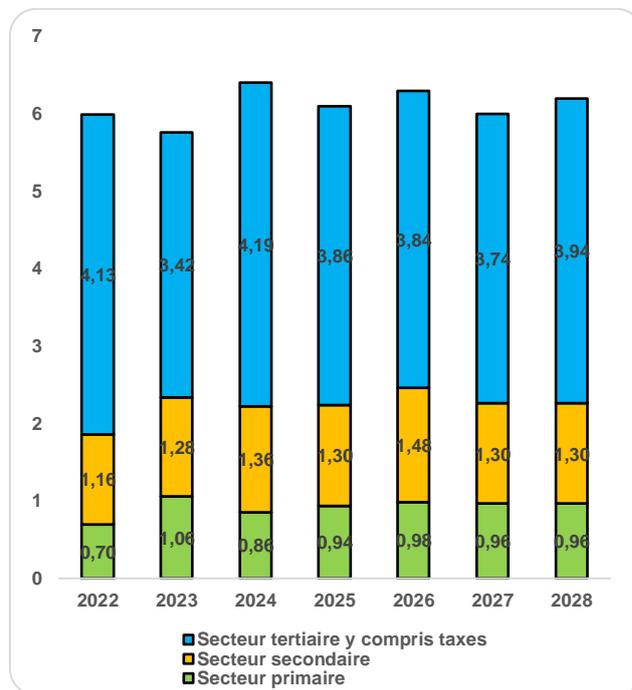
L'inflation serait de 2,3% en 2024 et elle s'établirait, en moyenne, à 2,4% sur la période 2025-2028.

Figure 40 : Evolution de la croissance et du taux d'inflation au Togo (en %)



Source : Commission de l'UEMOA.

Figure 41 : Contribution des secteurs à la croissance du Togo (en points)



Source : Commission de l'UEMOA.

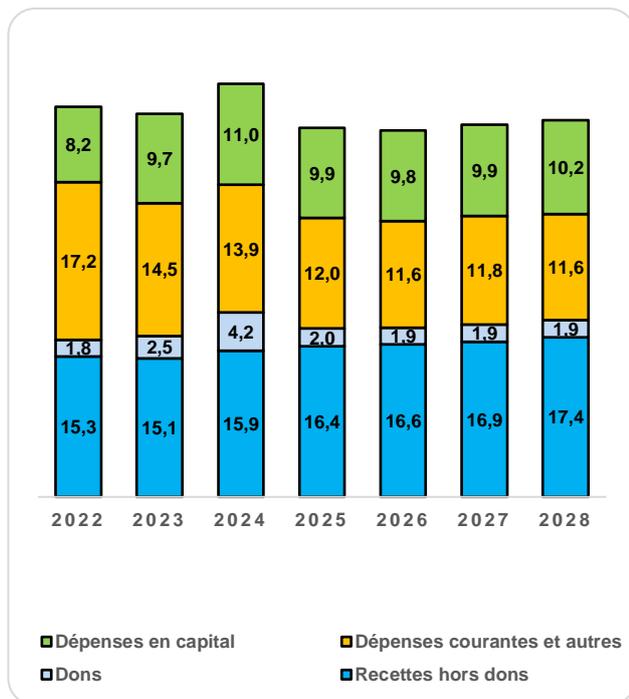
Du côté de la demande, sur la période 2024-2028, la croissance serait portée principalement par l'investissement (+7,1%, en moyenne) et par la consommation finale (+5,5%, en moyenne).

3.8.2.2.2. Finances publiques et dette publique

Un déficit budgétaire de 3,0% du PIB en 2026, grâce à une amélioration du recouvrement des recettes publiques et à une maîtrise des dépenses publiques permettant de situer le taux d'endettement moyen à 65,9%.

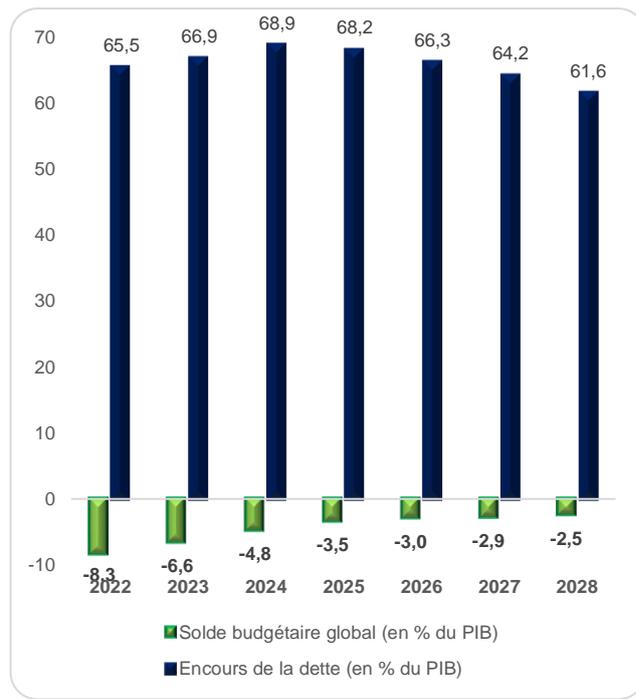
Les recettes totales se situeraient à 19,3% du PIB en 2024 et, en moyenne, à 19,8% sur la période 2025-2028. Cette hausse serait en relation avec l'amélioration du recouvrement des recettes fiscales, grâce à la meilleure tenue de l'activité économique globale ainsi qu'à la mise en œuvre des réformes entreprises dans le cadre du programme économique et financier mis en œuvre avec l'appui du FMI à partir de 2024. Quant aux dépenses totales, elles s'établiraient à 24,1% du PIB en 2024 et, en moyenne, à 21,9%, sur la période 2025-2028. Le déficit budgétaire ressortirait ainsi à 4,8% en 2024, puis à 3,5% en 2025, ensuite à 3,0% en 2026, avant de s'établir à 2,9% en 2027 et à 2,5% en 2028.

Figure 42 : Agrégats des finances publiques (en % du PIB)



Source : Commission de l'UEMOA.

Figure 43 : Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB)



Source : Commission de l'UEMOA.

L'encours de la dette publique, quant à lui, ressortirait à 68,2% du PIB en 2024 et à 65,1%, en moyenne, sur la période 2025 -2028.

3.8.2.2.3. Balance des paiements et situation monétaire

Un solde global de la balance des paiements qui continuerait de rester excédentaire sur toute la période et la masse monétaire qui se consoliderait avec un accroissement des créances sur les autres secteurs.

Le solde global de la balance des paiements ressortirait avec un excédent sur toute la période 2024-2028 avec une moyenne de 407,6 mds. La masse monétaire augmenterait de 16,6% en 2024 pour atteindre 53,0% du PIB et, en moyenne, de 8,9% sur la période 2025-2028, ce qui la porterait à 52,8% du PIB.

Tableau 18 : Agrégats de la BDP et de la monnaie du Togo (en mds FCFA)

Agrégats et Indicateurs	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Balance des paiements								
Solde des transactions courantes (en mds)	-103,6	-327,9	-359,0	-227,9	-287,3	-321,5	-360,6	-307,4
Solde des transactions courantes (en % PIB)	-2,2	-6,4	-6,5	-3,7	-4,3	-4,4	-4,5	-3,5
Solde global (en mds)	124,1	-19,0	52,5	167,2	305,6	420,4	535,2	609,5
Situation monétaire								
Créance sur les autres secteurs (en mds)	1425,0	1663,5	1738,7	1854,1	1955,1	2149,0	2248,8	2398,8
Masse monétaire (en mds)	2 260,5	2 607,8	2 781,5	3 243,5	3 588,3	3 916,3	4 208,2	4 566,1
Masse monétaire (en % PIB)	48,9	51,2	50,0	53,0	53,8	53,2	52,2	51,6

Source : Commission de l'UEMOA, octobre 2024.

3.8.3. Risques et recommandations

Les risques qui entourent les prévisions sont relatifs aux incertitudes quant à :

- une dégradation de la situation sécuritaire, avec la multiplication des attaques ;
- un retard dans la mise en œuvre des réformes et projets prévus dans la feuille de route gouvernementale ; et
- une augmentation de l'endettement menaçant la soutenabilité des finances publiques.

Les Autorités togolaises devraient prendre les dispositions en vue de poursuivre :

- les efforts de sécurisation du territoire ;
- la mise en œuvre efficace de la feuille de route gouvernementale ; et
- la gestion prudente de la dette, à travers le renforcement des analyses de viabilité de la dette.

Conclusion

Les perspectives macroéconomiques de l'Union sont plutôt bonnes sur la période 2024-2028, avec une croissance qui devrait retrouver sa vigueur d'avant la crise sanitaire de Covid-19 à partir de 2024. Au niveau des finances publiques, les efforts de consolidation budgétaire devraient ramener le déficit budgétaire global à 3% du PIB à partir de 2026 et il se maintiendrait en dessous dudit seuil au cours des années suivantes. En revanche, la dette publique continuerait d'augmenter et les récents durcissements financiers risquent d'accroître la pression sur sa gestion.

De manière globale, les risques de dégradation de ces perspectives sont élevés, au regard de certaines hypothèses qui sous-tendent les prévisions, notamment celles portant sur la situation sécuritaire dans la région, l'efficacité de la mise en œuvre des plans nationaux de développement et la mobilisation conséquente des recettes qui permettrait d'atteindre la consolidation budgétaire dès 2026.

Ainsi, les recommandations suivantes sont formulées à l'endroit des Etats membres :

- poursuivre et renforcer les actions de coordination régionale face à la crise sécuritaire ;
- veiller à une mise en œuvre efficace des programmes et projets de développement structurants porteurs de croissance, en impliquant fortement les entreprises privées nationales ;
- renforcer les politiques d'appui au renforcement de la productivité et de la compétitivité des entreprises privées nationales ;
- accélérer la mise en œuvre des réformes dont celles relatives aux finances publiques pour une meilleure mobilisation des ressources, notamment par l'élargissement de l'assiette fiscale, l'intensification de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales, l'extension des initiatives en matière de télé-procédure, la poursuite des efforts de rationalisation des dépenses fiscales et la maîtrise des dépenses courantes ;
- privilégier la recherche de financements concessionnels et innovants en vue de garantir la soutenabilité des finances publiques et de la dette publique, ainsi que celle du service dette, dans un contexte marqué par un renchérissement des conditions de financement au niveau mondial ; et
- poursuivre les efforts d'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques, en particulier des investissements publics pour garantir la réalisation, à moyen terme, de performances de croissance à même de contribuer à la réduction de la pauvreté et s'assurer une trajectoire macroéconomique pouvant faciliter l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD).

SOURCES DE DONNEES

Banque Africaine de Développement	https://dataportal.opendataforafrica.org/
Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)	https://www.bceao.int/fr/content/la-base-des-donnees-economiques-et-financieres
Banque mondiale	https://www.worldbank.org/en/research/commodity-markets
CNUCED	https://unctadstat.unctad.org/FR/Index.html
Index Mundi	https://www.indexmundi.com/commodities/
Fonds monétaire international	https://www.imf.org/en/Publications/SPROLLS/world-economic-outlook-databases
OCDE	https://data.oecd.org/fr/
Organisation mondiale pour l'Alimentation	http://www.fao.org/statistics/fr/

ANNEXES

UEMOA

Tableau A.1 : PIB nominal (en milliards de FCFA)

Années	C.UEMOA		Pays
	octobre-24	avril-23	déc-23
2019	89 293,0	88 472,0	88 602,1
2020	92 721,7	91 882,9	92 015,4
2021	100 419,6	100 123,8	99 997,4
2022	111 018,5	111 524,5	110 471,5
2023	119 790,8	119 924,4	120 434,6
2024	131 192,4	129 363,2	132 590,8
2025	144 178,2	139 562,1	145 633,5
2026	155 645,4	150 113,7	158 205,0
2027	168 123,2	161 323,5	171 920,0
2028	180 349,8	nd	nd

Tableau A.2 : Taux de croissance économique (%)

Années	C.UEMOA		Pays
	octobre-24	avril-23	déc-23
2019	5,7	5,7	5,9
2020	1,4	1,7	1,4
2021	6,2	6,1	6,1
2022	5,5	5,9	5,7
2023	5,3	6,4	5,7
2024	6,1	6,8	7,5
2025	7,3	6,1	7,1
2026	6,4	6,2	6,2
2027	6,2	6,3	6,2
2028	6,2	nd	nd

Tableau A.3 : Taux de croissance par secteur (en %)

Secteurs	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Secteur primaire	2,4	7,6	-1,2	4,9	1,7	4,2	3,8	5,6	4,8	4,0
Secteur secondaire	7,1	3,6	6,8	4,3	5,7	7,6	10,5	7,3	5,1	6,6
Secteur tertiaire y compris les taxes	6,9	-1,9	9,2	6,7	6,4	6,1	6,9	6,7	7,1	6,8
PIB	5,9	1,4	6,2	5,7	5,3	6,1	7,0	6,6	6,2	6,0

Tableau A.4 : Contribution à la croissance (en point)

Secteurs	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Secteur primaire	0,6	1,7	-0,3	1,1	0,4	0,9	0,8	1,1	1,0	0,8
Secteur secondaire	1,5	0,7	1,4	0,9	1,2	1,6	2,2	1,6	1,1	1,5
Secteur tertiaire y compris les taxes	3,8	-1,1	4,9	3,5	3,7	3,6	3,9	3,9	4,1	3,7
PIB	5,9	1,3	6,0	5,5	5,3	6,1	7,0	6,6	6,2	6,0

Tableau A.5 : Recettes totales (en milliards de FCFA)

Années	C.UEMOA		Pays
	octobre-24	avril-23	déc-23
2019	15 446,1	15 457,3	14 987,1
2020	15 666,6	15 660,4	14 976,4
2021	17 533,0	17 491,3	16 810,8
2022	19 029,4	19 302,8	18 200,8
2023	21 027,5	20 959,2	20 426,4
2024	22 565,1	22 878,6	23 535,4
2025	25 186,1	25 108,4	26 361,6
2026	27 782,8	27 317,0	28 887,6
2027	30 697,5	29 602,6	31 688,1
2028	34 956,2	nd	nd

Tableau A.6 : Dépenses Totales (en milliards de FCFA)

Années	C.UEMOA		Pays
	octobre-24	avril-23	déc-23
2019	17 530,6	17 635,3	17 016,3
2020	20 851,9	20 853,8	20 153,5
2021	23 132,6	22 983,0	22 103,3
2022	26 943,8	26 801,4	24 755,0
2023	27 519,0	26 944,1	25 858,3
2024	28 173,3	28 066,0	28 569,8
2025	30 230,8	29 463,2	30 765,3
2026	32 701,6	31 564,5	33 542,2
2027	35 494,1	33 780,4	36 685,8
2028	38 521,1	nd	nd

Tableau B.8 : Indicateurs macroéconomiques (en %)

Indicateurs	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Solde budgétaire global, dons compris / PIB nominal	-2,3	-5,7	-5,6	-6,9	-5,2	-4,8	-3,4	-3,1	-2,8	-2,7
Encours de la dette publique / PIB nominal	42,8	49,7	54,4	57,7	59,1	62,7	61,3	59,8	59,4	58,3
Variation de l'IHPC	-0,7	2,1	3,6	7,4	3,7	3,5	3,0	3,0	3,0	3,0
Masse salariale / Recettes fiscales	39,5	43,3	40,0	39,3	37,9	38,1	36,0	34,8	33,8	32,5
Taux de pression fiscale	13,3	12,8	13,6	13,9	14,6	14,5	14,9	15,3	15,8	16,3

BENIN**Tableau B.1 : PIB nominal (en milliards de FCFA)**

Années	C.UEMOA		Pays
	octobre-24	avril-23	déc-23
2019	8 432,3	8 432,2	8 432,2
2020	9 008,8	9 008,8	9 008,8
2021	9 809,7	9 809,7	9 809,7
2022	10 854,4	10 838,3	10 854,5
2023	12 007,4	11 829,3	11 847,6
2024	13 083,6	12 914,8	12 859,9
2025	14 290,8	14 085,8	13 904,4
2026	15 538,7	15 356,4	15 032,6
2027	16 760,7	16 604,4	16 250,1
2028	17 563,2	nd	nd

Tableau B.2 : Taux de croissance économique (%)

Années	C.UEMOA		Pays
	octobre-24	avril-23	déc-23
2019	6,9	6,9	6,9
2020	3,8	3,8	3,8
2021	7,2	7,2	7,2
2022	6,3	6,0	6,3
2023	6,4	6,0	6,1
2024	6,0	6,1	6,5
2025	6,3	6,2	6,0
2026	6,1	6,1	6,0
2027	6,0	6,3	6,3
2028	6,2	nd	nd

Tableau B.3 : Taux de croissance par secteur (en %)

Agrégats	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Secteur primaire	5,2	4,8	3,7	4,2	3,9	5,6	5,5	4,6	5,2	4,8
Secteur secondaire	9,1	7,9	5,8	8,6	5,8	5,0	5,2	6,1	9,1	7,9
Secteur tertiaire	7,5	6,5	7,9	6,2	7,5	6,6	6,5	6,9	7,5	6,5
PIB	7,2	6,3	6,4	6,0	6,3	6,1	6,0	6,2	7,2	6,3
Consommation finale	5,9	4,7	5,8	5,9	5,8	5,9	5,7	5,7	5,9	4,7
<i>Privée</i>	5,9	5,0	5,7	5,6	5,2	6,2	5,5	5,6	5,9	5,0
<i>Publique</i>	5,8	3,5	6,3	7,6	9,6	4,2	6,9	6,3	5,8	3,5
FBCF	5,1	11,3	9,2	9,6	11,9	8,7	9,4	9,3	5,1	11,3
<i>Privée</i>	5,6	9,5	7,9	8,0	9,5	8,4	9,9	8,4	5,6	9,5
<i>Publique</i>	2,9	19,0	14,2	15,3	19,8	9,5	8,2	12,7	2,9	19,0
Exportations	17,4	19,1	4,4	10,6	7,9	7,3	10,0	11,0	17,4	19,1
Importations	18,1	18,5	3,5	15,4	10,5	10,4	10,8	12,5	18,1	18,5

Tableau B.4 : Contribution à la croissance (en point)

Agrégats	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Secteur primaire	1,4	1,3	1,0	1,1	1,0	1,4	1,4	1,1	1,4	1,3
Secteur secondaire	1,5	1,3	1,0	1,4	1,0	0,8	0,9	1,0	1,5	1,3
Secteur tertiaire	4,3	3,7	4,5	3,5	4,3	3,8	3,8	4,0	4,3	3,7
PIB	7,2	6,3	6,4	6,0	6,3	6,1	6,0	6,2	7,2	6,3
Consommation finale	4,7	3,7	4,4	4,5	4,4	4,4	4,3	4,4	4,7	3,7
Investissement	3,0	3,7	2,1	3,8	3,4	3,4	3,1	3,1	3,0	3,7
Echanges extérieurs	-0,5	-1,1	-0,1	-2,2	-1,5	-1,7	-1,3	-1,3	-0,5	-1,1

Tableau B.5 : Recettes totales (en milliards de FCFA)

Années	C.UEMOA		Pays
	octobre-24	avril-23	déc-23
2019	1 185,7	1 185,7	1 185,7
2020	1 296,2	1 294,3	1 294,3
2021	1 387,7	1 387,7	1 387,7
2022	1 553,2	1 550,5	1 553,1
2023	1 818,6	1 724,0	1 742,3
2024	2 050,0	1 940,9	1 949,2
2025	2 276,0	2 152,0	2 171,5
2026	2 538,8	2 358,2	2 397,8
2027	2 776,3	2 558,2	2 672,7
2028	3 030,6	nd	nd

Tableau B.6 : Dépenses Totales (en milliards de FCFA)

Années	C.UEMOA		Pays
	octobre-24	avril-23	déc-23
2019	1 227,3	1 227,3	1 227,3
2020	1 718,1	1 719,9	1 719,9
2021	1 947,7	1 949,4	1 949,4
2022	2 153,0	2 184,9	2 149,5
2023	2 317,1	2 292,3	2 253,7
2024	2 547,3	2 364,0	2 424,9
2025	2 667,3	2 578,6	2 574,3
2026	2 908,2	2 819,2	2 833,5
2027	3 177,7	3 086,8	3 143,5
2028	3 428,2	nd	nd

Tableau B.7 : Secteur extérieur et monnaie (en mds)

Agrégats	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Solde global (*)	45,6	306,9	597,5	9,7	-417,1	158,7	156,2	110,6	165,5	124,8
Masse monétaire (**)	2 346,0	2 751,9	3 210,5	3 628,3	3 613,9	4 082,3	4 567,1	5 024,6	5 409,6	5 915,0

NB : (*) : Balance des paiements ; (**): Masse monétaire au sens large (M2).

Tableau B.8 : Indicateurs macroéconomiques (en %)

Indicateurs	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Solde budgétaire global, dons compris / PIB nominal	-0,5	-4,7	-5,7	-5,5	-4,1	-3,8	-2,7	-2,4	-2,4	-2,3
Encours de la dette publique / PIB nominal	41,2	46,1	49,8	54,0	54,5	55,7	55,8	55,1	54,1	53,8
Variation de l'IHPC	-0,9	3,0	1,7	1,4	2,7	1,7	1,7	1,5	0,6	0,5
Masse salariale / Recettes fiscales	41,2	41,7	35,8	33,0	33,2	33,7	32,8	32,2	32,1	32,0
Taux de pression fiscale	10,6	10,5	11,0	12,2	12,9	13,1	13,4	13,8	14,1	14,4

BURKINA FASO

Tableau C.1 : PIB nominal (en milliards de FCFA)

Années	C.UEMOA		Pays
	octobre-24	avril-23	déc-23
2019	9 393,8	9 369,2	9 483,6
2020	10 202,3	10 310,4	10 405,0
2021	10 892,7	11 290,1	11 074,7
2022	11 739,3	12 450,9	11 944,9
2023	12 401,3	13 235,7	13 026,6
2024	13 221,1	14 001,2	14 255,3
2025	14 303,8	14 991,5	15 549,4
2026	15 186,1	16 019,8	16 954,9
2027	16 041,8	17 025,3	18 544,6
2028	17 915,3	nd	nd

Tableau C.2 : Taux de croissance économique (%)

Années	C.UEMOA		Pays
	octobre-24	avril-23	déc-23
2019	5,9	5,7	5,5
2020	2,0	1,9	2,0
2021	6,9	6,5	6,7
2022	1,8	3,0	1,5
2023	3,0	4,3	4,4
2024	4,2	5,2	6,4
2025	5,3	5,1	5,9
2026	5,6	5,8	5,7
2027	5,2	5,5	6,1
2028	5,1	nd	nd

Tableau C.3 : Taux de croissance par secteur (en %)

Agrégats	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Secteur primaire	-0,5	1,0	-7,3	10,7	2,5	4,3	4,7	3,8	4,8	3,9
Secteur secondaire	9,5	10,4	5,7	-9,4	4,4	5,9	5,7	4,3	3,5	4,2
Secteur tertiaire	6,8	-1,5	13,0	4,5	2,5	4,3	7,0	6,8	6,1	1,2
PIB	5,9	2,0	6,9	1,8	3,0	4,2	5,3	5,6	5,2	5,1
Consommation finale	5,4	-0,1	7,9	5,4	2,6	4,0	6,5	5,8	6,5	6,4
<i>Privée</i>	3,5	2,5	5,3	4,9	3,1	3,8	5,5	5,1	6,1	5,8
<i>Publique</i>	12,4	-9,0	18,0	7,3	0,8	4,5	9,3	7,7	7,6	8,1
FBCF	10,6	-2,0	-5,1	-9,0	22,6	11,2	7,3	10,2	7,8	7,9
<i>Privée</i>	14,9	6,4	3,2	28,4	4,7	9,7	7,9	8,3	9,4	5,7
<i>Publique</i>	27,9	3,0	-3,5	15,0	5,3	12,7	6,7	12,1	6,2	10,6
Exportations	0,1	11,9	13,4	0,1	-8,7	9,5	7,7	5,1	8,2	9,7
Importations	3,4	1,5	6,5	2,5	2,4	16,4	7,7	11,5	10,9	8,9

Tableau C.4 : Contribution à la croissance (en point)

Agrégats	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Secteur primaire	-0,1	0,2	-1,4	1,8	0,5	0,8	0,8	0,7	0,8	0,7
Secteur secondaire	2,3	2,5	1,9	-2,4	0,5	1,5	1,4	1,1	0,9	1,0
Secteur tertiaire	3,7	-0,7	6,5	2,3	2,0	2,0	3,1	3,9	3,5	3,3
PIB	5,9	2,0	6,9	1,8	3,0	4,2	5,3	5,6	5,2	5,1
Consommation finale	4,5	-0,1	6,5	4,5	2,2	4,1	6,0	5,4	6,0	5,3
Investissement	2,5	-0,5	-1,2	-1,9	4,2	2,4	1,2	4,0	2,1	3,4
Echanges extérieurs	-1,1	2,6	1,7	-0,8	-3,4	-4,4	-1,0	-3,7	-2,9	-3,6

Tableau C.5 : Recettes totales (en milliards de FCFA)

Années	C.UEMOA		Pays
	octobre-24	avril-23	déc-23
2019	1 832,1	1 832,1	1 362,5
2020	1 939,3	1 939,3	1 388,4
2021	2 223,9	2 189,1	1 502,1
2022	2 551,9	2 505,7	1 424,1
2023	2 692,5	2 501,8	1 281,9
2024	2 889,3	2 587,1	2 244,3
2025	3 162,0	2 809,1	2 560,3
2026	3 469,1	3 036,6	2 840,4
2027	3 710,4	3 246,9	3 089,8
2028	3 995,5	nd	nd

Tableau C.6 : Dépenses Totales (en milliards de FCFA)

Années	C.UEMOA		Pays
	octobre-24	avril-23	déc-23
2019	1 339,8	1 339,8	1 384,5
2020	1 578,0	1 578,0	1 187,7
2021	2 086,5	2 086,5	1 269,1
2022	2 076,4	2 076,4	1 505,3
2023	2 149,9	2 149,9	1 631,8
2024	2 470,4	2 470,4	1 810,5
2025	3 037,5	2 870,2	2 006,6
2026	3 816,9	3 584,2	2 075,7
2027	3 559,4	3 077,8	1 686,3
2028	3 628,1	3 091,3	2 741,1

Tableau C.7 : Secteur extérieur et monnaie (en mds)

Agrégats	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Solde global (*)	67,7	470,8	648,7	-102,0	-345,8	112,9	158,5	189,5	236,7	174,4
Masse monétaire (**)	4056,4	4779,2	5585,1	5716,9	5552,0	6 633,5	7 293,1	7 752,0	8 175,3	9 174,8

NB : (*) : Balance des paiements ; (**) : Masse monétaire au sens large (M2).

Tableau C.8 : Indicateurs macroéconomiques (en %)

Indicateurs	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Solde budgétaire global, dons compris / PIB nominal	-3,4	-5,2	-7,6	-10,9	-6,7	-5,7	-5,0	-4,2	-3,4	-3,0
Encours de la dette publique / PIB nominal	42,1	46,7	55,1	57,3	56,3	63,7	64,5	65,0	64,9	63,7
Variation de l'IHPC	1,9	3,9	14,1	0,7	1,9	0,7	1,6	1,2	1,4	1,7
Masse salariale / Recettes fiscales	59,2	65,0	55,3	46,0	43,6	50,1	48,8	46,7	45,1	43,5
Taux de pression fiscale	15,1	13,4	15,7	17,3	18,0	18,2	18,4	18,9	19,4	19,8

CÔTE D'IVOIRE**Tableau D.1 : PIB nominal (en milliards de FCFA)**

Années	C.UEMOA		Pays
	octobre-24	avril-23	déc-23
2019	35 095,2	34 298,9	34 298,9
2020	36 252,0	35 311,4	35 311,4
2021	39 821,3	39 190,4	39 190,4
2022	43 681,5	43 681,5	42 826,3
2023	48 156,0	47 453,8	46 822,0
2024	53 048,5	51 452,1	50 896,2
2025	57 785,7	55 769,4	55 666,0
2026	62 000,3	60 430,3	60 774,0
2027	67 532,1	65 483,1	66 256,1
2028	72 580,1	nd	nd

Tableau D.2 : Taux de croissance économique (%)

Années	C.UEMOA		Pays
	octobre-24	avril-23	déc-23
2019	6,7	6,2	6,2
2020	0,9	2,0	2,0
2021	7,4	7,4	7,4
2022	6,7	6,7	6,8
2023	6,4	6,6	7,3
2024	6,9	6,9	7,0
2025	6,7	6,7	7,2
2026	6,6	6,8	7,1
2027	6,8	7,0	7,0
2028	6,7	nd	nd

Tableau D.3 : Taux de croissance par secteur (en %)

Agrégats	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Secteur primaire	-5,7	3,2	7,5	4,3	-4,1	3,1	2,6	7,8	4,0	3,1
Secteur secondaire	21,4	-2,5	4,9	8,1	10,3	6,1	8,2	7,8	5,4	7,3
Secteur tertiaire	5,9	1,2	7,7	6,1	8,3	8,2	7,3	5,8	8,1	7,4
PIB	6,7	0,9	7,4	6,7	6,5	6,9	6,7	6,6	6,8	6,7
Consommation finale	5,4	1,4	5,4	5,2	4,5	5,8	6,7	6,8	5,9	5,6
<i>Privée</i>	4,9	0,9	5,3	4,4	4,7	5,6	6,7	6,8	5,9	5,6
<i>Publique</i>	9,0	4,9	6,2	10,6	3,4	7,0	6,5	6,6	6,1	6,0
FBCF	7,1	3,8	15,1	14,1	9,0	10,9	9,6	9,2	11,8	12,3
<i>Privée</i>	8,7	-2,5	14,6	7,9	12,0	11,6	10,0	10,1	13,1	11,5
<i>Publique</i>	2,2	24,4	16,4	29,8	2,7	9,4	9,0	7,4	8,9	14,7
Exportations	13,1	10,5	16,9	47,9	2,5	8,3	9,2	8,4	8,5	8,7
Importations	4,4	4,3	5,8	15,9	58,3	6,8	10,3	9,0	7,7	8,5

Tableau D.4 : Contribution à la croissance (en point)

Agrégats	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Secteur primaire	0,0	3,3	-0,7	0,1	0,7	0,5	0,4	1,2	0,6	0,5
Secteur secondaire	1,6	1,0	1,7	2,0	2,7	1,4	1,9	1,8	1,2	1,7
Secteur tertiaire	5,0	-3,4	6,3	4,6	3,5	5,0	4,4	3,5	5,0	4,6
PIB	6,7	0,9	7,4	6,7	6,5	6,9	6,7	6,6	6,8	6,7
Consommation finale	3,1	3,2	6,2	3,6	4,2	4,0	4,6	4,7	4,1	4,4
Investissement	2,7	-3,0	1,3	1,6	3,5	2,5	2,4	2,1	2,5	2,2
Echanges extérieurs	0,9	0,7	-0,2	1,5	-0,2	0,4	-0,3	-0,2	0,2	0,1

Tableau D.5 : Recettes totales (en milliards de FCFA)

Années	C.UEMOA		Pays
	octobre-24	avril-23	déc-23
2019	5 158,4	5 158,4	5 158,4
2020	5 289,2	5 289,2	5 289,2
2021	6 140,2	6 140,2	6 140,2
2022	6 427,7	6 684,4	6 427,7
2023	7 577,9	7 192,8	7 452,7
2024	8 423,8	8 022,2	8 229,5
2025	9 323,8	8 851,7	8 954,4
2026	10 028,1	9 667,6	9 651,4
2027	11 221,4	10 683,1	10 556,7
2028	11 982,4	nd	nd

Tableau D.6 : Dépenses Totales (en milliards de FCFA)

Années	C.UEMOA		Pays
	octobre-24	avril-23	déc-23
2019	5 943,9	5 943,9	5 943,9
2020	7 255,1	7 255,1	7 255,1
2021	8 102,0	8 102,0	8 102,0
2022	9 666,3	9 666,3	9 016,4
2023	9 875,5	9 650,4	9 688,9
2024	10 497,2	10 112,6	10 180,5
2025	10 783,3	10 714,4	10 645,8
2026	11 787,5	11 506,8	11 475,8
2027	12 989,8	12 638,1	12 545,4
2028	13 442,3	nd	nd

Tableau D.7 : Secteur extérieur et monnaie (en mds)

Agrégats	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Solde global (*)	477,7	607,0	1095,6	-320,3	-	394,6	374,3	151,3	200,1	167,7
Masse monétaire (**)	10770,1	13042,6	15487,4	16878,6	17440,1	20095,1	22204,1	24386,5	26219,9	28661,5

NB : (*) : Balance des paiements ; (**): Masse monétaire au sens large (M2).

Tableau D.8 : Indicateurs macroéconomiques (en %)

Indicateurs	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Solde budgétaire global, dons compris / PIB nominal	-2,2	-5,4	-4,9	-6,8	-5,3	-3,9	-3,0	-2,9	-2,8	-2,6
Encours de la dette publique / PIB nominal	37,6	46,3	50,2	56,6	58,2	59,0	58,7	57,4	56,1	55,9
Variation de l'IHPC	0,8	2,4	4,2	5,2	4,4	1,7	0,8	0,7	0,2	0,1
Masse salariale / Recettes fiscales	40,5	42,0	36,5	35,7	33,8	32,0	30,3	29,8	29,6	29,4
Taux de pression fiscale	11,9	12,0	12,6	12,8	13,9	14,3	14,9	15,3	15,8	16,3

GUINEE-BISSAU

Tableau E.1 : PIB nominal (en milliards de FCFA)

Années	C.UEMOA		Pays
	octobre-24	avril-23	déc-23
2019	885,1	885,1	885,1
2020	915,7	915,7	947,5
2021	1 030,2	1 030,2	1 030,2
2022	1 135,3	1 126,0	1 135,3
2023	1 179,5	1 182,4	1 198,8
2024	1 249,5	1 253,9	1 302,4
2025	1 319,4	1 322,2	1 399,2
2026	1 390,8	1 393,5	1 491,2
2027	1 458,1	1 468,0	1 581,5
2028	1 699,2	nd	nd

Tableau E.2 : Taux de croissance économique (%)

Années	C.UEMOA		Pays
	octobre-24	avril-23	déc-23
2019	4,5	4,5	5,5
2020	1,5	1,5	1,5
2021	6,1	6,1	6,1
2022	4,2	4,2	4,2
2023	5,2	4,9	4,2
2024	4,7	4,8	5,7
2025	4,5	4,5	4,6
2026	4,6	4,7	5,2
2027	4,3	4,8	4,7
2028	4,5	nd	nd

Tableau E.3 : Taux de croissance par secteur (en %)

Agrégats	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Secteur primaire	6,0	4,2	10,1	1,2	7,0	3,7	3,9	4,2	4,1	3,8
Secteur secondaire	4,4	4,1	0,6	1,4	11,6	3,5	3,6	3,7	3,6	3,5
Secteur tertiaire	5,6	-1,1	5,6	8,1	2,1	5,6	5,1	5,1	4,7	5,2
PIB	5,5	1,5	6,3	4,6	5,2	4,7	4,5	4,6	4,3	4,5
Consommation finale	28,7	-1,1	10,0	2,3	2,3	5,0	6,0	5,8	4,4	5,3
<i>Privée</i>	33,6	-3,5	11,7	1,6	4,8	5,0	5,4	5,3	4,4	5,0
<i>Publique</i>	11,0	9,3	3,5	5,1	-7,8	4,8	8,4	7,5	4,3	6,3
FBCF	33,5	1,3	-13,3	2,3	15,3	1,7	2,6	2,7	1,4	1,9
<i>Privée</i>	-23,2	74,3	-12,2	-2,1	18,1	1,9	3,9	4,0	2,4	3,1
<i>Publique</i>	60,6	-15,5	-13,9	4,4	14,1	1,7	0,2	0,2	0,5	0,4
Exportations	-23,7	-13,3	20,1	-12,3	14,3	0,7	0,5	0,4	0,6	0,6
Importations	11,9	-10,9	5,4	7,6	7,8	6,8	9,0	9,7	7,0	8,1

Tableau E.4 : Contribution à la croissance (en point)

Agrégats	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Secteur primaire	2,0	1,4	3,5	0,4	2,4	1,3	1,4	1,5	1,4	1,3
Secteur secondaire	0,7	0,6	0,1	0,2	1,7	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Secteur tertiaire	2,8	-0,6	2,8	4,0	1,1	2,9	2,7	2,7	2,5	2,8
PIB	5,5	1,5	6,3	4,6	5,2	4,7	4,5	4,6	4,3	4,5
Consommation finale	23,2	-1,1	9,6	2,3	2,2	4,4	5,3	5,2	3,9	4,1
Investissement	6,9	0,3	-3,5	0,5	3,2	2,2	1,9	2,5	2,7	2,2
Echanges extérieurs	-11,5	0,8	2,3	-5,1	0,2	-1,9	-2,7	-3,1	-2,3	-1,8

Tableau E.5 : Recettes totales (en milliards de FCFA)

Années	C.UEMOA		Pays
	octobre-24	avril-23	déc-23
2019	130,1	130,1	140,5
2020	134,5	134,5	134,5
2021	144,5	144,5	144,5
2022	164,0	164,0	164,0
2023	186,3	174,7	196,0
2024	201,5	186,8	199,1
2025	220,2	197,6	203,9
2026	222,7	202,3	209,4
2027	234,5	212,4	214,9
2028	245,0	nd	nd

Tableau E.6 : Dépenses Totales (en milliards de FCFA)

Années	C.UEMOA		Pays
	octobre-24	avril-23	déc-23
2019	161,8	161,8	172,2
2020	219,8	219,8	219,8
2021	219,6	219,6	219,6
2022	237,4	237,4	237,4
2023	255,5	226,7	262,2
2024	266,9	234,0	242,7
2025	272,9	236,7	248,0
2026	263,3	238,5	243,6
2027	276,1	247,7	239,2
2028	298,2	nd	nd

Tableau E.7 : Secteur extérieur et monnaie (en mds)

Agrégats	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Solde global (*)	-15,3	52,5	60,7	-63,8	-23,1	44,3	34,0	42,1	45,3	53,6
Masse monétaire (**)	366,0	399,2	482,6	499,6	494,0	551,0	594,3	640,3	689,2	738,1

NB : (*) : Balance des paiements ; (**) : Masse monétaire au sens large (M2).

Tableau E.8 : Indicateurs macroéconomiques (en %)

Indicateurs	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Solde budgétaire global, dons compris / PIB nominal	-3,4	-9,0	-7,3	-6,5	-9,1	-5,2	-4,4	-3,0	-3,0	-2,5
Encours de la dette publique / PIB nominal	55,3	69,2	77,2	78,6	80,7	79,9	78,5	75,7	72,5	70,6
Variation de l'IHPC	0,2	1,5	3,3	7,9	7,2	1,7	1,6	1,7	1,6	1,6
Masse salariale / Recettes fiscales	57,5	78,1	62,6	66,4	54,1	51,2	49,3	48,8	46,7	45,7
Taux de pression fiscale	8,5	7,2	9,0	8,7	8,8	10,0	10,7	10,8	11,0	11,2

MALI**Tableau F.1 : PIB nominal (en milliards de FCFA)**

Années	C.UEMOA		Pays
	octobre-24	avril-23	déc-23
2019	10 124,7	10 124,7	10 124,7
2020	10 052,8	10 052,8	10 052,8
2021	10 707,7	10 623,2	10 707,7
2022	11 714,4	11 520,4	11 714,4
2023	12 330,8	12 108,6	12 680,3
2024	13 006,0	12 686,1	13 692,7
2025	13 822,0	13 352,1	14 664,4
2026	14 702,9	14 117,6	15 626,0
2027	15 642,3	14 868,4	16 656,7
2028	17 766,0	nd	nd

Tableau F.2 : Taux de croissance économique (%)

Années	C.UEMOA		Pays
	octobre-24	avril-23	déc-23
2019	4,8	4,8	4,8
2020	-1,2	-1,2	-1,2
2021	3,0	3,1	3,1
2022	3,5	3,8	3,5
2023	5,1	4,2	5,2
2024	5,0	4,8	5,3
2025	5,1	4,7	5,2
2026	5,0	4,6	5,0
2027	5,3	4,9	5,1
2028	5,0	nd	nd

Tableau F.3 : Taux de croissance par secteur (en %)

Agrégats	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Secteur primaire	4,0	-4,8	1,4	2,5	8,0	4,4	4,3	4,3	4,5	4,2
Secteur secondaire	3,7	-0,2	1,1	3,4	-0,6	3,8	2,2	3,3	2,6	2,4
Secteur tertiaire	5,6	0,7	4,8	4,0	5,7	6,8	6,7	6,8	6,1	2,3
PIB	4,8	-1,2	3,1	3,5	5,2	5,3	5,1	5,4	5,2	5,0
Consommation finale	3,8	2,3	3,4	4,6	4,7	5,5	5,5	6,0	5,5	5,3
<i>Privée</i>	3,8	1,9	3,0	4,0	4,7	4,9	5,8	5,7	5,0	5,5
<i>Publique</i>	4,0	4,5	5,8	7,6	4,9	8,7	4,0	7,9	7,9	5,0
FBCF	6,3	-1,2	4,8	1,0	7,0	6,9	5,9	7,6	5,0	4,7
<i>Privée</i>	7,0	0,2	5,4	4,4	8,1	8,3	2,9	7,2	4,1	4,9
<i>Publique</i>	5,7	-2,6	4,2	-2,3	5,8	5,5	9,1	8,1	5,8	4,5
Exportations	2,3	0,5	-1,5	18,7	-8,6	5,5	6,3	5,1	5,4	5,1
Importations	5,9	-2,9	12,1	2,5	5,7	19,5	8,8	5,0	4,8	6,8

Tableau F.4 : Contribution à la croissance (en point)

Agrégats	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Secteur primaire	1,3	-1,5	0,4	0,8	2,4	1,3	1,3	1,2	1,3	1,2
Secteur secondaire	0,7	-0,0	0,2	0,6	-0,1	0,7	0,4	0,6	0,4	0,6
Secteur tertiaire	2,8	0,3	2,4	2,1	3,0	3,3	3,4	3,6	3,5	3,2
PIB	4,8	-1,2	3,1	3,5	5,2	5,3	5,1	5,4	5,2	5,0
Consommation finale	3,6	2,1	3,3	4,4	4,6	5,4	5,4	5,9	5,4	4,9
Investissement	2,7	-4,4	4,0	-3,3	4,4	3,7	4,7	4,6	4,1	3,8
Echanges extérieurs	-1,6	1,1	-4,3	2,3	-3,7	-3,8	-5,0	-5,1	-4,3	-3,7

Tableau F.5 : Recettes totales (en milliards de FCFA)

Années	C.UEMOA		Pays
	octobre-24	avril-23	déc-23
2019	2 241,7	2 241,7	2 241,7
2020	2 072,9	2 072,9	1 944,1
2021	2 348,1	2 348,1	2 347,6
2022	2 477,7	2 477,7	2 468,1
2023	2 714,9	2 502,4	2 831,6
2024	2 943,8	2 590,0	2 974,6
2025	3 223,1	2 756,8	3 295,5
2026	3 531,1	3 063,9	3 659,8
2027	3 857,8	3 259,3	4 069,8
2028	4 151,4	nd	nd

Tableau F.6 : Dépenses Totales (en milliards de FCFA)

Années	C.UEMOA		Pays
	octobre-24	avril-23	déc-23
2019	2 410,5	2 410,5	2 410,5
2020	2 626,6	2 626,6	2 626,6
2021	2 868,4	2 868,4	2 868,4
2022	3 087,2	3 082,3	3 082,3
2023	3 320,5	3 023,7	3 388,4
2024	3 465,0	3 059,8	3 583,2
2025	3 629,3	3 156,1	3 864,8
2026	3 880,1	3 473,2	4 190,4
2027	4 221,1	3 600,1	4 571,1
2028	4 368,1	nd	nd

Tableau F.7 : Secteur extérieur et monnaie (en mds)

Agrégats	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Solde global (*)	264,2	450,8	-57,8	-462,7	-554,4	104,2	134,9	135,2	120,7	117,3
Masse monétaire (**)	2991,8	3657,1	4320,0	4783,1	4729,1	5136,1	5419,0	5684,7	6119,2	6498,2

NB : (*) : Balance des paiements ; (**): Masse monétaire au sens large (M2).

Tableau F.8 : Indicateurs macroéconomiques (en %)

Indicateurs	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Solde budgétaire global, dons compris / PIB nominal	-1,7	-6,8	-4,9	-5,2	-4,4	-3,7	-3,4	-3,0	-2,8	-2,7
Encours de la dette publique / PIB nominal	40,6	47,3	51,6	50,5	51,7	52,3	51,5	51,4	50,0	49,1
Variation de l'IHPC	-3,0	0,5	3,9	9,7	2,1	1,0	1,6	2,2	1,7	2,0
Masse salariale / Recettes fiscales	33,0	43,0	47,2	56,8	52,6	53,6	50,3	47,2	44,3	41,3
Taux de pression fiscale	15,4	14,3	15,3	13,6	14,9	14,8	15,2	15,5	16,0	16,4

NIGER

Tableau G.1 : PIB nominal (en milliards de FCFA)

Années	C.UEMOA		Pays
	octobre-24	avril-23	déc-23
2019	7 552,1	7 552,1	7 567,9
2020	7 911,2	7 911,2	7 911,0
2021	8 270,8	8 270,8	8 270,8
2022	9 569,9	9 569,9	9 632,0
2023	9 830,5	9 792,5	10 332,0
2024	10 988,3	10 908,4	11 952,9
2025	11 884,1	11 606,0	13 137,9
2026	12 714,1	12 368,4	14 297,1
2027	13 576,8	13 131,7	15 514,4
2028	14 439,7	nd	nd

Tableau G.2 : Taux de croissance économique (%)

Années	C.UEMOA		Pays
	octobre-24	avril-23	déc-23
2019	5,9	5,9	5,9
2020	3,6	3,6	3,6
2021	1,5	1,5	1,4
2022	11,9	11,9	7,1
2023	2,5	6,9	7,0
2024	6,2	11,2	12,5
2025	11,9	5,8	8,2
2026	7,9	6,0	6,0
2027	6,6	5,9	6,0
2028	6,0	nd	nd

Tableau G.3 : Taux de croissance par secteur (en %)

Agrégats	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Secteur primaire	3,4	7,7	-5,1	25,5	4,1	5,4	4,7	4,5	4,9	4,8
Secteur secondaire	9,0	1,9	4,1	2,5	2,9	12,1	31,2	14,0	6,2	10,1
Secteur tertiaire	6,6	0,9	5,7	5,7	0,9	4,0	8,6	7,3	8,5	0,0
PIB	5,9	3,6	1,4	11,9	2,5	6,2	11,9	7,9	6,6	6,0
Consommation finale	4,8	5,3	3,3	4,2	4,2	7,6	6,0	5,6	6,3	6,2
<i>Privée</i>	4,1	5,3	2,9	3,5	1,8	7,0	5,3	5,1	6,4	5,9
<i>Publique</i>	8,1	5,5	5,2	7,1	14,7	9,8	8,4	7,5	6,1	7,4
FBCF	12,5	-0,3	0,5	6,5	-0,2	7,2	12,3	9,6	9,4	7,3
<i>Privée</i>	12,7	-0,6	-0,2	-7,2	24,0	5,5	14,5	7,9	8,2	6,7
<i>Publique</i>	12,2	0,1	1,7	32,9	-32,7	9,8	9,0	12,3	11,2	8,2
Exportations	1,1	-3,8	4,1	0,3	9,8	31,1	24,7	18,2	10,4	15,5
Importations	6,2	2,7	6,4	3,8	0,3	2,0	14,1	11,7	13,5	9,3

Tableau G.4 : Contribution à la croissance (en point)

Agrégats	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Secteur primaire	1,2	2,7	-1,9	8,8	1,6	2,1	1,8	1,7	2,1	1,9
Secteur secondaire	1,9	0,4	0,9	0,5	0,6	2,4	6,6	3,5	1,6	1,4
Secteur tertiaire	2,8	0,4	2,4	2,5	0,4	1,6	3,4	2,8	2,9	2,7
PIB	5,9	3,6	1,4	11,9	2,5	6,2	11,9	7,9	6,6	6,0
Consommation finale	4,2	4,5	2,9	3,7	3,5	2,9	4,0	3,6	3,1	3,8
Investissement	3,3	0,2	-0,2	9,2	-1,8	2,3	3,6	1,4	3,4	3,0
Echanges extérieurs	-1,5	-1,2	-1,3	-1,0	0,9	1,0	5,3	2,9	0,1	0,8

Tableau G.5 : Recettes totales (en milliards de FCFA)

Années	C.UEMOA		Pays
	octobre-24	avril-23	déc-23
2019	1 362,4	1 362,4	1 362,4
2020	1 388,4	1 388,4	1 379,9
2021	1 518,0	1 518,0	1 518,1
2022	1 424,2	1 424,2	1 733,1
2023	1 099,7	1 798,4	1 841,0
2024	1 882,2	2 025,7	2 168,0
2025	2 108,1	2 268,1	2 495,0
2026	2 297,9	2 438,0	2 724,0
2027	2 473,3	2 624,0	2 938,0
2028	2 658,3	nd	nd

Tableau G.6 : Dépenses Totales (en milliards de FCFA)

Années	C.UEMOA		Pays
	octobre-24	avril-23	déc-23
2019	1 631,8	1 631,8	1 625,1
2020	1 809,7	1 809,7	1 769,4
2021	2 006,9	2 006,9	2 006,8
2022	2 075,7	2 075,7	2 286,4
2023	1 897,7	2 362,4	2 210,0
2024	2 369,6	2 496,7	2 511,0
2025	2 461,5	2 603,4	2 872,0
2026	2 568,4	2 756,4	3 132,0
2027	2 753,9	2 905,2	3 377,0
2028	2 887,0	nd	nd

Tableau G.7 : Secteur extérieur et monnaie (en mds)

Agrégats	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Solde global (*)	317,9	-80,0	140,1	-1,8	-299,3	315,5	1614,1	2104,9	1935,8	1703,9
Masse monétaire (**)	1295,8	1516,3	1663,8	1862,1	1844,9	2099,2	2501,5	2855,4	3220,9	3566,0

NB : (*) : Balance des paiements ; (**): Masse monétaire au sens large (M2).

Tableau G.8 : Indicateurs macroéconomiques (en %)

Indicateurs	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Solde budgétaire global, dons compris / PIB nominal	-3,6	-5,3	-5,9	-6,7	-4,8	-4,6	-3,7	-3,5	-3,0	-2,5
Encours de la dette publique / PIB nominal	39,4	44,4	50,8	50,5	53,3	54,8	53,8	52,1	51,4	51,0
Variation de l'IHPC	-2,5	2,9	3,8	4,2	3,7	6,7	2,5	2,5	2,8	2,5
Masse salariale / Recettes fiscales	36,0	39,1	38,2	38,0	44,6	38,6	35,0	31,6	28,5	27,8
Taux de pression fiscale	10,4	9,6	10,1	9,5	8,0	9,3	10,0	10,8	12,1	12,9

SENEGAL**Tableau H.1 : PIB nominal (en milliards de FCFA)**

Années	C.UEMOA		Pays
	octobre-24	avril-23	déc-23
2019	13 712,7	13 712,7	13 712,7
2020	14 119,4	14 119,4	14 119,4
2021	15 261,1	15 287,9	15 287,9
2022	17 227,9	17 268,3	17 268,3
2023	18 294,5	18 828,5	18 964,2
2024	20464,0	20 345,9	21 551,3
2025	23533,9	22 275,0	24 683,2
2026	25923,6	23 928,8	26 796,6
2027	28036,8	25 865,5	29 221,9
2028	30417,0	nd	nd

Tableau H.2 : Taux de croissance économique (%)

Années	C.UEMOA		Pays
	octobre-24	avril-23	déc-23
2019	4,6	4,6	4,6
2020	1,3	1,3	1,3
2021	6,5	6,5	6,5
2022	3,8	4,2	4,2
2023	4,6	10,6	4,1
2024	6,4	6,4	9,2
2025	9,5	6,7	11,1
2026	6,8	6,3	5,4
2027	5,9	6,0	5,8
2028	5,7	nd	nd

Tableau H.3 : Taux de croissance par secteur (en %)

Agrégats	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Secteur primaire	4,3	12,2	0,8	0,3	7,3	4,9	3,7	4,6	5,6	4,5
Secteur secondaire	5,0	-1,5	7,1	2,6	3,7	13,8	17,0	7,4	5,8	6,6
Secteur tertiaire	4,5	-0,1	7,8	5,1	4,3	5,7	7,6	6,0	5,9	5,2
PIB	4,6	1,3	6,5	3,8	4,6	6,4	9,5	6,8	5,9	5,7
Consommation finale	4,2	2,1	5,2	3,1	3,7	5,4	4,2	4,5	5,5	4,6
<i>Privée</i>	7,5	0,8	14,4	1,5	5,1	5,8	4,0	4,7	5,3	4,3
<i>Publique</i>	3,5	2,3	3,4	3,5	3,4	3,3	5,5	3,7	6,6	6,1
FBCF	10,3	7,2	15,8	11,0	-4,6	16,1	12,3	13,3	12,3	12,4
<i>Privée</i>	6,4	13,8	5,4	-13,6	6,1	13,4	12,1	12,4	9,1	12,2
<i>Publique</i>	11,3	5,4	18,8	17,3	-6,7	27,9	13,2	16,5	24,3	13,5
Exportations	14,7	-13,2	22,5	3,5	-7,9	6,4	39,0	16,8	22,1	18,7
Importations	6,8	7,0	16,0	12,4	-5,8	6,0	12,7	8,9	9,6	12,0

Tableau H.4 : Contribution à la croissance (en point)

Agrégats	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Secteur primaire	0,6	1,8	0,1	0,1	1,1	0,7	0,5	0,6	0,8	0,7
Secteur secondaire	1,2	-0,4	1,6	0,6	0,8	0,6	0,4	0,5	0,6	0,5
Secteur tertiaire	2,8	-0,1	4,8	3,2	2,7	3,8	5,0	3,9	3,7	3,6
PIB	4,6	1,3	6,5	3,8	4,6	6,4	9,5	6,8	5,9	5,7
Consommation finale	3,5	1,7	4,3	2,6	3,0	4,4	3,4	3,5	4,1	3,8
Investissement	0,7	5,8	4,6	6,5	0,4	4,8	2,5	7,6	4,3	4,0
Echanges extérieurs	0,5	-6,2	-2,4	-5,2	1,1	-2,8	3,6	-4,3	-2,5	-2,1

Tableau H.5 : Recettes totales (en milliards de FCFA)

Années	C.UEMOA		Pays
	octobre-24	avril-23	déc-23
2019	2 788,8	2 789,1	2 789,1
2020	2 842,7	2 842,7	2 842,7
2021	2 979,4	2 979,4	2 979,4
2022	3 545,8	3 536,3	3 536,3
2023	3 907,8	4 085,2	4 019,4
2024	4 314,1	4 486,8	4 693,7
2025	4 988,2	4 932,3	5 547,6
2026	5 531,6	5 310,5	6 147,6
2027	6 076,7	5 688,7	6 747,5
2028	6 693,6	nd	nd

Tableau H.6 : Dépenses Totales (en milliards de FCFA)

Années	C.UEMOA		Pays
	octobre-24	avril-23	déc-23
2019	3 326,2	3 326,6	3 326,6
2020	3 745,7	3 745,7	3 745,7
2021	3 943,6	3 943,6	3 943,6
2022	4 590,4	4 590,4	4 590,4
2023	4 825,6	5 036,8	4 939,1
2024	5 596,0	5 410,0	5 533,9
2025	6 145,0	5 586,2	6 292,4
2026	6 595,9	5 914,8	6 953,0
2027	7 155,6	6 141,9	7 678,9
2028	7 613,2	nd	nd

Tableau H.7 : Secteur extérieur et monnaie (en mds)

Agrégats	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Solde global (*)	146,5	-91,5	144,6	-62,2	81,0	349,0	963,9	1 271,5	1 374,2	1 384,8
Masse monétaire (**)	5 692,0	6 394,3	7 375,2	8 966,0	9 827,6	10533,9	11865,1	12987,1	13929,6	15022,9

NB : (*) : Balance des paiements ; (**): Masse monétaire au sens large (M2).

Tableau H.8 : Indicateurs macroéconomiques (en %)

Indicateurs	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Solde budgétaire global, dons compris / PIB nominal	-3,9	-6,4	-6,3	-6,1	-4,9	-6,3	-4,9	-4,1	-3,8	-3,0
Encours de la dette publique / PIB nominal	57,1	63,1	67,5	68,4	70,3	74,8	75,4	74,8	75,1	74,1
Variation de l'IHPC	1,0	2,5	2,2	9,7	5,9	2,4	2,4	2,7	2,8	2,6
Masse salariale / Recettes fiscales	30,4	34,0	34,1	35,2	34,4	37,1	35,2	34,5	34,1	33,4
Taux de pression fiscale	17,6	16,8	17,0	18,2	19,2	19,4	19,8	20,0	20,2	20,3

TOGO

Tableau I.1 : PIB nominal (en milliards de FCFA)

Années	C.UEMOA		Pays
	octobre-24	avril-23	déc-23
2019	4 097,1	4 097,1	4 097,1
2020	4 259,5	4 253,2	4 259,5
2021	4 626,0	4 621,5	4 626,0
2022	5 095,7	5 068,9	5 095,7
2023	5 590,7	5 493,5	5 563,1
2024	6 120,1	5 800,9	6 080,1
2025	6 667,6	6 160,1	6 629,0
2026	7 360,7	6 498,8	7 232,6
2027	8 067,1	6 877,1	7 894,7
2028	8 419,2	nd	nd

Tableau I.2 : Taux de croissance économique (%)

Années	C.UEMOA		Pays
	octobre-24	avril-23	déc-23
2019	4,9	5,0	4,9
2020	2,0	2,0	2,0
2021	6,0	6,0	6,0
2022	5,8	5,8	5,8
2023	6,4	5,3	6,4
2024	6,1	5,4	6,6
2025	6,3	5,6	6,8
2026	6,0	5,2	7,0
2027	6,2	5,5	7,1
2028	6,1	nd	nd

Tableau I.3 : Taux de croissance par secteur (en %)

Agrégats	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Secteur primaire	5,6	3,3	3,3	5,1	4,2	5,3	5,6	4,9	5,8	5,1
Secteur secondaire	-1,6	3,9	5,8	6,4	6,7	6,5	6,2	5,7	5,2	5,4
Secteur tertiaire	7,1	0,9	7,0	5,8	7,1	5,8	6,1	8,0	6,5	6,6
PIB	4,9	2,0	6,0	5,8	6,4	5,8	6,0	6,9	6,2	6,1
Consommation finale	4,8	-4,5	10,2	5,1	4,0	6,0	5,0	5,7	5,1	4,6
<i>Privée</i>	4,9	-5,6	12,0	4,7	4,3	5,9	5,0	5,3	5,1	4,3
<i>Publique</i>	4,1	1,8	0,2	7,2	2,6	6,7	5,3	7,5	5,1	6,1
FBCF	4,2	36,6	-0,4	11,3	14,0	11,1	13,6	10,5	7,5	12,4
<i>Privée</i>	7,7	4,4	3,2	3,8	8,6	12,6	14,9	12,3	9,4	12,2
<i>Publique</i>	-4,5	17,1	-5,0	21,9	20,4	9,8	12,3	8,8	5,7	13,5
Exportations	3,4	6,0	8,8	2,8	6,8	9,4	7,9	6,5	6,7	7,7
Importations	3,1	1,6	14,3	5,3	5,8	6,5	4,9	6,5	6,3	6,0

Tableau I.4 : Contribution à la croissance (en point)

Agrégats	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Secteur primaire	1,2	0,7	0,7	1,1	0,9	1,2	1,2	1,1	1,3	1,1
Secteur secondaire	-0,3	0,8	1,2	1,3	1,4	1,1	1,1	1,0	0,9	0,9
Secteur tertiaire	4,1	0,5	4,1	3,4	4,2	3,5	3,7	4,8	4,0	4,0
PIB	4,9	2,0	6,0	5,8	6,4	5,8	6,0	6,9	6,2	6,1
Consommation finale	4,3	-4,1	8,6	4,4	3,5	5,0	4,2	4,7	4,1	4,3
Investissement	0,8	5,1	-0,1	2,5	3,3	0,7	1,5	2,7	2,4	2,9
Echanges extérieurs	-0,2	0,9	-2,5	-1,2	-0,4	0,1	0,4	-0,5	-0,4	-1,1

Tableau I.5 : Recettes totales (en milliards de FCFA)

Années	C.UEMOA		Pays
	octobre-24	avril-23	déc-23
2019	746,9	757,8	746,9
2020	703,4	699,1	703,4
2021	791,2	784,3	791,2
2022	894,5	960,0	894,5
2023	1 070,4	979,8	1 061,6
2024	1 079,8	1 038,9	1 077,1
2025	1 112,9	1 140,7	1 133,4
2026	1 210,7	1 239,9	1 257,3
2027	1 358,4	1 330,0	1 398,7
2028	1 472,9	nd	nd

Tableau I.6 : Dépenses Totales (en milliards de FCFA)

Années	C.UEMOA		Pays
	octobre-24	avril-23	déc-23
2019	678,9	783,7	678,9
2020	1 006,6	1 006,7	1 006,6
2021	1 006,8	1 022,8	1 006,8
2022	1 317,0	1 380,2	1 317,0
2023	1 406,1	1 274,2	1 429,8
2024	1 376,0	1 297,6	1 352,6
2025	1 374,6	1 387,2	1 334,9
2026	1 425,8	1 436,6	1 468,5
2027	1 561,2	1 524,6	1 601,0
2028	1 640,5	nd	nd

Tableau I.7 : Secteur extérieur et monnaie (en mds)

Agrégats	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Solde global (*)			124,1	-19,0	52,5	167,2	305,6	420,4	535,2	609,5
Masse monétaire (**)			2 260,5	2 607,8	2 781,5	3 243,5	3 588,3	3 916,3	4 208,2	4 566,1

NB : (*) : Balance des paiements ; (**): Masse monétaire au sens large (M2).

Tableau I.8 : Indicateurs macroéconomiques (en %)

Indicateurs	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Solde budgétaire global, dons compris / PIB nominal	1,7	-7,1	-4,7	-8,3	-6,6	-4,8	-3,5	-3,0	-2,9	-2,5
Encours de la dette publique / PIB nominal	53,6	60,0	63,0	65,5	66,9	68,9	68,2	66,3	64,2	61,6
Variation de l'IHPC	0,7	1,8	4,5	7,6	5,3	2,3	2,2	2,4	2,5	2,5
Masse salariale / Recettes fiscales	38,9	44,2	38,9	36,2	38,0	36,7	33,6	33,0	32,0	30,9
Taux de pression fiscale	13,5	12,5	14,0	13,8	13,8	14,5	14,9	15,2	15,7	16,1